

Université M'Hamed BOUGARA de Boumerdes
Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion
Département des sciences financières et comptabilité



Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences financières et comptabilité

Option : Comptabilité et audit

Thème :

L'analyse financière comme outil d'aide à la prise de décision d'octroi de crédits

« Étude de cas des crédits d'investissement et d'exploitation au sein de la banque de l'agriculture et du développement rural BADR »

Réalisé par :
ALIK Mounia

Encadré par :
Mr REZZAK Mohamed

170

Promotion : 2022-2023

Remerciements

Tout d'abord je remercie Allah le tout puissant de m'avoir doté avec la bonne santé, la sagesse, le courage et le savoir qui était primordial afin de la bonne réalisation de ce mémoire.

Je remercie infiniment mon encadrant Mr. Mohamed REZZAK pour la confiance qu'il m'a accordée et pour avoir accepté de m'encadrer, pour sa disponibilité et ses conseils.

Je remercie également tout le personnel de la BADR « agence de Reghaia 618 », particulièrement Mme AREZKI Taoues et les chargés d'étude pour leurs aides et orientations.

J'adresse mes remerciements aussi aux membres de jury qui ont accepté d'évaluer ce mémoire.

Enfin, je tiens à remercier vivement toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce modeste travail.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

À ceux qui ont donné un sens à mon existence, en m'offrant une éducation digne de confiance, ceux qui n'ont pas cessés de me témoigner leur affection et de m'apporter leur soutien depuis toujours, mes chers parents.

Je leur serai toujours reconnaissante pour leurs encouragements consentis dans un seul but

« MA REUSSITE ».

Maman, Papa je vous remercie d'avoir fait de moi une femme instruite.

À mon unique, adorable sœur Chiraz et mes très chers frères Islem et Abdou pour leur grande tendresse et qui par leur soutien et leur amour m'ont permis d'arriver jusqu'ici car ils ont toujours cru en moi.

À mes chères cousines Asma, Amira et Wahiba pour leur soutien et leurs encouragements, sans oublier ma tante Nadjia et son époux Omar pour leurs précieux conseils.

Mounia

Résumé :

L'analyse financière constitue une filière très pratiquée dans la vie économique, d'où notre thème de recherche : L'analyse financière comme outil d'aide à la prise de décision d'octroi de crédits. Il a pour objet principal d'identifier l'importance de l'analyse financière et l'efficacité des techniques financières dans la prise de décision d'octroi de crédit. Des méthodes bien planifiées nous ont permis l'élaboration du présent mémoire et l'obtention des réponses sur la question principale : « Comment l'analyse financière contribue-elle à éclairer la décision d'octroi de crédits dans la banque BADR ».

Le stage que nous avons effectué au niveau de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) nous a permis d'étudier la situation financière de deux (02) entreprises qui sollicitent un crédit à travers les indicateurs financiers et les ratios financiers que nous avons jugés utiles d'utiliser afin de soulever les points forts et les points faibles d'une entreprise et prendre la décision d'octroi ou non de crédit.

Mots clés : Analyse financière, ratios, capacité d'autofinancement, prise de décision, états financiers.

Abstract :

Financial analysis is a widely practiced field in economic life, hence our research topic : Financial analysis as a tool to help decision making of granting loan. Its main purpose is to identify the importance of financial analysis and the efficiency of financial techniques in granting loan decision. A well planning has allowed us to develop this study and obtain answers to the main question : « How does financial analysis help in granting loans decision in the BADR bank ».

The practical training that we carried out in the bank of agriculture and rural development (BADR) allowed us to study the financial situation of two (02) companies requesting a loan through the financial indicators and the financial ratios that we considered useful in order to know the strengths and weaknesses of a company and make the decision to grant or not a credit.

Keywords : Financial analysis, ratios, cash-flow, making-decision, financial statements.

المخلص:

يعتبر التحليل المالي قطاعا يمارس على نطاق واسع في الحياة الاقتصادية، من هنا جاء موضوع مذكرتنا: "التحليل المالي كأداة مساعدة في اتخاذ قرار منح القروض". الغرض الرئيسي منه هو تحديد أهمية التحليل المالي وفعالية الأساليب المالية في منح قرار القرض. سمحت لنا الأساليب جيدة التخطيط بتطوير هذه المذكرة والحصول على أجوبة على السؤال الرئيسي: " كيف يساعد التحليل المالي في توجيه قرار منح القروض في بنك بدر؟".

سمح لنا التربص الذي قمنا به في بنك الفلاحة والتنمية الريفية "بدر" بدراسة الوضع المالي لشركتين (02) طالبتين لقرض، من خلال المؤشرات المالية والنسب المالية التي وجدنا أنها مفيدة للاستخدام من أجل تسليط الضوء على نقاط القوة والضعف في الشركة واتخاذ قرار منح القرض أم لا.

الكلمات المفتاحية: التحليل المالي، النسب، القدرة على التمويل الذاتي، اتخاذ القرار، القوائم المالية.

Sommaire

Les matières	Page
Remerciements	I
Dédicaces	II
Résumé	III
Sommaire	IV
Liste des tableaux	V
Liste des schémas	VII
Liste des graphes	VII
Liste des annexes	VIII
Liste des abréviations	IX
Introduction	A
Chapitre I : Aspects théoriques de l'étude	
Introduction du chapitre I	02
Section 01 : Les concepts fondamentaux de l'analyse financière	03
1) Définition et objectifs de l'analyse financière	03
2) Les sources d'informations de l'analyse financière	05
3) Les techniques de l'analyse financière	10
Section 02 : Notions de base sur la banque	20
1) Définition et rôle de la banque	21
2) Typologies des banques	22
3) Les ressources et les emplois de la banque	23
Section 03 : Aperçu général sur les crédits bancaires	24
1) Notions de base sur les crédits bancaires	24
2) Les risques de crédit et les moyens de prévention	29
3) La prise de décision	31
Conclusion du chapitre I	32
Chapitre II : Montage et analyse au sein de la BADR	
Introduction du chapitre II	34
Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil	35
1) Présentation de la BADR	35
2) Présentation de l'agence	37
3) Les missions et attributions des différents services	37
Section 02 : La prise de décision	39
1) Règles et directives de crédit	39
2) Accueil de la clientèle et dépôts des dossiers de crédit	40
3) Processus de prise de décision des comités de crédit et de trésorerie	42
4) Mise en place des crédits accordés	44
Section 03 : Étude d'un dossier de crédit bancaire	45
1) Étude et analyse d'une demande de crédit d'investissement	45
2) Étude et analyse d'une demande de crédit d'exploitation	59
Conclusion du chapitre II	73
Conclusion	75
Bibliographie	78
Annexes	81

Liste des tableaux

Tableau N°	Intitulé	Page
01	Les ratios de structure financière et de liquidité	17
02	Les ratios d'activité	18
03	Les ratios de rentabilité	19
04	Les ratios de rotation	20
05	Pouvoirs d'engagements agences	44
06	Bilan financier condensé « actifs » des années 2014, 2015, 2016	47
07	Bilan financier condensé « passifs » des années 2014, 2015, 2016	47
08	Masse d'actifs immobilisés des années 2014, 2015, 2016	47
09	Masse d'actifs circulants des années 2014, 2015, 2016	48
10	Masse des capitaux permanents des années 2014, 2015, 2016	49
11	Masse des dettes à court terme des années 2014, 2015, 2016	49
12	Calcul du FR par le haut du bilan des années 2014, 2015, 2016	50
13	Calcul du FR par le bas du bilan des années 2014, 2015, 2016	50
14	Calcul du BFR des années 2014, 2015, 2016	51
15	Calcul de la trésorerie nette (TN) des années 2014, 2015, 2016	52
16	SIG condensé des années 2014, 2015, 2016	53
17	Calcul de la CAF des années 2014, 2015, 2016	53
18	Le calcul de R F Permanent des années 2014, 2015, 2016	54
19	Le calcul de R F propre des années 2014, 2015, 2016	55
20	Le calcul de RFT des années 2014, 2015, 2016	55
21	Le calcul de RAF des années 2014, 2015, 2016	55
22	Le calcul de RSG des années 2014, 2015, 2016	56
23	Le calcul de RCE des années 2014, 2015, 2016	56
24	Le calcul de RLG des années 2014, 2015, 2016	57
25	Le calcul de RLR des années 2014, 2015, 2016	57
26	Le calcul de RLI des années 2014, 2015, 2016	57
27	Le calcul de RRE des années 2014, 2015, 2016	58
28	Le calcul de RRF des années 2014, 2015, 2016	58
29	Bilan financier condensé ACTIFS des années 2020, 2021, 2022	60
30	Bilan financier condensé PASSIFS des années 2020, 2021, 2022	60
31	Masse d'actif immobilisé des années 2020, 2021, 2022	60
32	Masse d'actif circulant des années 2020, 2021, 2022	61
33	Masse des capitaux permanents des années 2020, 2021, 2022	62
34	Masse des dettes à court terme des années 2020, 2021, 2022	62
35	Calcul du FR par le haut du bilan des années 2020, 2021, 2022	63
36	Calcul FR par le bas du bilan des années 2020, 2021, 2022	63
37	Calcul du BFR des années 2020, 2021, 2022	64
38	Calcul de la trésorerie nette (TN) des années 2020, 2021, 2022	65
39	SIG condensé des années 2020, 2021, 2022	66
40	Le calcul de la CAF des années 2020, 2021, 2022	66
41	Le calcul de RF permanent des années 2020, 2021, 2022	67
42	Le calcul de RF propre des années 2020, 2021, 2022	67
43	Le calcul de ratio de financement total des années 2020, 2021, 2022	68
44	Le calcul de RAF des années 2020, 2021, 2022	68

45	Le calcul de RSG des années 2020, 2021, 2022	69
46	Le calcul de ratio d'endettement des années 2020, 2021, 2022	69
47	Le calcul de ratio de liquidité générale des années 2020, 2021, 2022	69
48	Le calcul de ratio de liquidité restreinte des années 2020, 2021, 2022	70
49	Le calcul de RLI des années 2020, 2021, 2022	70
50	Le calcul de ratio de RRE des années 2020, 2021, 2022	71
51	Le calcul de RRF des années 2020, 2021, 2022	71
52	Le calcul de rentabilité commerciale des années 2020, 2021, 2022	71

Liste des schémas

Schéma N°	Intitulé	Page
01	Schéma du bilan	07
02	Analyse des flux de trésorerie	08
03	Détermination du FR par le haut du bilan	11
04	Détermination du FR par le bas du bilan	11
05	Présentation des différents fonds de roulement	13
06	Présentation du BFR	14
07	Présentation de la trésorerie	16
08	Organigramme de la BADR	36
09	L'organigramme de l'agence « BADR »	37

Liste des graphes

Graphe N°	Intitulé	Page
01	Évolution de l'actif fixe des années 2014,2015, 2016	48
02	Évolution de l'actif circulant des années 2014, 2015,2016	49
03	Évolution des capitaux permanents des années 2014, 2015, 2016	49
04	Évolution des DCT des années 2014, 2015, 2016	50
05	Évolution du FR des années 2014, 2015, 2016	51
06	Évolution du BFR des années 2014, 2015, 2016	52
07	Évolution de la trésorerie nette des années 2014, 2015, 2016	53
08	Évolution de la CAF des années 2014, 2015, 2016	54
09	Évolution de l'actif fixe des années 2020, 2021, 2022	61
10	Évolution de l'actif circulant des années 2020, 2021, 2022	61
11	Évolution des capitaux permanents des années 2020, 2021, 2022	62
12	Évolution des DCT des années 2020, 2021, 2022	63
13	Évolution du FR des années 2020, 2021, 2022	64
14	Évolution du BFR des années 2020, 2021, 2022	65
15	Évolution de la trésorerie des années 2020, 2021, 2022	65
16	Évolution de la CAF des années 2020, 2021, 2022	66

Liste des annexes

Annexe N°	Intitulé	Page
01	Présentation de l'actif du bilan	81
02	Présentation du Passif du bilan	82
03	Compte de résultat (par nature)	83
04	Compte de résultat (par fonction)	84
05	Flux de trésorerie méthode directe	85
06	Flux de trésorerie méthode indirecte	86
07	Bilan « Actif » de l'entreprise BM, Exercice 2015.	87
08	Bilan « passif » de l'entreprise BM, Exercice 2015	88
09	Bilan « Actif » de l'entreprise BM, Exercice 2016.	89
10	Bilan « Passif » de l'entreprise BM, Exercice 2016.	90
11	Le compte de résultat de la EURL BM Exercice 2015.	91
12	Le compte de résultat de la EURL BM, Exercice 2016.	92
13	Bilan « Actif » de l'ETPH, Exercice 2021.	93
14	Bilan « Passif » de l'ETPH, Exercice 2021.	93
15	Bilan « Actif » de l'ETPH, Exercice 2022.	94
16	Bilan « Passif » de l'ETPH, Exercice 2022.	94
17	Le compte de résultat de l'ETPH, Exercice 2021.	95
18	Le compte de résultat de l'ETPH, Exercice 2022.	96
19	Accusé de réception d'un dossier de crédit.	97
20	Lettre d'acceptation.	98
21	Lettre de refus.	99
22	Autorisation d'engagement.	100
23	Procès-verbal du comité de crédit.	102

Liste des abréviations

Abréviation	Signification
AC	Actif circulant
AF	Actif fixe
AI	Actif immobilisé
ALE	Agence locale d'exploitation
BADR	Banque de l'agriculture et du développement rural
BFR	Besoin en fonds de roulement
CA	Chiffre d'affaire
CAF	Capacité d'autofinancement
CAHT	Chiffre d'affaire hors taxe
CATNAT	Catastrophes naturelles
CC	Capitaux circulant
CCT	Comité de crédit et de trésorerie
CCT	Crédit à court terme
CGCI	Caisse de Garantie des Crédits d'Investissements
CP	Capitaux permanents
CP	Capitaux propres
CR	Compte de résultat
DA	Dinars Algérien
DCT	Dettes à court terme
DLT	Dettes à long terme
DLMT	Dettes à long et moyen terme
DMT	Dettes à moyen terme
EBE	Excédent brut d'exploitation
ETPH	Entreprise des travaux publics et hydrauliques
FR	Fonds de roulement
FRE	Fonds de roulement étranger
FRNG	Fonds de roulement net global
FRP	Fonds de roulement propre
FRT	Fonds de roulement total
GRE	Groupe régional d'exploitation
MC	Marge commerciale
PC	Passif circulant
RAF	Ratio d'autonomie financière
RCE	Ratio de capacité d'endettement
RE	Résultat d'exploitation
RF	Résultat financier
RFP	Ratio de financement permanent
RLG	Ratio de liquidité générale
RLI	Ratio de liquidité immédiate
RLR	Ratio de liquidité restreinte
RNG	Résultat net global
RO	Résultat opérationnel
ROAI	Résultat ordinaire avant impôt
RRC	Ratio de rentabilité commerciale

RRE	Ratio de rentabilité économique
RRF	Ratio de rentabilité financière
RSG	Ratio de solvabilité générale
RE	Résultat d'exploitation
SIG	Soldes intermédiaires de gestion
TA	Trésorerie active
TFT	Tableau des flux de trésorerie
TN	Trésorerie nette
TP	Trésorerie passive
TTC	Toutes taxes comprises
VA	Valeur ajoutée
VD	Valeur disponible
VE	Valeur d'exploitation
VR	Valeur réalisable

Introduction

Introduction

Au cours du développement d'une institution qui est la source majeure de nouvelles richesses et le principal agent sur lequel se construit le système politique, économique et social d'une nation, elle essaye de maximiser son profil quelle que soit la nature de son activité par l'investissement dans les nouvelles idées.

L'entreprise dans son cycle de vie a besoin de capitaux afin d'assurer le fonctionnement, le suivi et le développement de ses activités. Parmi les différentes sources de financement auxquelles l'entreprise peut recourir, la banque reste le moyen le plus favorisé.

Les banques sont estimées comme l'un des principaux garants de la solidité de l'économie d'un pays, elles jouent un rôle d'intermédiaire entre les possesseurs de capitaux et les demandeurs de crédits.

Parmi les principales fonctions de la banque nous trouvons l'octroi de crédit bancaire. Pour soutenir les entreprises dans leurs différents projets, la banque leur propose une panoplie de crédits dans le but de financer leurs besoins liés au cycle quotidien du fonctionnement, de l'exploitation voire même d'investissement.

Durant l'octroi de crédit, le banquier doit se montrer extrêmement prudent, cette prudence est marquée par la qualité du travail réalisé lors de l'étude d'une demande de crédit, en analysant les différents aspects auxquels il est lié, parmi lesquels nous trouvons l'analyse financière. Celle-ci porte sur l'étude de la situation financière de l'entreprise.

L'analyse financière constitue un ensemble de méthodes fondé sur une vision purement pratique, qui est basé sur les données comptables des états financiers (bilan, compte de résultat, tableau des flux de trésorerie, annexes), qui traduisent la situation réelle de l'entreprise.

Dans le but d'approfondir notre thématique, l'analyse financière comme outil d'aide à la prise de décision d'octroi de crédits, nous allons procéder à l'élaboration d'un cas pratique au niveau de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), à travers l'application des techniques de l'analyse financière sur les documents comptables de deux (02) entreprises qui sollicitent deux types de crédits différents, un crédit d'investissement et un crédit d'exploitation.

À travers ce qui précède nous pouvons poser la question suivante :

Comment l'analyse financière contribue-elle à éclairer la décision d'octroi de crédits dans la banque BADR ?

Afin de mieux cerner cette problématique, nous posons les sous questions suivantes :

- Quel sont les démarches et les techniques utilisées par le banquier pour analyser un dossier de crédit bancaire ?
- Quel est le rôle de l'analyse financière dans la prise de décision d'octroi de crédit dans la BADR ?

Hypothèses de recherche :

Introduction

Pour stimuler la réponse à nos questions posées, nous nous sommes appuyés sur les hypothèses suivantes :

- L'analyse financière permet de mesurer la santé financière de l'entreprise qui sollicite un financement.
- Les outils de l'analyse financière sont le principal pilier pour soutenir la décision d'octroi de crédit.

Choix et intérêt du thème :

Nous avons choisi ce thème pour plusieurs motifs :

- Approfondir nos connaissances théoriques acquises tout au long de nos études académiques.
- Faire un diagnostic financier d'une entreprise.
- L'importance de l'analyse financière dans la prise de décision dans les banques à travers les résultats qui apparaissent après l'application des techniques de l'analyse financière.
- Pratiquer nos connaissances théoriques afin d'acquérir de l'expérience.

Objectifs de la recherche :

Les objectifs de la recherche sont d'acquérir une expérience pratique dans notre domaine d'études, grâce à le stage que nous avons effectué dans la banque BADR du 01/02/2023 au 31/05/2023 et montrer la démarche poursuivie par le banquier dans la prise de décision d'octroi ou de refus de crédit, afin de prouver l'efficacité des techniques financières et l'importance de l'analyse financière dans les crédits bancaires.

Méthodologie de recherche :

Dans le cadre de notre étude, nous avons utilisé un certain nombre d'outils pour la collecte et l'analyse des données. D'une part nous avons consulté la documentation ayant rapport à notre thème de recherche (recherche bibliographique, lois et règlements, support de cours, mémoires, sites internet). D'autre part nous avons basé sur une étude de cas qui est plus adéquate pour ce type de sujet. Et puis nous avons opté pour :

- Une méthode analytique basée sur l'analyse et l'interprétation des documents fournies par la banque.
- Une étude comparative qui consiste à comparer les états financiers présentés pour étudier la situation financière des entreprises qui sollicitent des crédits.

Recherches précédentes :

TYOUZGHOU Rania, le rôle de l'analyse financière dans la prise de décision d'octroi de crédit, étude de cas de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), mémoire de master en finance d'entreprise, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université d'Ain Témouchent de Belhadj BOUCHAIB (UBBAT), Algérie, 2019-2020.

Introduction

- **L'objectif de cette étude** : Identifier les outils de l'analyse financière.
- **La problématique de cette étude** : Quelle est l'importance de l'analyse financière dans l'octroi de crédit au niveau de la banque ?
- **La structure de la recherche** : Le travail est divisé en trois chapitres dont le premier a été réservé pour l'analyse financière et ses aspects théoriques, le deuxième sur les banques et les crédits bancaires et le dernier a été consacré à l'étude de cas au niveau de la BADR.
- **Les résultats de la recherche** : L'analyse financière est un instrument d'aide à la prise de décision.

AMARA Soumaya, le rôle de l'analyse financière dans la décision d'octroi de crédits dans les banques commerciales, étude de cas dans la Banque Extérieure d'Algérie (BEA) Agence Jijel, mémoire de master en sciences de gestion, option management financier, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Mohamed Sedik BEN YAHIA de Jijel (UMSB), Algérie, 2020-2021.

- **L'objectif de la recherche** : montrer l'importance d'analyser les états financiers du demandeur de crédit pour vérifier la solidité de la situation financière et connaître sa capacité de remboursement.
- **La problématique de cette étude** : quel est l'intérêt de l'analyse financière dans la prise de décision de crédit dans la banque extérieure d'Algérie ?
- **La structure de l'étude** : le travail est divisé en trois chapitres dont le premier a été réservé pour les aspects théoriques sur les banques commerciales et les crédits bancaires, le deuxième pour l'analyse financière et la décision de crédits et le dernier pour une étude de cas dans la Banque Extérieure d'Algérie (BEA) -Agence Jijel-.
- **Les résultats de l'étude** : l'analyse financière est l'un des outils importants utilisé par les entreprises en générale et par les banques en particulier dans la prise de décisions.

- L'agence prendre la décision d'octroi de crédit à base de l'étude technique et économique de dossier de crédit.

BENDRISS Rania et BERHAYEL Hanna, le rôle de l'analyse financière dans la décision d'octroi de crédit dans les banques commerciales, étude de cas de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), Agence Oued Zenati, mémoire de Master en sciences financières, option finance d'entreprise, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université 08 Mai 1945 Guelma, Algérie, 2021-2022.

- **L'objectif de la recherche** : connaître les processus d'octroi de crédits, les risques des crédits bancaires et les moyens de prévention.

- L'importance de l'analyse financière et les états financiers nécessaires pour faire l'évaluation financière d'une entreprise.

- **La problématique de cette étude** : quel est le rôle de l'analyse financière dans la décision d'octroi de crédit ?

Introduction

● **La structure de la recherche** : le travail est divisé en trois chapitres dont le premier a été réservé pour les banques commerciales et les crédits bancaires, le deuxième pour l'analyse financière et la décision d'octroi de crédit dans la banque et le dernier sur une étude de cas de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) -Agence Oued Zenati-

● **Les résultats de la recherche** : les banques commerciales désignent le passage obligé du financement d'une économie.

- L'analyse financière permet de connaître les points forts et les points faibles d'une entreprise.

- La BADR accorde des crédits bancaires pour les personnes morales et physiques.

- La BADR accorde des crédits bancaires suite à l'analyse des états financiers et l'évaluation de la santé financière de demandeur de prêts.

Pour mener à bien notre travail de recherche nous avons structuré un plan de deux chapitres, le premier chapitre intitulé aspects théoriques de l'étude, il est composé de trois sections. La première est consacrée aux concepts fondamentaux de l'analyse financière, la deuxième aux notions de base sur la banque et la troisième à un aperçu général sur les crédits bancaires.

Quant au deuxième chapitre est consacré à un montage et analyse au sein de la BADR. Dans cette partie nous avons présenté en premier lieu l'organisme d'accueil, ensuite la prise de décision, pour enfin finir avec une étude d'un dossier de crédit bancaire.

Chapitre I

Aspects théoriques de l'étude

Introduction du chapitre I :

L'analyse financière est une technique de gestion financière qui consiste à évaluer la santé financière d'une entreprise en examinant ses états financiers, ses ratios financiers et d'autres indicateurs clés.

L'analyse financière est un outil important pour les banques et les institutions financières qui accordent des crédits, car elle leur permet de déterminer si l'entreprise est en mesure de rembourser le prêt. Le but de cette analyse est de fournir, à partir d'informations d'origines diverses mais surtout d'informations comptables, une vision synthétique qui fait ressortir la réalité de la situation financière et qui doit aider le prêteur dans la prise de décision.

Ce premier chapitre de notre travail a pour objet dans un premier temps de mettre l'accent sur les concepts fondamentaux de l'analyse financière. Par la suite, nous nous attarderons sur les notions de base sur la banque. En dernier lieu nous verrons un aperçu général sur les crédits bancaires.

Section1 : Les concepts fondamentaux de l'analyse financière

L'analyse financière est une façon de transcrire la réalité financière d'une entreprise en un langage universel permettant le développement d'outils, de suivi de l'activité. Pour maîtriser l'analyse financière, il est important de définir certains concepts sur lesquels elle se base.

1) Définition et objectifs de l'analyse financière :

1.1.Définition de l'analyse financière :

- Analyser signifie détailler, décortiquer, étudier afin d'apporter une déduction, porter un jugement, une réponse à plusieurs questions.¹
- Selon COHEN Elie : L'analyse financière constitue un ensemble de concepts, de méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière de l'entreprise, aux risques qui l'affectent, aux niveaux et à la qualité de ses performances.²
- Selon MARION Alain : L'analyse financière est une méthode de compréhension de l'entreprise à travers ses états comptables, méthode qui a pour objet de porter un jugement global sur le niveau de performance de l'entreprise et sur sa situation financière (actuelle et future).³

Enfin, l'analyse financière constitue un ensemble d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière et performance de l'entreprise, regroupés dans un ensemble de méthodes.

1.2.Objectifs de l'analyse financière :

L'analyse financière a pour but de donner une idée sur l'état de santé financière de l'entreprise. Elle permet de détecter chez l'entreprise analysée les points forts et les points faibles et d'essayer de prendre une décision sur la base de jugement porté sur la santé financière de l'entreprise, parmi ses objectifs :⁴

- Dégager des résultats, des indicateurs caractéristiques, des ratios et de les apprécier,
- Effectuer des comparaisons entre le passé, le présent et l'avenir de l'entreprise ainsi qu'avec d'autres entreprises du même secteur d'activité,
- Mesurer et porter un jugement sur la réalisation d'un équilibre financier, la rentabilité, la solvabilité, la liquidité et le risque financier d'une entreprise,
- Donner des informations sur l'évolution de l'activité, de la structure financière et sur les performances réalisées et interpréter ces informations à l'aide du diagnostic financier,
- Fournir de l'information financière pour l'entreprise et pour l'ensemble de ses partenaires (fournisseurs, clients, banques...).

¹ MAKHLOUF Farid et REBAINE N, **introduction à l'analyse financière**, pages bleues, Alger, 2008, p 12.

² COHEN Elie, **analyse financière**, Economica, Paris, 6^{ème} édition, 2006, p07.

³ MARION Alain, **analyse financière concepts et méthodes**, Dunod, Paris, 6^{ème} édition, 2015, p 01.

⁴ GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, **analyse financière**, Gualino, Paris, 24^{ème} édition, 2021, p 15.

- L'analyse financière est une aide à la prise de décision, elle permet d'améliorer la gestion de l'entreprise et de répondre aux questions :
 - Quelle est la valeur de l'entreprise ?
 - Quelle est la capacité de l'entreprise à créer de la richesse ?
 - L'entreprise est-elle performante, rentable ?
 - Sa structure financière est-elle équilibrée ?
 - Sa stratégie est-elle adaptée à ses besoins et à ses ressources ?
 - L'entreprise est-elle compétitive ?

1.3 Les utilisateurs de l'analyse financière :

Plusieurs partenaires financiers et économiques de l'entreprise qui ont des préoccupations différentes et multiples sont intéressés par l'analyse financière pour l'utiliser dans le processus décisionnel, nous distinguons :⁵

1.3.1 Les dirigeants de l'entreprise : En menant une bonne gestion, le dirigeant cherche à connaître la situation financière de l'entreprise et déceler dans son fonctionnement les points susceptibles d'améliorer la gestion et le résultat. Pour cela ils seront particulièrement attentifs à tout ce qui peut les aider dans la prise de certaines décisions (investissements, financement ...etc.).

L'analyse permet de mesurer la performance de sa propre gestion, de la comparer à celle de ses concurrents directs, et éventuellement de mettre en œuvre des actions correctrices. Elle permet aussi, et surtout, d'apprécier la solvabilité de ses clients et de ses fournisseurs en analysant leurs propres bilans.

1.3.2 Les actionnaires et les associés :

Les associés et les actionnaires sont les personnes qui ont effectués des apports au capital d'une société. En contrepartie, ils reçoivent des parts ou des actions qui leur donnent certains droits. En revanche ils cherchent à cerner la rentabilité et le risque pour assurer la survie de leur entreprise et la rémunération de leurs actions, c'est-à-dire les dividendes et le risque qu'elle présente mais également à la perspective de gains futurs.

1.3.3 Les salariés :

Les salariés s'interrogent sur la situation de leur entreprise, pour évaluer le risque associé à leur contrat de travail à savoir le risque de licenciement et la possibilité d'accroître leur rémunération. Ils peuvent aussi sentir le besoin de savoir si leur entreprise est plus ou moins performante que ses concurrents.

1.3.4 Les prêteurs :

L'analyse financière est différente selon qu'il s'agit de prêts à court terme ou à long terme. S'il s'agit de prêts à court terme, les prêteurs sont spécialement intéressés par la liquidité de l'entreprise, c'est-à-dire sa capacité à faire face aux échéances à court terme. S'il s'agit de prêts à long terme, au contraire, les prêteurs doivent alors s'assurer de la

⁵ PEYRARD Josette et coll, **analyse financière**, Vuibert, Paris, 9^{ème} édition, 2006, p 12.

solvabilité et de la rentabilité de l'entreprise. Le paiement des intérêts et le remboursement du principal en dépendent. Les techniques de l'analyse financière varient selon la nature et la durée du prêt mais que le prêt soit à court terme ou à long terme, les créanciers s'intéresseront également à la structure financière qui traduit le degré de risque de l'entreprise.

1.3.5 Les investisseurs : Un investisseur est un particulier qui investit sur le marché financier ou une personne morale qui apporte des capitaux stables à une entreprise et il se positionne généralement à long terme. Sa présence constitue un pilier très important lors de la création d'une nouvelle entreprise, c'est la raison pour laquelle trouver des investisseurs est l'étape qui suit automatiquement l'élaboration du projet afin que ce dernier puisse être financé. Les investisseurs de l'entreprise sont intéressés par l'analyse financière et notamment les fournisseurs veulent connaître les risques qu'ils encourent lorsqu'ils traitent avec l'entreprise.

1.3.6 Les concurrents :

La concurrence est un concept économique se défini par l'existence sur un marché d'une rivalité entre les vendeurs et/ou les acheteurs d'un même produit qu'elle soit parfaite ou imparfaite, elle joue un rôle majeur dans la stratégie des entreprises, pour se démarquer de leurs concurrents directs, ces dernières doivent tout mettre en œuvre afin de proposer des produits innovants tout en accroissant leur efficacité économique et leur taux de marge.

2) Les sources d'information de l'analyse financière

Afin d'arriver à formuler un diagnostic sur la situation financière d'une entreprise, l'analyste doit connaître l'ensemble des sources d'informations dont il peut disposer, les comprendre et savoir les interpréter. L'analyse financière s'effectue essentiellement à partir de l'information comptable, particulièrement à l'aide des états financiers (le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les annexes), ainsi que d'autres sources d'informations.

2.1. Les comptes annuels (les documents de synthèse) : Les comptes annuels constituent la matière première de l'analyse financière. Quelques brefs rappels permettent de préciser la nature des comptes utilisés : les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et une annexe.⁶ nous distinguons :⁷

2.1.1 Le bilan comptable : c'est un document établi à la fin d'une période d'un exercice comptable. Il représente une photographie à un moment donné et renseigne sur la situation du patrimoine de l'entreprise. Il a la forme d'un tableau qui se divise en deux parties :

Partie droite	→	Passif	→	Ressources
Partie gauche	→	Actif	→	Emplois

2.1.1. A) L'actif du bilan : l'actif du bilan représente les moyens de production de l'entreprise, c'est-à-dire tout ce qu'elle possède à un moment donné (l'ensemble de ses biens

⁶ MARION Alain, op.cit, p 12.

⁷ MAKHLOUF Farid et REBAINE N, op.cit., p 40.

et de ses créances), l'actif est parfois désigné aussi sous le terme « emplois », comprend :⁸ (voir l'annexe N°01)

- **L'actif non courant** : cette rubrique regroupe des emplois durables, elle correspond à tous les actifs et les biens mis à la disposition de l'entreprise pour une durée supérieure à une année. Les immobilisations constituent l'actif immobilisé du bilan structuré en trois rubriques. Nous distinguons :
 - **Les immobilisations incorporelles ;**
 - **Les immobilisations corporelles ;**
 - **Les immobilisations financières.**
- **L'actif courant** : il désigne les actifs ayant vocation à rester moins de 12 mois au sein de l'entreprise. Par nature, un actif courant est donc destiné à être consommé ou vendu au cours d'un exercice comptable. Les actifs courants étant plus faciles à convertir en espèces que les actifs à long terme, on les considère comme des liquidités. L'actif courant regroupe :
 - **Les stocks et encours ;**
 - **Les créances ;**
 - **Les autres créances ;**
 - **Les valeurs mobilières de placement.**
- **Les disponibilités (valeurs disponibles)** : elles correspondent à la trésorerie active de l'entreprise, c'est-à-dire aux liquidités qu'elle détient en espèces (caisse) ou sur un compte bancaire (banque).

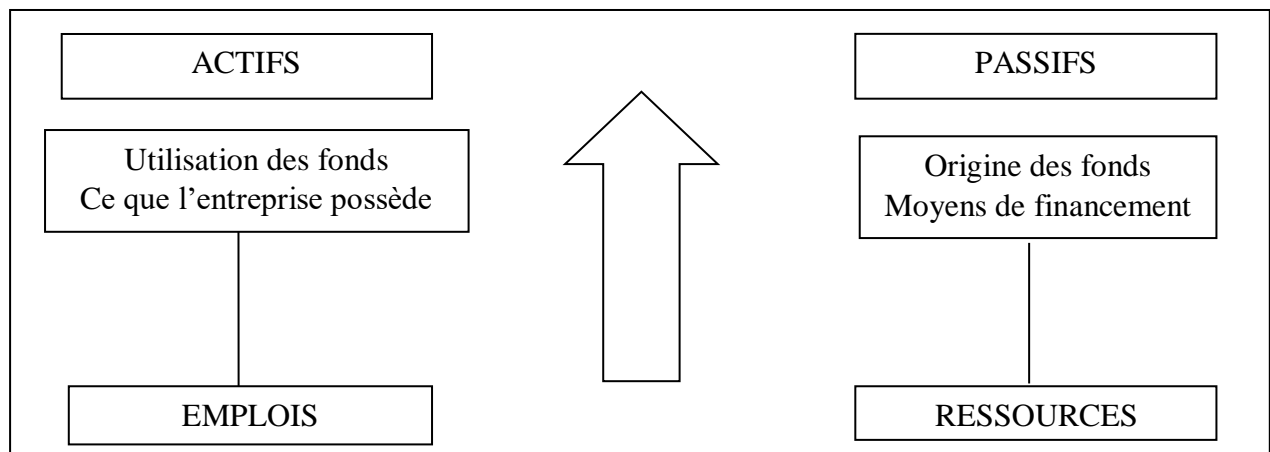
2.1.1 B) Le passif du bilan : le passif du bilan représente les moyens de financement de l'entreprise, c'est-à-dire tout ce qu'elle doit, tout ce qui lui a permis de financer ses actifs, aussi parfois désigné sous le terme « ressources », le passif comprend :⁹ (voir l'annexe N° 02)

- **Les capitaux propres** : ce sont des ressources de financement propres à l'entreprise appartenant à ses propriétaires (exploitant individuel, associés ou actionnaires), elles ont deux origines :
 - **Apportés par les propriétaires**
 - **Générés par l'activité de l'entreprise.**
- **Passif non courant** : les passifs non liés au cycle d'exploitation ou l'échéance excède une année sont considérés comme des passifs non courants : c'est le cas des emprunts, des provisions.
- **Passif courant** : un passif est considéré comme courant dans le cas où il sera réglé dans le cadre du cycle normal d'exploitation (autrement dit dans 12 mois). Il s'agit des dettes fournisseurs, personnels et fiscales.

⁸ GHERAB Lynda et HADJ AHMED Lila, *l'analyse financière comme instrument d'aide à la prise de décisions dans l'entreprise*, mémoire de master en sciences financières et comptabilité, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Mouloud MAMMERI de Tizi Ouzo, 2020, p 12, p 13.

⁹ Ibid., p 14.

Schéma N° 01 : Présentation du bilan



Source : CHIHA Khemissi, *gestion et stratégie financière*, Houma, Alger, 2^{ème} édition, 2006, p11.

Le bilan doit toujours être équilibré. Le total de l'actif du bilan doit obligatoirement être égal au total du passif du bilan. Chaque ressource à un emploi (ou plusieurs) et chaque emploi à une ressource (ou plusieurs), donc l'égalité suivante est toujours retrouvée :

$$\text{Emplois} = \text{Ressources}$$

2.1.2 Le compte de résultat (CR) :

Le compte de résultat regroupe les charges à gauche et les produits à droite. Il est équilibré par le résultat (bénéfice ou perte), il permet de mesurer le poids des agents économiques et les performances économiques de l'entreprise.¹⁰ (Voir l'annexe N° 03 et 04)

Le compte de résultat décrit l'activité de l'entreprise pour une période donnée, il explique comment l'entreprise s'est enrichie ou s'est appauvrie durant l'exercice comptable. Il est établi à la fin de l'exercice et permet de connaître :¹¹

- L'ensemble des coûts hors taxes engagés appelés charges, au cours d'un exercice pour les besoins de l'activité de l'entreprise.
- L'ensemble des revenus hors taxes, appelés produits, générés par son activité pour le même exercice.
- Le résultat de l'exercice par différence entre le total des produits et le total des charges.

2.1.2.1. Les produits : Ils représentent les recettes provenant de l'activité de l'entreprise, c'est-à-dire tous les éléments de son activité qui lui ont permis de s'enrichir ou d'augmenter la valeur de son patrimoine. Les différents types de produits sont :

- **Les produits d'exploitation, les produits financiers et les produits exceptionnels.**

¹⁰ MAKHLOUF Farid et REBAINE N, op.cit, p 19.

¹¹ GHERAB Lynda et HADJ AHMED Lila, op.cit, p 18, p 19.

2.1.2.2. Les charges : c'est l'ensemble des dépenses (frais) supportées par l'entreprise durant son exercice, elles représentent les biens ou services consommés (utilisés, employés) par l'entreprise au cours de son activité. Les différents types de charges sont : **les charges d'exploitation, les charges financières et les charges exceptionnelles.**

Ainsi, le résultat est :

- Un bénéfice lorsque les produits sont supérieurs aux charges ;
- Une perte lorsque les produits sont inférieurs aux charges.

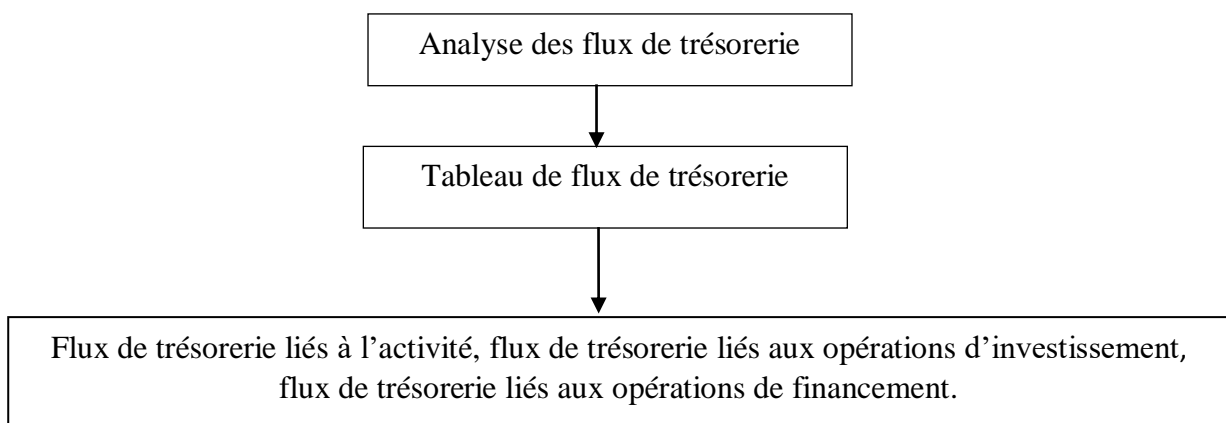
2.1.3. Tableau des flux de trésorerie (TFT) : le tableau des flux de trésorerie est un outil financier qui permet de déterminer la rentabilité d'un projet, d'évaluer le besoin en fonds de roulement et d'anticiper ses besoins en fonds propres. Il indique les entrées et sorties d'argent de l'entreprise sur une période (mois, trimestre, année etc...). Il démontre la capacité d'une société à fonctionner à court et à long terme grâce à une trésorerie suffisante. Le tableau des flux de trésorerie est un outil de prévision, il permet d'évaluer la santé financière de l'entreprise ainsi que la croissance interne de celle-ci. Il fait partie des trois grands états financiers avec le compte de résultat et le bilan.¹²(voir l'annexe N°05 et 06)

✓ **Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ;**

✓ **Les flux de trésorerie liés aux investissements ;**

✓ **Les flux relatifs aux activités de financement.**

Schéma N° 02 : Analyse des flux de trésorerie



Source : GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, **l'analyse financière**, Gualino, Paris, 24^{ème} édition, 2021, p 20.

2.1.4 L'annexe :

L'annexe est le 4^{ème} document comptable de synthèse après le bilan, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. Il se définit comme suit :

¹² L-Expert-comptable.com, publié le 16 Novembre 2022, consulté le 20 Mars 2023.

« L'annexe est un état comptable qui fournit des informations nécessaires à la compréhension du compte de résultat et du bilan ». ¹³

L'annexe comprend plusieurs informations juridiques, financières, économiques, comptables et fiscales, qu'elles sont très utiles pour l'analyse financière de l'entreprise, donc, il est important de connaître les grandes lignes de son contenu : ¹⁴

• **Informations économiques et financières :**

- ✓ Modes et méthodes d'évaluation ;
- ✓ Évolution de certains postes ;
- ✓ Modes de calcul des amortissements, des dépréciations et des provisions ;
- ✓ Inventaire du portefeuille de titres de placements

• **Informations juridiques :**

- ✓ Montants des engagements financiers ;
- ✓ Structure du capital ;
- ✓ Dettes garanties par des sûretés réelles.

• **Informations fiscales :**

- ✓ Répartition de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel.

2.2 Les autres sources d'informations : les autres sources d'informations sont : ¹⁵

• Les quatre documents d'information financière et prévisionnelle qui sont :

- ✓ Plan de financement prévisionnel annuel ;
- ✓ Tableau de financement prévisionnel ;
- ✓ Compte de résultat prévisionnel établi annuellement ;
- ✓ La situation de l'actif réalisable et disponible ainsi que celle du passif exigible établie semestriellement.

• **Le rapport de gestion :** c'est un document de synthèse établi par les dirigeants, qui fournit des informations sur la vie économique, juridique, sociale et environnementale de la société ou du groupe.

✓ L'analyse financière doit prendre également en compte des éléments d'informations extra financiers et qualitatifs pour évaluer la valeur de l'entreprise et dresser un diagnostic général, tel que :

¹³ GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, **l'essentiel de l'analyse financière**, Gualino, Paris, 12^{ème} édition, 2014-2015, p37.

¹⁴ Ibid., p 37, p38.

¹⁵ Ibid., p 38.

- Le cycle de vie de l'entreprise ;
- Sa forme juridique ;
- Son secteur d'activité ;
- Son image, sa notoriété, sa répartition ;
- Son potentiel technologique et humain,
- Sa démarche environnementale ;
- L'évolution de son ou de ses marché(s) ;
- La valeur de sa clientèle existante et potentielle ;
- La qualité des relations avec ses partenaires ;
- Son appartenance à un groupe.

En résumé, nous pouvons dire que l'analyse financière se base sur un examen des documents comptables portant des données fiables qui sont : le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe.

3) Les techniques de l'analyse financière :

L'analyse financière propose un ensemble d'outils qui permettent aux analystes d'étudier la situation financière d'une entreprise.

3.1. L'analyse par les équilibres financiers :

Afin de porter un jugement sur la santé financière d'une entreprise, l'analyste financier procède à l'étude et l'analyse de la situation financière de l'entreprise à travers des indicateurs de l'équilibre financier les plus importants qui sont : le fonds de roulement (équilibre à long terme), le besoin en fonds de roulement (équilibre à court terme) et la trésorerie nette (équilibre immédiat).

3.1.1 Le fonds de roulement (FR) :

Le fonds de roulement est une grandeur à calculer qui constituera un paramètre déterminant (mesure d'évaluation) de l'analyse financière, c'est l'ensemble des actifs circulants qui participent au circuit financier.¹⁶

3.1.1.A) Mode de calcul du FR : Généralement le fonds de roulement d'une entreprise se calcule de deux façons : sur la base des postes du bilan arrêté à une date déterminée, et ce à partir des éléments du haut du bilan tout comme ceux du bas du bilan.¹⁷

Par le haut du bilan :

$$\text{FR} = \text{Capitaux Permanents (CP)} - \text{Actif Immobilisé (AI)}$$

Les capitaux permanents : sont les ressources dont l'entreprise peut disposer à moyen ou à long terme. Ils constituent une partie de la colonne du passif dans le bilan ils sont définis comme : Capitaux propres + Dettes à long et moyen terme. Ils sont analysés afin d'attester de la bonne santé financière d'une entreprise et de sa stabilité sur le long terme.¹⁸

¹⁶ MAKHLOUF Farid et REBAINE N, op.cit, p62.

¹⁷ GHERAB Lynda et HADJ AHMED Lila, op.cit, p34.

¹⁸ L-Expert-comptable.com, publié le 23 Novembre 2022, consulté le 20 Mars 2023.

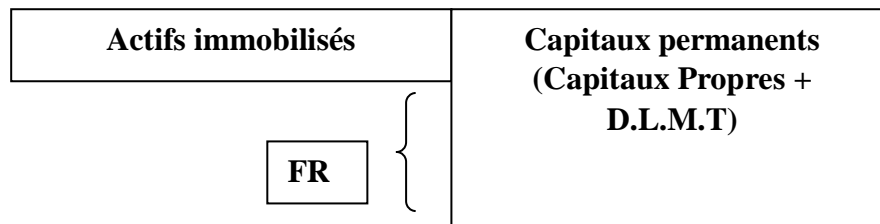
L'actif immobilisé : représente l'actif destiné à rester durablement dans l'entreprise.¹⁹
Par le bas du bilan :

$$\text{FR} = \text{Actif Circulant (AC)} - \text{Dettes à court terme (DCT)}$$

L'actif circulant : il représente les actifs qui sont mobilisables à court terme.²⁰

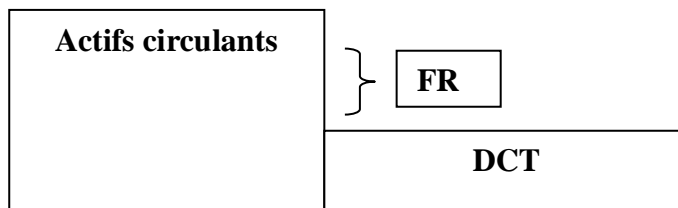
La dette à court terme : c'est la dette extérieure à échéance maximale d'un an.²¹

Schéma N° 03 : Détermination du FR par le haut du bilan



Source : établi par l'étudiante

Schéma N° 04 : Détermination du FR par le bas du bilan



Source : établi par l'étudiante

3.1.1.B) Interprétation des résultats du fonds de roulement :

Le FR peut se présenter en trois suppositions : ²²

FR > 0 : Capitaux permanents > Actif immobilisé

Dans ce cas, les ressources stables de l'entreprise sont supérieures à l'actif immobilisé constitué, c'est-à-dire que les ressources stables couvrent les besoins à long terme de l'entreprise.

L'équilibre financier est donc respecté et l'entreprise dispose grâce au fond de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

FR < 0 : Capitaux permanents < Actif immobilisé

¹⁹ Ibid., consulté le 25 Mars 2023.

²⁰ Ibid, consulté le 25 Mars 2023.

²¹ Ibid, consulté le 25 Mars 2023.

²² GHERAB Lynda et HADJ AHMED Lila, op.cit., p35.

Dans ce cas, les ressources stables de l'entreprise sont inférieures à l'actif immobilisé constitué, c'est-à-dire qu'elles ne couvrent pas les besoins à long terme de l'entreprise. La règle prudentielle de l'équilibre financier n'est donc pas respectée, elle doit donc financer une partie de ses emplois à long terme à l'aide de ressources à court terme ce qui lui couvre un risque important d'insolvabilité.

Une telle situation entraîne généralement une action rapide de la part de l'entreprise pour accroître ses ressources à long terme et retrouver un fonds de roulement excédentaire.

FR = 0 : Capitaux permanents = Actif immobilisé

Dans ce cas, les ressources stables de l'entreprise sont égales à l'actif immobilisé constitué, c'est-à-dire qu'elles couvrent ses besoins à long terme, mais, même si l'équilibre de l'entreprise semble atteint, celle-ci ne dispose d'aucun excédent de ressources à long terme pour financer son cycle d'exploitation ce qui rend son équilibre financier précaire.

3.1.1.C) Autres conceptions du fonds de roulement :

Parfois il est nécessaire de diviser le fonds de roulement en deux parties : Fonds de roulement propre et fonds de roulement étranger :²³

- Fonds de roulement propre (FRP) : c'est la partie du fonds de roulement financée par les capitaux propres, il permet d'évaluer donc d'apporter un jugement sur l'indépendance financière de l'entreprise par rapport à ses créanciers.

$$\text{FRP} = \text{Actif circulant (AC)} - (\text{DCT} + \text{DLT})$$

On obtient les égalités suivantes :

$$\text{FR Net} = \text{Actif Circulant} - \text{DCT}$$

$$\text{FR propre} = \text{FR net} - \text{DLT}$$

$$\text{FR propre} = \text{Capitaux propres} - \text{Investissements}$$

Remarque :

Le fonds de roulement propre peut être < 0 , sans que pour cela la situation de l'entreprise soit mauvaise, par contre le fonds de roulement net doit être toujours > 0 .

- Fonds de roulement étranger (FRE) : il représente la partie du fonds de roulement net par les capitaux étrangers permanents et à court terme.

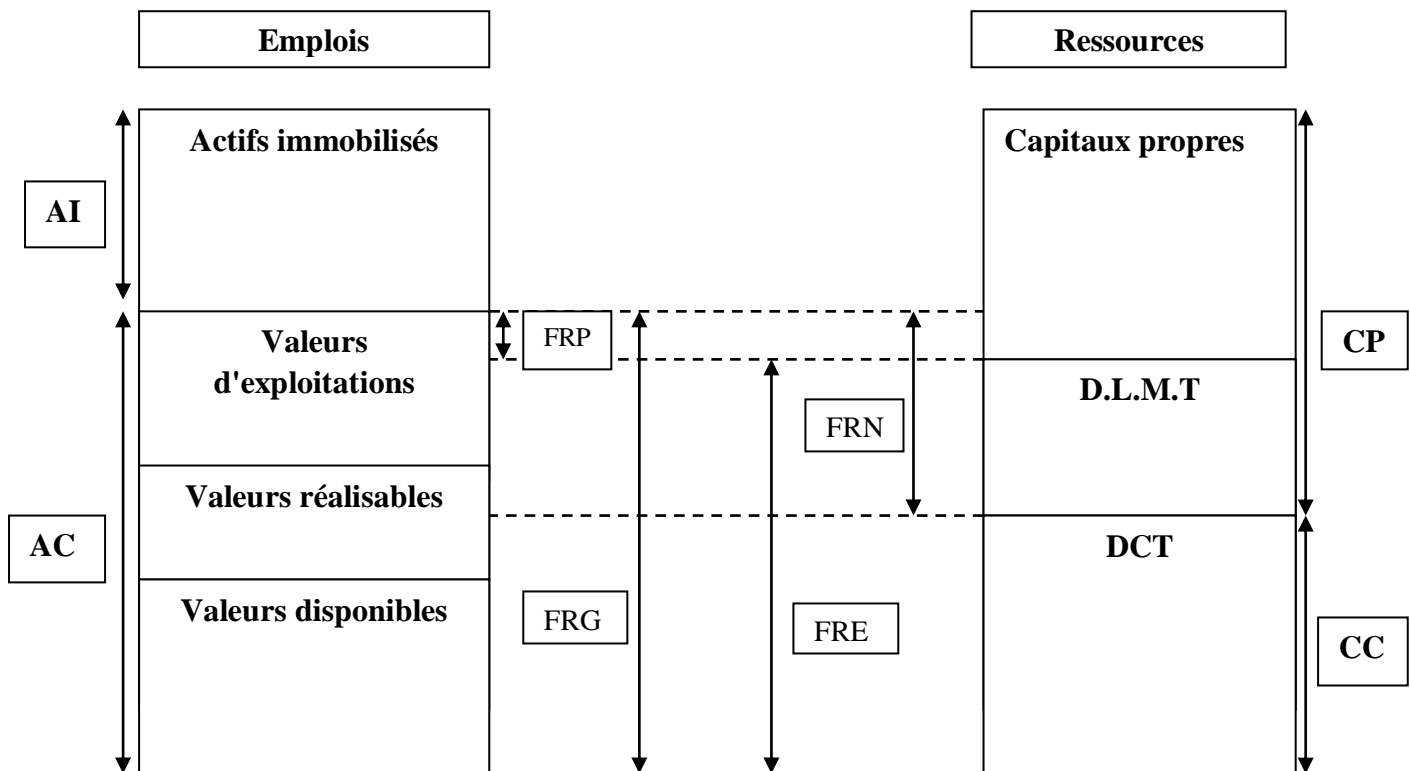
$$\text{FR étranger} = \text{Capitaux Étrangers (DLT + DCT)}$$

$$\text{FRE} = \text{Actif Circulant} - \text{FR propre}$$

$$\text{FRE} = \text{Passif} - \text{Capitaux Propres}$$

²³ MAKHLOUF Farid et REBAINE N, op.cit., p65.

Schéma N° 05 : Présentation des différents fonds de roulement



Source : DJENADI Abdelkader et CHEMOUN Nabil, **analyse financière des entreprises**, mémoire de master en sciences commerciales, option finance, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Mouloud MAMMERI de Tizi Ouzou, 2015, p38.

3.1.2. Le besoin en fonds de roulement (BFR) :

Le besoin en fonds de roulement représente la somme qu'une entreprise doit financer afin de couvrir les besoins résultants des décalages des flux de trésorerie. Ces derniers correspondent aux décaissements liés aux dépenses et aux encaissements provenant des recettes du fait de son activité.²⁴

Le BFR correspond à l'argent (gèle) par l'entreprise pour financer son cycle d'exploitation. Il est égal à la différence entre l'actif circulant et le passif circulant sans prendre en considération la trésorerie.²⁵

3.1.2. A) *Mode de calcul* : D'une manière générale le BFR se calcule comme suit :²⁶

BFR= (valeurs d'exploitation + valeurs réalisables) – (dettes à court terme (hors concours bancaires))

BFR= Actif circulant (hors disponibilités) - passif circulant (hors dettes financières)

²⁴ GHERAB Lynda et HADJ AHMED Lila, op.cit., p36.

²⁵ FRANCK Nicolas, **finance pour non financiers**, Dunod, Paris, 2^{ème} édition, 2016, p45.

²⁶ MEYER Gilles, **analyse financière**, Hachette, Paris, 2018, p18.

BFR = Actif d'exploitation - Passif d'exploitation**3.1.2. B) Interprétation des résultats du besoin en fonds de roulement :**

Trois cas de figure peuvent se présenter :²⁷

BFR > 0 : VE + VR > DCT

Dans ce cas, les emplois d'exploitation de l'entreprise sont supérieurs aux ressources d'exploitation, l'entreprise doit donc financer ses besoins à court terme soit à l'aide de son excédent de ressources à long terme (fonds de roulement), soit à l'aide des ressources financières complémentaire à court terme (concours bancaire).

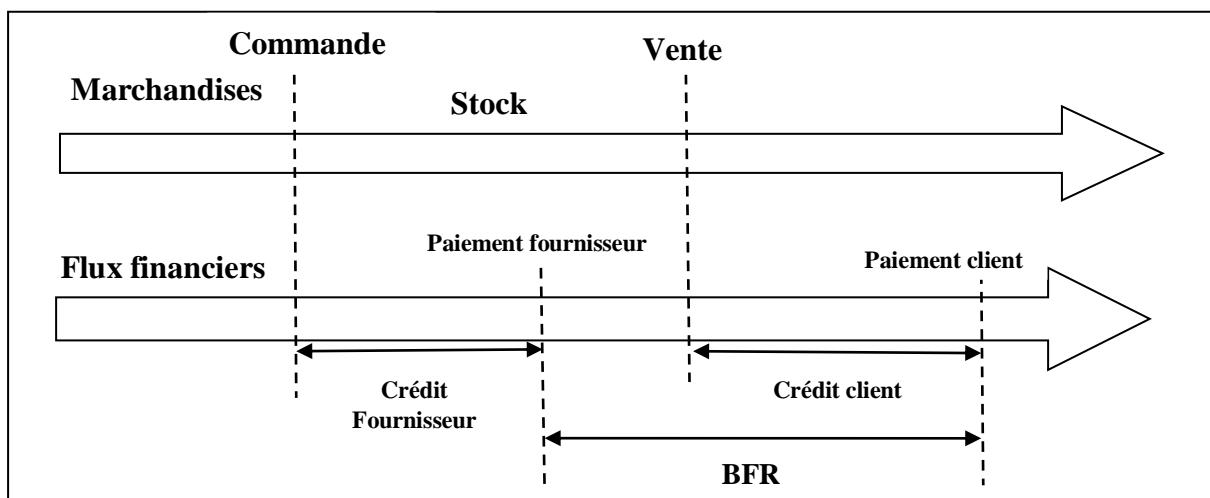
BFR < 0 : VE + VR < DCT

Dans ce cas, les ressources d'exploitation sont supérieures aux besoins d'exploitation, cela correspond à un excédent de ressources qui va permettre d'alimenter la trésorerie nette de l'entreprise.

Le BFR négatif signifie que l'entreprise est en bonne santé financière et dispose de suffisamment d'argent pour être capable d'honorer ses dettes à court terme.

BFR = 0 : VE + VR = DCT : cette situation signifie que les dettes à court terme arrivent juste à financer les emplois cycliques, l'entreprise ne dispose d'aucun excédent financier.

Schéma N° 06 : Présentation du BFR



Source : établi par l'étudiante

3.1.3. La trésorerie nette (TN) :

La trésorerie est donc la différence entre le fonds de roulement (FR) et le besoin en fonds de roulement (BFR). Elle peut être positive, négative ou nulle.²⁸

La trésorerie nette est un indicateur comptable et financier essentiel dans le monde de l'entreprise, par définition, c'est l'ensemble des actifs dont dispose l'entreprise (liquidité) pour

²⁷ GHERAB Lynda et HADJ AHMED Lila, op.cit., p38, p39.

²⁸ MISSOUM Rafik, **analyse financière**, pages bleues, Alger, 2018, p40.

assurer ses paiements à court terme et faire face aux engagements engendrés par son activité.²⁹

3.1.3. A) Mode de calcul :

La trésorerie nette se calcule comme suit :³⁰

$$\text{TN} = \text{FR} - \text{BFR}$$

$$\text{TN} = \text{Trésorerie active} - \text{Trésorerie passive}$$

3.1.3.B) Interprétation de la trésorerie nette : trois cas peuvent se présenter :³¹

TN > 0 :

La situation financière de l'entreprise semble saine étant donné qu'elle se trouve en mesure de financer des dépenses nouvelles sans avoir recours à un mode de financement externe (emprunt par exemple), elle lui permettra aussi de rembourser les dettes financières à court terme.

TN < 0 :

Une trésorerie négative signifie que les capitaux propres n'arrivent pas à financer les immobilisations et une partie des valeurs immobilisées est financée par les dettes à court terme, dans ce cas l'entreprise dispose d'une liquidité insuffisante, sa situation financière est déficitaire, elle doit donc absolument avoir recours à des modes de financement à court terme pour pallier cette situation (découvert bancaire).

TN = 0 :

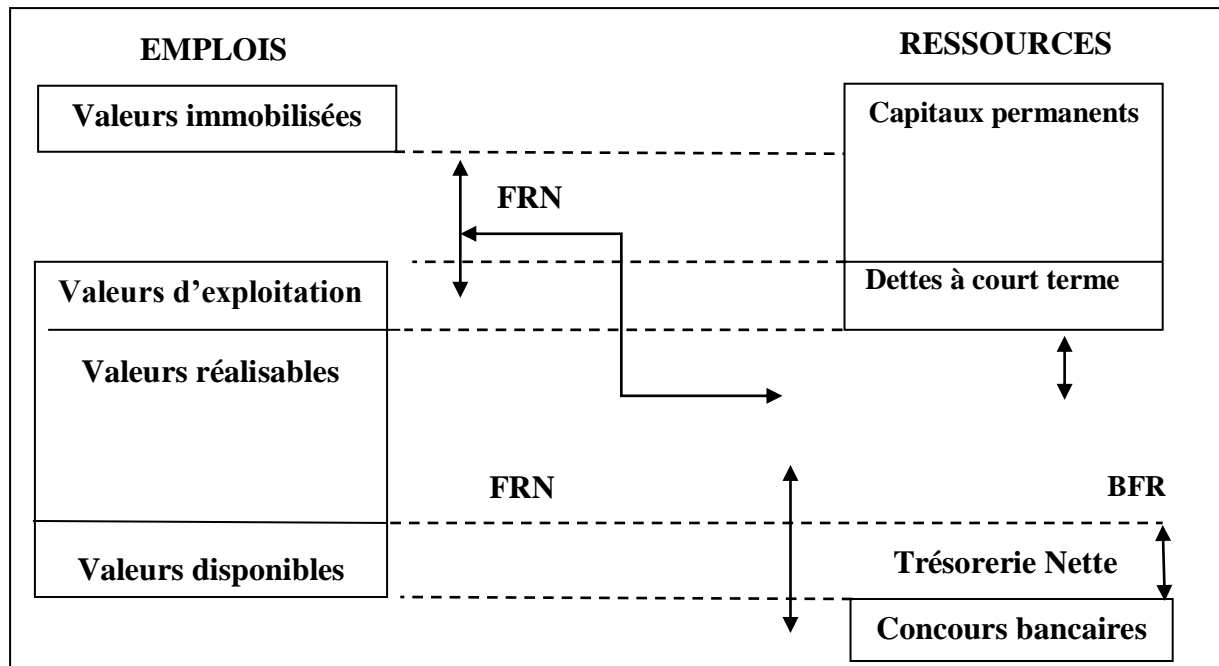
Dans ce cas, l'entreprise réalise un équilibre financier idéal, c'est le cas le plus favorable dont l'entreprise doit s'assurer que le fonds de roulement couvre complètement le besoin en fonds de roulement.

²⁹ GHERAB Lynda et HADJ AHMED Lila, op.cit., p39, p40.

³⁰ Ibid, p40.

³¹ Ibid, p41.

Schéma N°07 : Présentation de la trésorerie



Source : DJENADI Abdelkader et CHEMOUN Nabil, *analyse financière des entreprises*, mémoire de master en sciences commerciales, option finance, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Mouloud MAAMERI de Tizi Ouzou, 2015, p43.

3.2. L'analyse par la méthode des ratios :

L'analyse fondée sur les indicateurs de l'équilibre financier ne suffit pas pour porter un jugement définitif sur la santé financière d'une entreprise, alors on a recours à la deuxième méthode de l'analyse financière, celle des ratios.

3.2.1 Définition d'un ratio :

Un ratio est : « Un rapport entre deux quantités variables entre lesquelles existe une relation logique de nature économique ou financière. »³²

« Un rapport entre deux masses du bilan qui donne une information à un instant précis. Il est un outil de sécurité, d'alerte, d'indication à la réflexion et à l'analyse. Il illustre une information et permet à un instant donné de visualiser son évolution. »³³

« Un rapport entre deux grandeurs significatives (masses du bilan, du compte de résultat, indicateurs de gestion ...), ayant pour objectif de fournir des informations utiles et complémentaires aux données utilisées pour son calcul. Les ratios sont des outils de mesure et de contrôle de l'évolution dans le temps et dans l'espace d'un phénomène étudié en analyse financière ».³⁴

3.2.2 Classification des ratios : Les ratios financiers constituent des indicateurs utilisés pour effectuer l'analyse financière. Il est possible d'établir plus d'une centaine de ratios, mais tous

³² DE LA BRUSLERIE Hubert, *analyse financière*, Dunod, Paris, 4^{ème} édition, 2010, p190.

³³ ABLE Pauline, *l'importance du diagnostic financier dans une entreprise*, Paris, 2010, p22.

³⁴ GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, *l'analyse financière*, Gualino, Paris, 18^{ème} édition, 2014-2015, p 143.

n'offrent pas le même intérêt, aussi les plus significatifs ont été retenus, ils ont été classés ainsi :³⁵

- Les ratios de structure financière et de liquidité,
- Les ratios d'activité,
- Les ratios de rentabilité,
- Les ratios de rotation.

3.2.2.A). Les ratios de structure financière et de liquidité :

Ces ratios permettent d'étudier le degré de stabilité de la structure financière d'une entreprise, et de mesurer la solvabilité à court terme.

Tableau N° 01 : Les ratios de structure financière et de liquidité :

Ratio	Formule	Interprétation
Immobilisation de l'actif	$\frac{\text{Actifs immobilisés}}{\text{Total actif}}$	Ce ratio montre l'importance des immobilisations dans le patrimoine de l'entreprise, il doit être supérieur ou égal à 0.5
Financement permanent	$\frac{\text{Capitaux permanents}}{\text{Actifs immobilisés}}$	Ce ratio mesure le niveau de FR : S'il est supérieur à 1, il exprime un FR positif. S'il est inférieur à 1, il exprime un FR négatif.
	$\frac{\text{Actifs circulants}}{\text{Passifs circulants}}$	
Solvabilité générale	$\frac{\text{Total actifs}}{\text{Total des dettes}}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer l'ensemble de ses dettes en utilisant l'ensemble de l'actif. Il doit être supérieur ou égal à 1.
Autonomie financière	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total des dettes}}$	Ce ratio indique le degré de l'indépendance de l'entreprise vis-à-vis ses créanciers. Il doit être supérieur à 0.5, plus il est élevé plus l'entreprise est financièrement indépendante.
Financement total	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total passifs}}$	Ce ratio permet de mesurer la part des capitaux propres dans l'ensemble des ressources.
		Ce ratio mesure le niveau d'endettement d'une entreprise, lorsque : ce ratio est strictement

³⁵ Ibid., p144.

Capacité d'endettement	$\frac{\text{Dettes financières}}{\text{Capitaux propres}}$	inférieur à 1 cela signifie que l'entreprise a toujours la possibilité de s'endetter à LMT. Ce ratio est supérieur à 1, cela signifie que l'entreprise est dans l'incapacité de s'endetter.
Capacité de remboursement	$\frac{\text{Dettes financières}}{\text{CAF}}$	Ce ratio détermine la capacité de l'entreprise à rembourser la totalité de ses dettes à terme au moyen de sa CAF. Il doit être inférieur à 3 ou 4.
Liquidité générale	$\frac{\text{Actif circulant}}{\text{DCT}}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant ses actifs à court terme. C'est le ratio de FR par le bas du bilan, il vérifie l'existence d'une marge de sécurité financière au niveau des actifs circulants par rapport au passif circulant. C'est donc un indicateur de sécurité. Ce ratio doit être supérieur à 1.
Liquidité immédiate	$\frac{\text{Disponibilités(TA)}}{\text{DCT}}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les disponibilités
Liquidité restreinte	$\frac{(\text{Créances} + \text{Disponibilités})}{\text{DCT}}$ $\frac{(\text{Actifs circulant} - \text{Stocks})}{\text{DCT}}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les créances et les disponibilités.

Source : GHERAB Lynda et HADJ AHMED Lila, *l'analyse financière comme instrument d'aide à la prise de décisions dans l'entreprise*, mémoire de master en sciences financières et comptabilité, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Mouloud MAMMERI de Tizi Ouzo, 2020, p 45, p 47.

3.2.2.B) Les ratios d'activité : Ces ratios permettent d'éclairer la réalité économique de l'entreprise.

Tableau N° 02 : Les ratios d'activité

Ratio	Formule	Interprétation
Taux de croissance de CA	$\frac{(CA_n - CA_{n-1})}{CA_{n-1}}$	L'évolution du C.A permet de mesurer le taux de croissance de l'entreprise.

Taux de marge commerciale	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{ventes de marchandises}}$	Ce ratio mesure l'évolution de la performance de l'activité commerciale de l'entreprise.
Taux de croissance de la valeur ajoutée	$\frac{(VAN - VAN - 1)}{VAN - 1}$	L'évolution de la valeur ajoutée est également un indicateur de croissance.
Taux d'intégration	$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{CA HT}$	Ce ratio mesure le taux d'intégration de l'entreprise dans le processus de production, ainsi que le poids des charges externes
Partage de la valeur ajoutée (facteur travail)	$\frac{\text{Charges de personnel}}{VA}$	Ce ratio mesure la part de richesse qui sert à rémunérer le travail des salariés
Partage de la valeur ajoutée (facteur capital)	$\frac{EBE}{VA}$	Ce ratio mesure la part de richesse qui sert à rémunérer les apporteurs de capitaux et à renouveler le capital investi

Source : GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, *l'analyse financière*, Gualino, Paris, 18^{ème} édition, 2014-2015, p151.

3.2.2.C) Les ratios de rentabilité :

L'évaluation de la rentabilité d'une entreprise revient à déterminer sa performance, elle peut être appréciée à trois (03) niveaux : Commercial, économique et financier.

Tableau N° 03 : Les ratios de rentabilité

Ratio	Formule	Interprétation
Taux de marge brut Taux de rentabilité commerciale	$\frac{EBE}{CA}$	Ce ratio mesure combien génère le chiffre d'affaire de bénéfices.
	$\text{Resultat net} / CA$	
La rentabilité économique	$\frac{EBE / \text{Ressources stables}}{\frac{\text{Résultat d'exploitation}}{\text{Total actifs}}}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés et les prêteurs.
La rentabilité financière	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}}$	Ce ratio mesure l'aptitude de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés.

Source : GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, *l'analyse financière*, Gualino, Paris, 18^{ème} édition, 2014-2015, p154.

3.2.2. D) Les ratios de rotation (de gestion) :

Ces ratios mesurent le volume d'activité de l'entreprise d'une manière générale, c'est des ratios qui permettent de mesurer la vitesse de rotation des biens réels (stocks) et des biens financiers (créance et dettes), nous trouvons : des ratios de rotation des stocks, ratio délai clients et ratio délai fournisseurs.

Tableau N° 04 : Les ratios de rotation

Ratio	Formule	Interprétation
Rotation des stocks : •Pour une entreprise commerciale •Pour une entreprise industrielle	$\frac{\text{Stock moyen de marchandises}}{\text{cout d'achat de marchandises vendues}} \times 360J$ <p>•Matières et fournitures :</p> $\frac{\text{Stock moyen de matières et fourniture}}{\text{cout d'achat consommés de matière et fournitures}} \times 360J$ <p>•Produits en cours :</p> $\frac{\text{Stock moyen de produits en cours}}{\text{Cout de production vendue}} \times 360J$ <p>•Produits finis :</p> $\frac{\text{Stock moyen de produits finis}}{\text{Cout de production vendue}} \times 360J$	Ces ratios mesurent le délai moyen d'écoulement des stocks, c'est-à-dire le délai moyen pour que le stock se transforme en créance sur la clientèle (vente à crédit) ou en liquidités (vente au comptant).
Durée moyenne du crédit clients	$\frac{(\text{Créances clients et comptes rattachés} + \text{encours de production})}{\text{Ventes en TTC}}$	Il mesure la durée moyenne en jours du crédit consenti par l'entreprise à ses clients.
Durée moyenne du crédit fournisseurs	$\frac{\text{Dettes fournisseurs et comptes rattachés}}{\text{Consommation en provenance des tiers TTC}}$	Il mesure la durée moyenne en jours du crédit obtenu par l'entreprise de la part de ses fournisseurs. Il doit être supérieur au ratio du crédit client

Source : GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, *l'analyse financière*, Gualino, Paris, 18^{ème} édition, 2014-2015, p152, p153.

Section 02 : Notions de base sur la banque

La banque est au cœur de l'économie nationale, elle joue de plus en plus un rôle décisif, elle contribue à orienter l'argent de ceux qui ont momentanément trop vers qui ont besoin, elle utilise l'argent comme matière première qu'elle transforme en produits appelé crédits et

présente des garanties suffisantes. Elle a un grand rôle dans la sélection des projets en fonction de sa perspective économique.

1) Définition et rôle de la banque :

1.1 Définition de la banque :

Les banques sont des entreprises ou des établissements qui ont pour profession habituelle de recevoir sous forme de dépôt, des fonds du public qu'elles emploient sur leur propre compte en opérations de crédits ou en opérations financières. La banque est l'intermédiaire entre offreurs et demandeurs de capitaux et ceci à partir de deux processus distincts : en intercalant son bilan entre offreurs et demandeurs de capitaux, c'est l'intermédiation bancaire. En mettant en relation directe offreurs et demandeurs de capitaux sur un marché de capitaux, c'est le phénomène de désintermédiation.³⁶

Une banque est une entreprise qui a une activité financière, elle constitue juridiquement une institution financière régie par le code monétaire et financier.

Quant aux termes des articles 66, 67, 68 et 69 de l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003, complétant et modifiant la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, sont considérées comme banques toute personne morale qui ont pour profession habituelle les opérations de banque qui sont :³⁷

- La collecte des fonds publics,
- L'octroi de crédits,
- La mise à disposition de la clientèle des moyens de paiement et la gestion de ceux-ci.

1.2 Le rôle de la banque :

Le rôle de la banque consiste à collecter les capitaux disponibles pour son propre compte et les utiliser sous sa responsabilité à des opérations de crédit :³⁸

- **La collecte des dépôts** : les dépôts bancaires sont des fonds reçus par la banque du public sous forme de dépôts avec le droit de disposer pour son propre compte mais à charge de les restituer. Les dépôts comprennent :
 - ✓ **Les dépôts à vue** : ces dépôts peuvent être facilement retirés sans préavis à la banque (comptes chèques, comptes courants, et les comptes sur livrets d'épargne).
 - ✓ **Les dépôts à terme** : ces dépôts ne peuvent être retirés qu'après l'expiration d'un délai déterminé. Les banques paient des intérêts plus élevés sur les dépôts à terme (comptes à terme, bons de caisse etc...).

³⁶ COULIBALY Souleymane, **le financement bancaire des projets d'investissements**, mémoire de fin de cycle de master en sciences financières et comptabilité, spécialité finance et banques, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Mouloud MAMMERI de Tizi Ouzou, 2017-2018, p09.

³⁷ Ordonnance relative à la monnaie et au crédit, n° 03-11, 2003, p14, p15.

³⁸ OUALI Nadjia, **économie bancaire**, 3^{ème} année licence, économie monétaire et bancaire, université Abderrahmane MIRA de Bejaia, 2020-2021, p01, p02.

- **La distribution de crédit :** les fonds collectés par la banque auprès de ses clients déposants sont utilisés par la banque pour accorder des crédits aux agents économiques dignes de confiance qui ont besoin de capitaux pour investir, produire et consommer.
- **La mise à disposition de la clientèle des moyens de paiement et leur gestion :** L'opération de la mise à disposition et la gestion des moyens de paiements sont au cœur de l'activité de la banque, elle permet aux clients d'employer les ressources qui parviennent sur leur compte bancaire à l'aide de chèques, de virements, de retraits et de cartes bancaires.

À ces trois fonctions fondamentales s'ajoutent les opérations connexes, telles que :

- ✓ Des opérations de change.
- ✓ Des opérations sur or, métaux précieux et pièces.
- ✓ Des opérations de placement, de souscription, l'achat, la gestion, la garde et la vente de valeurs mobilières et de tout produit financier.
- ✓ Conseil et assistance en matière de gestion du patrimoine.

2) Typologies des banques :

Nous recensons plusieurs formes d'organisation des banques :

2.1 La banque commerciale : elle est définie étant une institution financière qui assure la création monétaire d'une grande partie de financement de l'économie, grâce à ces prêts variés qui s'adaptent aux besoins des emprunteurs. Les banques commerciales sont des sociétés dont le capital est détenu par des actionnaires et qui sont généralement coté en bourse.³⁹

2.2 La banque d'Algérie : est un établissement national doté de la personnalité morale ainsi que de l'autonomie financière, la Banque d'Algérie est réputée commerçante dans ses relations avec les tiers. Elle est régie par la législation commerciale dans la mesure où il n'y est pas dérogé par les dispositions de l'ordonnance n°03/11. Elle suit les règles de la comptabilité commerciale. Elle n'est soumise ni aux prescriptions de la comptabilité publique ni au contrôle de la cour des comptes.⁴⁰

2.3 La banque généraliste : c'est un établissement de crédit qui traite l'ensemble des opérations avec une clientèle diversifiée. Elle est universelle, et se caractérise par deux critères :⁴¹

- Présente sur tous les segments du marché,

³⁹ BOUHRIZ DAIDJ Aicha, **innovation technologique des services bancaires**, mémoire de magister en droit bancaire et financier, faculté de droit et de science politique, université de Oran, 2014, p11.

⁴⁰ L'article 09 de l'ordonnance n° 03-11 relative à la monnaie et au crédit de l'Algérie, 2003, p02.

⁴¹ Sylvie de COUSSERGUES et BORDEAUX Gautier, **gestion de la banque : du diagnostic à la stratégie**, Dunod, Paris, 7^{ème} édition, 2013, p15.

• Elle dispose d'un réseau de guichet lui permettant de collecter des ressources d'une façon domestique ou internationale, de la part des particuliers ou des entreprises, en utilisant tous les types de financement et de prestations de services.

2.4 La banque spécialiste : c'est un établissement de crédit qui se caractérise par sa présence sur un segment du marché, qui peut être un type de clientèle, particuliers fortunés..., un produit (crédit au logement...), ou une aire géographique (banque locale) et qui selon le cas, dispose d'un réseau de guichet ou pas.⁴²

2.5 La banque de dépôts :

Banque à réseau, mais pas obligatoirement une banque généraliste. Certaines n'ont pas une activité internationale et d'autres sont installées sur un segment de clientèle limitée.⁴³

2.6 La banque d'affaires : elle accomplit généralement deux activités complémentaires : la gestion pour son propre compte, à partir d'un portefeuille de participations, des opérations de financement et de prestations de services des grandes entreprises industrielles et commerciales.⁴⁴

2.7 La banque d'investissement : l'activité principale d'une banque d'investissement consiste à lever de la dette et des capitaux sur les marchés, afin d'assurer le financement d'entreprises et de gouvernements. Cela implique l'émission, la souscription et le placement de titres. Généralement, une entreprise contacte une banque d'investissement et lui fait part de sa volonté de lever des fonds sous forme de dette, de capital ou d'instrument hybride, comme des obligations convertibles.⁴⁵

2.8 La banque Islamique : le système bancaire islamique est basé sur des préceptes de l'islam, il est organisé autour de trois principes fondamentaux :⁴⁶

* Interdiction de fixation de taux d'intérêt,

* Partage de profit ou des pertes résultant d'investissement,

* Promotion des investissements productifs, créateur de richesses et d'emplois.

3) Les ressources et les emplois de la banque :

Nous distinguons plusieurs ressources et emplois de la banque :⁴⁷

3.1 Les ressources de la banque :

Les ressources de la banque sont tirées de deux principales origines : les capitaux propres à la banque et les capitaux empruntés auprès du public sous forme de dépôts ou d'émission.

⁴² Ibid., p15

⁴³ Ibid.

⁴⁴ ADOUANE Abdelhakim et TAFOUKT Hichem, **le financement bancaire d'un projet d'investissement**, mémoire de master en sciences financières et comptabilité, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Abderrahmane MIRA de Bejaia, 2022, p06.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ OUALI Nadja, op.cit., p02-p03.

✓ **Les capitaux propres :** Ils représentent le capital lui-même versé lors de la constitution de l'entreprise bancaire ou dans le cadre de son augmentation durant l'exercice de sa fonction par :

- Le banquier : s'il s'agit d'une entreprise individuelle.
- Les associés : s'il s'agit d'une entreprise au nom collectif.
- Les actionnaires : s'il s'agit d'une entreprise par actions.

À côté du capital, apparaissent les réserves de la banque comme une seconde source. Celles-ci sont définies comme étant un prélèvement opéré sur ses bénéfices (participation dans le capital des entreprises, spéculation sur les marchés financiers, offre de services, etc.)

✓ **Les capitaux empruntés :** Ils sont composés de l'ensemble des placements effectués par les différents clients et à travers plusieurs formes. Les dépôts bancaires représentent la partie la plus importante des ressources de la banque. Les emprunts de la banque peuvent être aussi sous forme d'appels publics sur les marchés de capitaux (émissions de titres financiers).

3.2. Les emplois de la banque :

Il s'agit de l'emploi des différents dépôts collectés sous forme de distribution de crédit (fonction de transformation) aux agents demandeurs en contrepartie d'un intérêt. Les emplois peuvent être aussi sous forme de placement sur les marchés financiers ou sous forme de participation dans le capital des entreprises.

Nous concluons que les banques jouent un rôle très important dans la croissance économique grâce aux services fournis par cette dernière soit pour la vie quotidienne des gens, où bien pour l'économie nationale, de cela le monde devenue indispensable pour ces institutions financières.

Section 03 : Aperçu général sur les crédits bancaires

L'entreprise afin de satisfaire ses besoins durant ses différentes affaires avec les agents économiques et faire face à des situations où elle aurait besoin d'argent à long et à moyen terme ou à court terme, elle fait appel à l'aide de banque qui lui propose différents types de crédits.

1) Notions de base sur les crédits bancaires :

1.1. Définition de crédit : Le crédit est défini par l'article 68 de l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit comme étant :

« Tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie, sont assimilés à des opérations de crédits, les opérations de location assorties d'options d'achat notamment le crédit-bail. »⁴⁸

⁴⁸ L'article 68 de l'ordonnance n° 03-11, op.cit., p15.

« Le crédit est une opération qui permet au débiteur de différer son paiement ou qui permet à un agent économique de disposer pendant un certain temps de fonds qui sont mis à sa disposition par un autre agent. Le plus souvent le créancier obtient une rémunération (intérêt) versée par le débiteur. »⁴⁹

« Faire crédit à quelqu'un : c'est lui faire confiance, faire crédit de quelque chose, c'est prêter la chose contre promesse d'être rendue au terme convenu. Le degré de probabilité de la promesse constitue le risque qu'il faudra étudier préalablement à l'emprunt de la chose, la confiance est en effet l'élément déterminant de toutes les manifestations de crédit qui naissent à l'occasion des nombreux actes de la vie courante. »⁵⁰

Confiance+ promesse+ temps= Crédit

1.2. Le rôle de crédit bancaire :

Le crédit est important dans l'économie, c'est l'un des leviers essentiels des affaires et la base du développement des entreprises, il joue un rôle important dans les économies modernes car il :⁵¹

- Est un moyen de création monétaire.
- Permet accroître la qualité de production.
- Met à la disposition d'une personne un pouvoir d'achat immédiat.
- Permet d'assurer la continuité dans un processus de production et de commercialisation.

1.3. Typologies des crédits :

Nous pouvons classer les crédits bancaires comme suit :

- Les crédits d'exploitation.
- Les crédits d'investissement.
- Les crédits de commerce extérieur.
- Les crédits aux particuliers.

1.3.1. Le crédit d'exploitation : Le crédit d'exploitation est un crédit à court terme, il est destiné à financer les besoins de fonctionnement des entreprises (financement des stocks), on distingue deux catégories : les crédits par caisse et les crédits par signature.

1.3.1.1. Les crédits par caisse : Ils ne sont assortis d'aucune garantie. Le banquier avance des fonds à son client ou s'engage à les lui avancer contre promesse de remboursement et paiement d'un intérêt donné. Ils sont constitués de deux catégories :

A) Les crédits d'exploitation globaux : Nous trouvons plusieurs types qui sont : ⁵²

⁴⁹ BEITONE Alain et coll, **dictionnaires des sciences économiques**, Armand Colin, Paris, 2^{ème} édition, 2007, p113.

⁵⁰ HADJ SADOK Tahar, **les risques de l'entreprise et de la banque**, Dahleb, Alger, 2007, p11.

⁵¹ PETIT-DUTAILLIS GEORGES, **le risque du crédit bancaire**, Dunod, Paris, 1999, p20.

⁵² COULIBALY Souleymane, op.cit., p24.

✓ **Crédit de courrier** : le banquier accepte de payer un chèque, étant entendu que le client fera les fonds dans les 24 ou 48 heures.

✓ **Facilité de caisse** : elle n'excède pas quelques jours, elle couvre fréquemment un solde débiteur jusqu'à une prochaine remise à l'escompte (échéance de fin de mois par exemple).

✓ **Crédit de campagne** : c'est une avance en compte courant qui peut s'étendre sur 9 mois, utilisée dans le cas où le cycle de fabrication ou de vente est saisonnier.

✓ **Découvert** : est une avance de quelques mois liée aux opérations commerciales du bénéficiaire.

B) Les crédits de trésoreries spécifiques :

✓ **L'escompte commercial** : c'est une opération de crédit par laquelle le banquier met à la disposition du porteur d'un effet de commerce non échu le montant de cet effet déduction faite des agios contre le transfert à son profit de la propriété de la créance et ses accessoires.⁵³

✓ **Avance sur marchandises** : l'entreprise qui détient des marchandises en stock peut demander à son banquier une avance sur les marchandises, cette avance sera la plupart du temps garantie par les marchandises qui seront donc affectées en gage soit dans les locaux de l'entreprise ou ce qui est plus sûr dans les locaux appartenant à un tiers (magasin général par exemple).⁵⁴

✓ **Avance sur le marché public** : c'est un contrat passé entre un entrepreneur et une administration publique pour la fourniture de biens ou l'exécution de travaux.⁵⁵

✓ **Factoring (l'affacturage)** : c'est un acte aux termes auquel une société spécialisée devient subrogée aux droits de son client en payant en ferme à ce dernier le montant intégral d'une facture à échéance fixe résultant d'un contrat.⁵⁶

✓ **Avance sur titres** : c'est un crédit à court terme accordé par la banque à son client en échange du nantissement de titres financiers. En général, la banque prêtera une somme inférieure à la valeur des titres placés en garantie (elle est consentie dans la limite de 80 pourcents des titres souscrits pour une période d'une année).⁵⁷

✓ **Avance sur factures** : c'est un crédit par caisse consenti contre remise de factures visées par des administrations ou des entreprises publiques, généralement, domicilier aux guichets de la banque prêteuse.⁵⁸

1.3.1.2. Le crédit par signature : nous trouvons :

⁵³ BOUYAKOUB Farouk, *l'entreprise et le financement bancaire*, Casbah, Alger, 2000, p241.

⁵⁴ BERNT-ROLLANDE Luc, *principes de technique bancaire*, Dunod, Paris, 27^{ème} édition, 2015, p225.

⁵⁵ BOUYAKOUB Farouk, *op.cit.*, p241.

⁵⁶ BEGUIN Jean Marc et BENARD Arnaud, *l'essentiel des techniques bancaires*, éditions d'organisation, Paris, 2008, p260.

⁵⁷ BENHALIMA Ammour, *pratique et technique bancaire*, Dahleb, Alger, 1997, p107.

⁵⁸ Ibid.

✓ **L'aval** : c'est une garantie fournie par un tiers ou même par un signataire de la lettre de change. L'aval est donné soit sur la lettre de change ou sur une allonge, soit par un acte séparé indiquant le lieu où il est intervenu.⁵⁹

✓ **L'acceptation** : c'est un engagement pris par le tiré de payer la lettre de change à échéance.⁶⁰

✓ **Le cautionnement** : c'est un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation en s'engageant envers le créancier à satisfaire à cette obligation si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.⁶¹

La caution : c'est l'engagement pris par la banque pour exécuter les obligations de son client dans le cas de sa défaillance.

1.3.2. Le crédit d'investissement : les crédits d'investissement sont des crédits octroyés aux entreprises à moyen et à long terme, destinés à financer la partie haute du bilan, il existe une autre forme de crédits permettant à l'entreprise d'acquérir des investissements, c'est le crédit-bail appelé aussi leasing.⁶²

✓ **Le crédit à moyen terme** : c'est un crédit destiné au financement des investissements, il s'amortit sur une durée allant de deux (02) à sept (07) ans, il permet de financer différents types de biens qu'il s'agisse de la construction ou de l'aménagement de bâtiments professionnels, de matériel ou de véhicules utilitaires.⁶³

✓ **Le crédit à long terme** : c'est un crédit ou la durée est supérieure à sept ans. Il est destiné à financer les investissements lourds des entreprises. Le crédit à long terme attaché aux particuliers correspond généralement à un crédit immobilier. Le crédit à long terme peut également être octroyé dans le cadre d'un emprunt professionnel ou d'un crédit personnel sur le long terme.⁶⁴

✓ **Le crédit-bail** : le crédit-bail est une technique de financement d'une immobilisation par laquelle une banque ou une société financière acquiert un bien meuble pour le louer à une entreprise. Nous distinguons :⁶⁵

- **Crédit-bail mobilier** : lorsque le bien loué est un bien mobilier (équipement, matériel, ou outillage) ce bien sera loué avec option d'achat pour une période déterminée irrévocable, le contrat ne prend fin à l'initiative d'une des deux parties.

⁵⁹ L'article 409 du code de commerce algérien, 2007, p97.

⁶⁰ Ibid., Article 407, p97.

⁶¹ L'article 644 du code civil algérien, 1980, p239.

⁶² Leasing : du mot anglais Lease qui veut dire louer. Ce terme est importé des pays Anglo-Saxons.

⁶³ COULIBALY Souleymane, op.cit., p26.

⁶⁴ Ibid, p26.

⁶⁵ KHELIFATI Thiziri et MOUHOU Sarah, **gestion des risques des crédits bancaires et les moyens de couvertures**, mémoire de master en sciences de gestion, option finance d'entreprise, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université de Abderrahmane MIRA de Bejaia, 2019, P19- p20.

- **Crédit-bail immobilier** : lorsque le bien loué est un bien immeuble de production, sa durée est de quinze (15) à vingt (20) ans et son coût est plus élevé que celui du crédit-bail mobilier.

1.3.3. Le crédit de commerce extérieur :

Le crédit de commerce extérieur a pour objet de financer l'ensemble des transactions commerciales (importation et exportation) réalisées entre un pays et le reste du monde qui sont :

✓ **Le financement de l'importation** : ce sont des techniques de financement réalisées afin de faciliter les opérations d'importation, nous citons :⁶⁶

- **Encaissement document** : il consiste pour le vendeur à faire encaisser par une banque le montant dû par un acheteur contre remise de documents. Les documents sont remis à l'acheteur uniquement contre paiement ou acceptation d'une lettre de change.
- **Crédit documentaire** : c'est l'opération par laquelle une banque s'engage, à la demande et pour le compte de son client importateur (donneur d'ordre), à régler à un tiers exportateur (bénéficiaire), dans un délai déterminé, un certain montant contre remise des documents strictement conformes et cohérents entre eux, justifiant de la valeur et de l'expédition des marchandises ou des prestations de services.

✓ **Le financement des exportations** : nous distinguons :⁶⁷

- **Le crédit fournisseur** : c'est un crédit bancaire accordé directement au fournisseur (exportateur) qui lui-même consenti un délai de paiement de son partenaire étranger (importateur). Ce crédit permet à l'exportateur d'escompter sa créance et d'encaisser, au moment de livraison partielle ou totale de l'exportation, le montant des sommes qui lui sont dues par l'acheteur étranger.
- **Le crédit acheteur** : c'est un financement directement consenti à l'acheteur étranger par une banque ou un pool bancaire, afin de permettre à l'importateur de payer au comptant le fournisseur.

1.3.4. Le crédit aux particuliers :

Il s'agit de différents types de crédits que les particuliers utilisent pour financer des besoins très variés, ils concernent entre autres :⁶⁸

- Les crédits pour l'acquisition de biens durables,
- Les prêts personnels pour des besoins de trésorerie momentanés ou pour des événements exceptionnels,
- Les crédits à taux bonifié ou spéciaux comme ceux destinés à la promotion de l'emploi des jeunes ou à la promotion du secteur agricole,
- Les crédits à la consommation.

⁶⁶ <https://static.societegenerale.fr>.

⁶⁷ MANNAI Samir et SIMON Yves, **techniques financières internationales**, Economica, Paris, 7^{ème} édition, 2002, p580-p581.

⁶⁸ COULIBALY Souleymane, op.cit., p29.

2) Les risques de crédit et les moyens de prévention :

2.1. Les risques de crédit :

Le risque est présent dans toutes les activités de l'économie, il peut être important ou négligé selon l'activité. Les risques peuvent être définis comme un engagement portant une incertitude dotée d'une probabilité de gain ou de préjudice que celui-ci soit une dégradation ou une perte. Nous distinguons :⁶⁹

- **Les risques financiers :**

✓ **Le risque de crédit :** est défini comme le résultat de l'incertitude qu'a la possibilité ou la volonté des contreparties ou des clients de remplir leur obligation très prosaïquement. Il existe pour la banque dès lors qu'elle se met en situation d'attendre une entrée de fonds de la part d'un client ou d'une contrepartie de marché.

✓ **Le risque de liquidité :** désigne l'insuffisance de liquidité bancaire pour faire face à ces besoins inattendus, en effet ce risque peut conduire à la faillite de la banque suite à un mouvement de panique des déposants qui peuvent demander leur dépôt au même temps.

✓ **Le risque de solvabilité :** une banque est dite solvable lorsque la valeur de ses avoirs dépasse ses exigibilités. Le risque de solvabilité est défini comme : « L'incapacité de la banque à couvrir ses pertes éventuelles par ses fonds propres ». Afin d'analyser ce risque il est indispensable d'étudier le niveau des fonds propres de la banque en enlevant les pertes. La réglementation prudentielle privilégie ce risque dans le but de sécuriser les avoirs déposés par la clientèle et éviter ainsi l'effet de contagion pouvant résulter de la défaillance d'une banque.

✓ **Le risque de taux d'intérêt :** c'est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et hors-bilan, à l'exception le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché, il est important que les banques aient un bon système de gestion du risque de taux.

✓ **Le risque de change :** la banque supporte cette catégorie de risque lorsqu'elle se trouve face à une évolution défavorable de taux de change. Il est aussi remarquable qu'il existe une interaction entre le risque de change et le risque de prix.

✓ **Le risque de marché :** c'est une probabilité que la banque prête sur une opération d'octroi du crédit, les risques de marché font référence aux risques qui résultent d'une volatilité des rendements, des taux d'intérêt, de cours de charge et de la valeur de titres ou de matières premières.

- **Les risques non financiers :**

⁶⁹ AOUES MéliSSa et CHALAL Meriem, **étude d'un dossier de crédit d'exploitation**, mémoire de master en sciences de gestion, management bancaire, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université de Mouloud MAMMERI de Tizi Ouzou, 2022, p35, p36.

✓ **Les risques réglementaire et légaux** : parmi les risques auxquels doit faire face l'entreprise, on compte le risque réglementaire puisque le changement de loi ou de réglementation peut influencer directement sur la rentabilité d'un secteur économique.

✓ **Le risque opérationnel** : le risque de pertes résultants des procédures internes inadaptées ou défectueuses d'erreurs humaines ou de défaillance des systèmes informatiques, d'événements extérieurs.

Nous trouvons aussi d'autres risques :

✓ **Le risque économique** : caractérisé par les crises économiques, par un repli général de l'activité économique.

✓ **Les risques politiques** : réside dans les révolutions, les guerres civiles.

✓ **Le risque social** : les troubles sociaux peuvent s'accompagner de grèves d'émeutes.

✓ **Le risque naturel** : les conséquences d'événements naturels.

2.2 Les moyens de prévention : Nous distinguons : ⁷⁰

- **Le respect des règles prudentielles** :

Les règles prudentielles sont des normes de gestion imposées par la banque d'Algérie aux banques et aux établissements financiers. Elles ont pour but de renforcer la structure financière des banques et établissements financiers dans le but de protéger les déposants, les plus significatifs sont : les ratios de solvabilité et les ratios de division de risques.

- **Le recueil des garanties** :

La décision d'octroi de crédit doit être motivée par la rentabilité de l'affaire, alors le banquier s'entoure d'un maximum de garanties.

Une garantie est une assurance que le débiteur doit donner à son créancier, afin de certifier que le crédit souscrit sera bien remboursé. On peut distinguer deux grands types de garanties : les garanties personnelles et les garanties réelles.

✓ **Les garanties personnelles** : elles sont définies comme l'engagement pris par une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui s'engagent à régler le créancier si le débiteur n'y satisfait pas lui-même, elle se matérialise sous forme de cautionnement ou l'aval.

✓ **Les garanties réelles** : c'est le contrat par lequel un débiteur affecte un bien, mobilier ou immobilier, à la garantie de paiement de sa dette jusqu'au remboursement du créancier, on distingue : l'hypothèque (lorsque le bien affecté en garantie est un bien immeuble), le nantissement (lorsque le bien affecté en garantie est un bien meuble), le gage (lorsque le bien affecté en garantie est un matériel roulant).

⁷⁰ BOULAHIA Soumia, **le financement bancaire des PME en Algérie**, mémoire de fin d'étude BSB, école supérieure de banque, Algérie, 2016, p55- p57.

3) La prise de décision :

La prise de décision constitue le dénouement logique de l'étude du dossier crédit, c'est le moment où le banquier doit trancher sur les montants, durées et modalités de financement. L'avis sera formulé par le comité de crédit, ce dernier se réfère à la synthèse faite par le chargé d'études pour se prononcer sur l'octroi du crédit.

Dans le cas d'une demande dépassant le pouvoir agence, le comité se chargera de transmettre le dossier au comité comptant appuyé d'une appréciation.

3.1. L'autorisation de crédit :

Dans le cas d'une décision favorable, le comité de crédit établit une autorisation de crédit qui peut être définie comme étant le document interne et propre à la banque qui ratifie l'accord du comité et permet de mobiliser le crédit octroyé, et ce dès sa signature. Elle comporte ainsi toutes les informations nécessaires à l'agence pour la mise en place et le suivi du crédit.⁷¹

3.2. La mise en place du crédit :

Une fois les niveaux et conditions de crédit sont notifiés au client, après acceptation par ce dernier, la banque procède à la mise en place des garanties (à priori) avant la mise en place du crédit puis concrétise les garanties (à posteriori) suivant les cas, le banquier procède à :⁷²

- Signature de la convention de crédit qui représente un contrat régissant la relation banque / emprunteurs, elle reprend les conditions prescrites dans l'autorisation de crédit selon les clauses,
- La constitution des provisions stipulées pour les engagements par signature et la confection du texte du cautionnement ou de l'aval sollicité,
- Prélèvement de la commission d'engagement et la commission de gestion sur le compte du client,
- Signature d'une chaîne de billets à ordre par le client (du montant principal, intérêts et commission), les billets seront transférés à la direction financière pour conservation et éventuellement, utilisées pour le besoin de refinancement. La chaîne de billet comporte les montants à payer conformément au tableau d'amortissement consigné entre la banque et le client.

⁷¹ Ibid., p59.

⁷² Ibid., P 59.

Conclusion du chapitre I :

L'analyse financière est un passage nécessaire pour faire une évaluation pertinente d'une entreprise ayant pour le but de déterminer sa santé financière. L'analyse financière reste un outil important pour les banques car elle aide les prêteurs dans la prise de décision.

L'analyse financière comprend l'examen de plusieurs éléments clés, notamment :

Les états financiers de l'entreprise, y compris le bilan, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. Ces états financiers fournissent une image complète de la situation financière de l'entreprise.

Les ratios financiers, tels que le ratio d'endettement, le ratio de liquidité, le ratio de rentabilité, le ratio de solvabilité et d'autres ratios clés. Ces ratios fournissent une indication de la santé financière de l'entreprise et de sa capacité à rembourser le prêt.

Les risques liés à l'entreprise, tels que le risque de crédit, le risque de marché, le risque de change, le risque opérationnel et d'autres risques.

L'analyse financière est donc un outil essentiel pour les banques et les institutions financières pour aider à la prise de décision en matière d'octroi de crédit. En utilisant l'analyse financière, les prêteurs peuvent évaluer la capacité de remboursement de l'emprunteur, évaluer les risques associés à l'entreprise et décider si le prêt doit être accordé ou non. Les résultats de l'analyse financière peuvent également aider les prêteurs à fixer les termes et les conditions du prêt, tels que le montant du prêt, le taux d'intérêt et la durée du prêt.

Chapitre II

Montage et analyse au sein de la BADR

Introduction du chapitre II :

Afin d'illustrer les différents éléments développés dans le premier chapitre qui ont porté sur les aspects théoriques de l'analyse financière, la banque et les crédits bancaires, dans ce chapitre nous allons procéder à l'étude de deux (02) dossiers de crédits, un crédit d'investissement et un crédit d'exploitation.

En effet, l'étude d'une demande de crédit doit au préalable, faire appel au montage d'un dossier qui représente pour le banquier une tâche primordiale du fait qu'elle constitue la base de son analyse, voire de sa décision. Cette étude donne lieu à la mise en place d'une procédure commençant par la constitution du dossier et s'achevant par la décision finale (favorable ou défavorable), en passant par l'étude des techniques financières qui permettent l'évaluation financière de l'entreprise sollicitant un financement.

Nous avons scindé ce chapitre en trois sections, dont la première va être réservée à la présentation de l'organisme d'accueil, la deuxième va porter sur la prise de décision et la troisième section va être consacrée pour une étude d'une demande de crédit (un crédit d'investissement et un crédit d'exploitation).

Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil

La banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) est l'un des principaux acteurs bancaires en Algérie, la BADR est un partenaire de premier grade de développement de l'économie nationale et du secteur de l'agriculture en particulier, de ce fait, elle demeure la première banque de proximité du monde agricole et rural de par l'étendue de son réseau d'agences.

1) Présentation de la BADR :

Banque universelle de proximité, la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) est une institution financière nationale créée le 13 Mars 1982, sous la forme juridique de société par actions.

Depuis 40 ans, BADR banque soutient activement le développement de son territoire et les projets de ces clients dont le financement de l'agriculture, des industries agroalimentaires, de la pêche et de l'aquaculture. Tout autant de domaines la mettent au diapason des banques constituant ainsi un support pour le développement et l'amélioration de l'économie nationale. Afin d'apporter la plus grande satisfaction à la clientèle, la BADR a mis plus de 7800 employés avec une équipe de 1200 chargés de clientèle à leur écoute à travers ses 334 agences, 39 groupements régionaux d'exploitation déployés sur le territoire national, ainsi qu'un nouveau système d'information pour plus de sécurité, facilité, efficacité et rapidité.

1.1. Les missions et les objectifs de la BADR :

✓ Les missions de la BADR :

La BADR a été créée pour répondre à une nécessité économique, née d'une volonté politique afin de restructurer le système agricole, assurer l'indépendance économique du pays et relever le niveau de vie des populations rurales. Ses principales missions sont :

- Le traitement de toutes les opérations de crédit, de change et de trésorerie,
- L'ouverture de comptes à toute personne faisant la demande,
- La réception des dépôts à vue et à terme,
- La participation à la collecte de l'épargne,
- La contribution au développement du secteur agricole,
- L'assurance de la promotion des activités agricoles, agro-alimentaires, agro-industrielles et artisanales,
- Le contrôle avec les autorités de tutelle de la conformité des mouvements financiers des entreprises domiciliées.

✓ Les objectifs de la BADR :

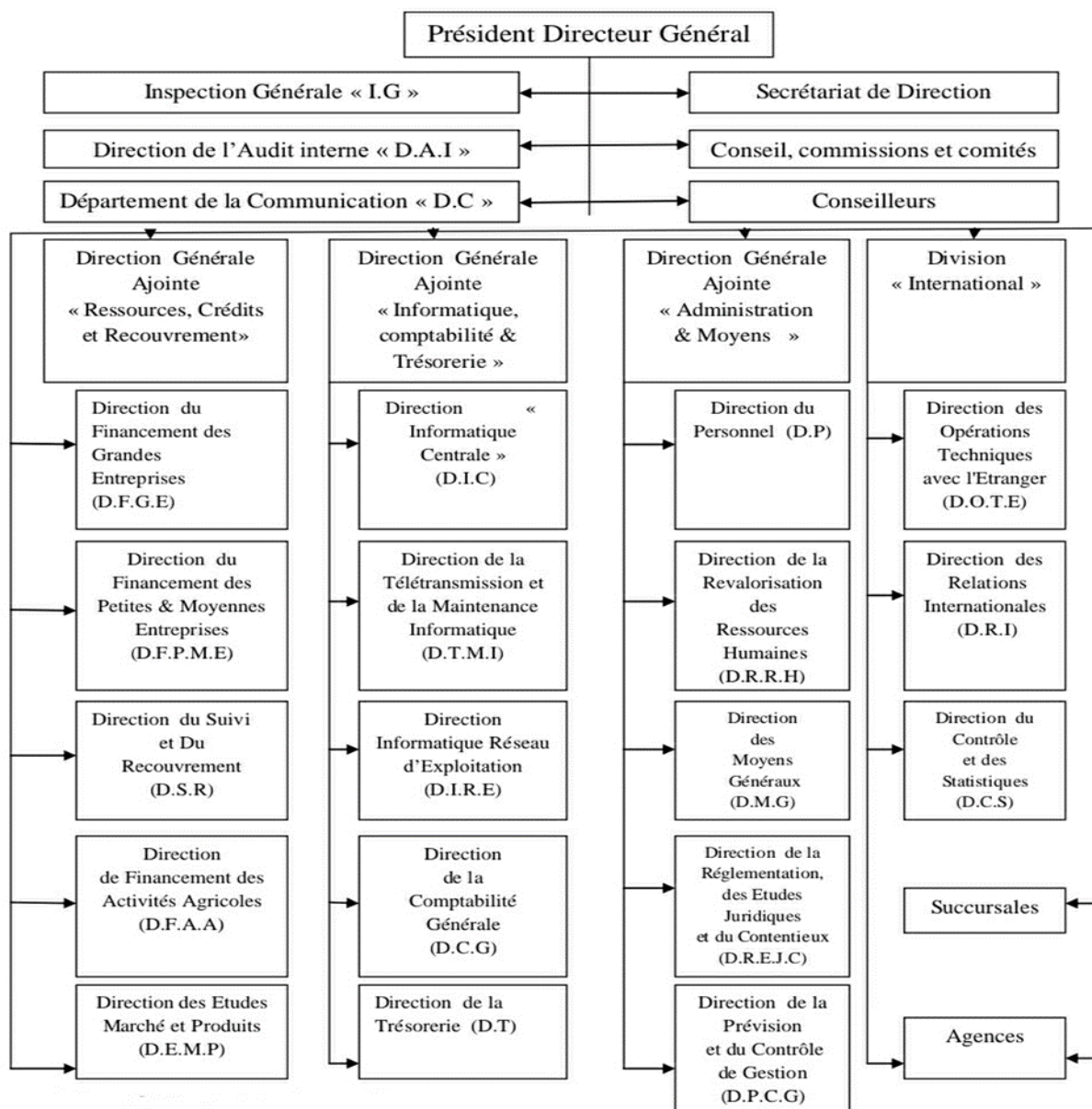
Les différents objectifs de la BADR se résument de manière suivante :

- L'augmentation des ressources aux meilleurs coûts et rentabilisation de celle-ci par des crédits productifs et diversifiés dans le respect des règles,
- La gestion rigoureuse de la trésorerie de la banque tant en dinars qu'en devises,

- L'assurance d'un développement harmonieux de la banque dans ses domaines d'activité,
- L'extension et le redéploiement de son réseau,
- La satisfaction de ses clients en leur offrant des produits et services susceptibles de répondre à leurs besoins,
- L'adaptation d'une gestion dynamique en matière de recouvrements,
- Le développement commercial par l'introduction de nouvelles techniques managériales telles que le marketing et l'insertion d'une nouvelle gamme de produits.

1.2 L'organigramme de la BADR :

Schéma N° 08 : Organigramme de la BADR



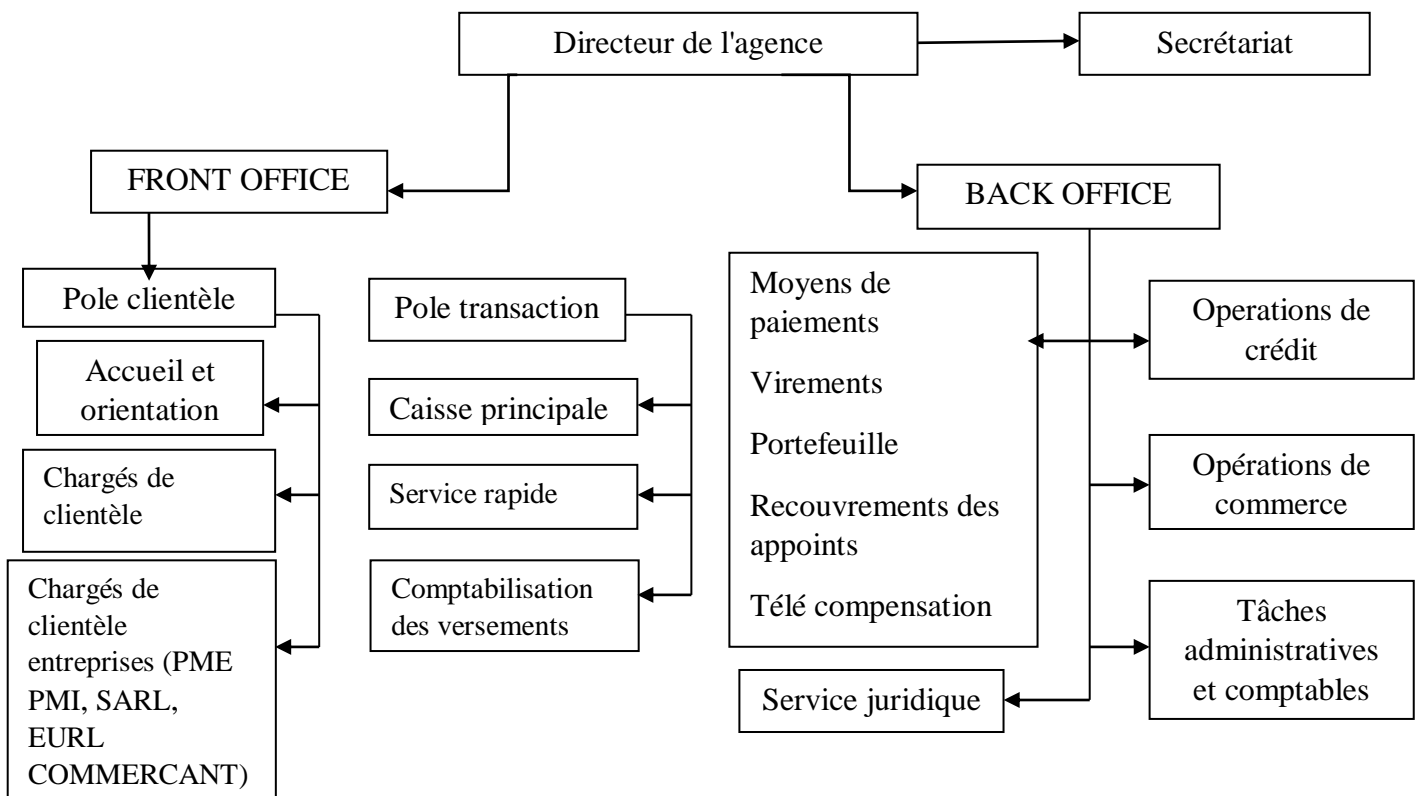
Source : Documents interne de la BADR

2) Présentation de l'agence :

L'agence est la cellule de base d'exploitation de tout établissement bancaire, se trouvant en contact direct et permanent avec la clientèle, celle-ci a pour mission de mettre en œuvre la politique globale tracée par la direction générale de la banque.

L'agence d'exploitation locale (618) est située sur la commune de Reghaia dans la wilaya d'Alger, cette agence est dotée d'un système de « banque assise », qui est composé de deux groupes de travail le « front office » et le « back office », représenté par l'organigramme ci-dessous :

Schéma N° 09 : L'organigramme de l'agence « BADR »



Source : Documents interne de la BADR

3) Les missions et attributions des différents services :

3.1 Le directeur d'agence :

C'est un manager opérationnel qui a pour mission principale l'application de la stratégie de développement de la banque, il a pour attributions de gérer et rentabiliser le fonds de commerce que constitue son agence. À cet effet :

- Il adapte l'organisation commerciale en fonction des effectifs disponibles de manière à être en situation de traiter l'ensemble des demandes clients,
- Il fixe les objectifs avec le GRE et les décline à ses collaborateurs pour l'ensemble des activités qu'il dirige,
- Il pilote et anime la production commerciale de son agence,

- Il reçoit et conseille les clients importants de l'agence lors de la réalisation d'opérations complexes,
- Il assure la diffusion et la conservation des textes réglementaires.

3.2 Le front office : Il est structuré en deux pôles : le pôle clientèle et le pôle transactions.

✓ Le pôle clientèle regroupe :

* L'accueil et l'orientation,

*Les chargés de clientèle : chargé de clientèle particuliers et chargés de clientèle entreprise.

✓Le pôle transactions regroupe :

*Le service rapide « Banque Debout »,

*La comptabilisation des versements,

*La caisse principale.

3.2.1 Le Superviseur : Le pôle clientèle est placé sous l'autorité d'un superviseur « Pôle Clientèle ». Ses missions et attributions se résument comme suit :

- Organiser l'activité commerciale « Entreprises et Particuliers » et en favoriser le développement,
- Encadrer l'activité de chargés de clientèle « Entreprise et Particuliers »,
- Élaborer les tableaux de pilotage commercial et en assurer le suivi,
- Encadrer l'activité accueil.

3.2.2 Chargés de clientèle : Les chargés de clientèle « Entreprise/ Particuliers » ont pour principales missions de :

- Gérer et développer un portefeuille de clients et prospects,
- Effectuer des transactions bancaires courantes (remise chèques, effets et virements),
- Assurer un service après-vente de qualité (informer le client de l'état d'avancement des dossiers remis, notifié au client les décisions prises).

3.2.3. Chargés de la comptabilisation des versements :

Le préposé au poste a pour principale mission d'assurer la comptabilisation des versements effectués par les clients et de remettre à ces derniers un avis d'opéré (reçu de versement).

3.2.4 Service Rapide : Le guichetier du service rapide a pour mission d'exécuter toutes les opérations de retrait en deçà de 100.000 DA.

3.2.5 Chef service « pôle transactions » : le chef service a pour mission :

- De coordonner les activités des guichetiers du service rapide, du poste comptabilisation des versements et des caissiers,
- D'assurer le bon fonctionnement et l'alimentation du GAB en billets de banque de qualité,

- Assurer les mouvements de fonds en veillant à l'équilibre des liquidités en dépôt.

3.3 Le back office :

Le back office constitue le prolongement du front office, il lui apporte l'assistance, les conseils et les informations nécessaires à la bonne exécution des opérations de la clientèle. Il regroupe les potentialités techniques et humaines nécessaires pour traiter les ordres et les opérations reçus du Front Office, du réseau et de télé compensation.

Le back office regroupe des fonctions spécifiques liées aux :

- Moyens de Paiement (télé compensation, monétique...),
- Opérations de crédit,
- Opérations de commerce extérieur,
- Tâches administratives et à la comptabilité.

3.3.1 Le Superviseur Back office : il a pour principale mission de conduire et contrôler l'activité de back office et d'assurer la coordination entre les différentes fonctions dont il a la charge. Il a pour principales attractions de :

- Assurer la répartition du travail à l'intérieur du Back office,
- Assister et orienter les collaborateurs dans l'accomplissement de leurs tâches,
- Assurer le recueil, l'analyse, la centralisation et la transmission des informations statistiques aux services utilisateurs (internes ou externes).

Service juridique : le service juridique est chargé de tous les problèmes d'ordre juridique et du suivi des règlements des opérations faisant l'objet du contentieux et du recouvrement des créances litigieuses et contentieuses.

Section 2 : La prise de décision

La prise de décision au sein de la banque s'effectue par des comités de crédit (CCT) institués réglementairement.

1) Règles et directives de crédit :

1.1. Les règles de crédit :

Les règles de crédit sont les normes de crédit que toutes les structures d'octroi ou de gestion des risques doivent respecter. Nous distinguons :

- Règles de gestion du portefeuille : ces règles trouvent leurs sources dans les règles prudentielles édictées par les autorités monétaires et celles émanant de la réglementation interne, elles visent à améliorer la qualité du portefeuille et peuvent concerner un segment d'activité, une région géographique, un secteur... etc. Elles se présentent comme « limite de risque pour les nouveaux produits, limite de risque sectoriel, limite de risque extérieur).
- Règles de gestion des relations : elles se présentent comme : risque maximum en fonction des fonds propres de la banque, risque total envers un emprunteur unique en relation à la cotation du risque.

1.2. Les directives de crédit :

Les directives de crédit sont des orientations quant aux mesures à prendre en considération lors de l'évaluation du risque. Elles se présentent comme suit :

- Surface financière du client et de son garant : elle doit être obtenue pour chaque emprunteur (ou garant important éventuellement) au moins une fois par an et systématiquement à l'examen de toute nouvelle demande. La solvabilité de l'emprunteur est établie à l'aide du canevas d'analyse,
- Évaluation des antécédents financiers,
- Évaluation des garanties.

2) Accueil de la clientèle et dépôt des dossiers de crédit**2.1. Structure d'accueil :**

Les demandes de crédits doivent être impérativement déposées auprès de l'agence la plus proche du siège social de l'entreprise et ce quel que soit le niveau de décision en matière de pouvoirs d'engagement.

L'accueil de la clientèle et la réception des dossiers ont lieu tous les jours ouvrables.

Le chargé de clientèle est l'interlocuteur privilégié de la clientèle. Il assure l'entretien préliminaire, assiste et conseille la clientèle, l'informe des conditions de banque et des pièces à fournir pour la formalisation d'un dossier de crédit.

2.2. Réception de la demande de crédit :

La demande de crédit doit comporter obligatoirement les éléments d'informations ci-après :

- La date d'introduction,
- L'identification de la relation (raison sociale et siège social),
- L'activité principale,
- L'objet de la demande de crédit, le montant et la durée des concours sollicités,
- L'estimation des garanties proposées (estimation du client).

La demande de crédit doit être signée par le gérant et/ou toute personne mandatée expressément à cet effet.

2.3. Introduction du dossier :

Le dossier de crédit doit être déposé en trois exemplaires.

Lors de l'introduction des dossiers de crédits par la clientèle, le chargé de clientèle possède à la vérification préliminaire des pièces constitutives avant d'accuser réception.

Pour éviter au client les déplacements inutiles, le chargé de clientèle est tenu de :

- S'assurer que l'objet de crédit sollicité s'inscrit dans le cadre de la politique générale du crédit de la banque et des activités finançables,

- S'assurer que le dossier de crédit présenté par le client comporte l'ensemble des documents et informations exigés,
- Procéder à une lecture sommaire du dossier si nécessaire à la présence du directeur d'agence et d'inviter le client à reformuler sa demande de crédit dans le cas où celle-ci présente des incohérences ou des incompréhensions,
- Remplir la fiche de réception du dossier de crédit puis de la remettre au demandeur (accusé de réception), contre paiement des frais d'étude,
- Enregistrer puis s'adresser, après accusé de réception le dossier formalisé au GRE.

2.4. Vérification des documents et délivrance de l'accusé de réception :

La liste des documents constitutifs d'un dossier de crédit (tous secteurs et types de crédits confondu) doit être mise à la disposition du chargé de la clientèle.

Le contrôle préliminaire des documents fournis consiste à s'assurer que le dossier contient tous les documents exigés et ce en présence du déposant du dossier.

Dans le cas où un document manque, le chargé de clientèle doit s'en référer à son superviseur, ou le cas échéant à son directeur lequel appréciera l'acceptation ou le rejet du dossier.

La signification du rejet d'un dossier incomplet doit intervenir par sa restitution, séance tenante.

Pour les dossiers complets, un accusé de réception doit être délivré immédiatement comme indiqué

L'accusé de réception est établi en quatre exemplaires : un original et trois copies :

- L'original est à remettre au client.
- Une copie est conservée par l'ALE.
- Une copie est conservée par le GRE.
- Une copie est transmise à la direction des crédits concernés.

Le GRE est chargé de transmission des copies de l'accusé de réception aux structures centrales.

Un numéro d'ordre chronologique de délivrance est attribué à chaque accusé de réception.

2.5. Enregistrement des dossiers :

Un registre des accusés de réception doit être ouvert au niveau de l'Agence.

Le registre en question doit comporter les rubriques ci-après :

- Date de délivrance,
- Numéro de l'accusé de réception,
- Dénomination, identité de la relation,
- Objet de la demande,
- Date de réponse prévue,

- Nature de la réponse donnée (acceptation, rejet).

Le délai de réponse commence à courir dès la délivrance de l'accusé de réception.

La délivrance de l'accusé de réception vaut engagement de la banque à réserver une suite dans les délais fixés à la demande de crédit introduite auprès de l'agence.

Le délai de réponse qui sera porté sur l'accusé de réception est fonction du niveau de décision en matière d'octroi de crédits.

2.6. Délais de traitement :

Par délais de traitement, nous entendons le nombre de jours, allant par la date portée sur l'accusé de réception à celle portée sur la notification de la décision du comité adressée au client :

- Pouvoir d'engagements agences : 30 jours calendaires.
- Pouvoir d'engagements groupes : 35 jours calendaires.
- Pouvoir d'engagements centraux : 45 jours calendaires.

Pour les crédits entrant dans le cadre des dispositifs de création d'emplois, il y a lieu de respecter les dispositions particulières convenues avec les partenaires en charge de la gestion de ces dossiers.

3) Processus de prise de décision des comités de crédit et de trésorerie :

La décision d'octroi de crédits relève du comité de crédit et de trésorerie (CCT) concerné dans le cadre de la délégation dont il bénéficie de la direction générale. L'agence interlocuteur privilégié du client, doit être informée par les voies les plus rapides du sort réservé aux demandes de financement traitées soit dans les deux jours ouvrables suivant la prise de décision par le comité de crédit.

3.1. Comité de crédit et de trésorerie ALE :

Les dossiers complets sont examinés et sanctionnés par CCT/ALE dans la limite des pouvoirs qui lui sont délégués. Certaines agences bénéficient d'autorisations spéciales dans le cadre de traitement de certaines catégories de dossiers.

3.1.1. Cas d'avis favorable :

En cas d'avis favorable et après la signature du PV du CCT, l'ALE procédera à l'établissement puis à la saisie de l'autorisation d'engagement. L'autorisation est établie en trois exemplaires :

- Un exemplaire est classé dans le dossier de client au niveau de l'agence. Des copies doivent être prévues pour les différents services,
- Un exemplaire accompagné du dossier miroir et adressé à la sous-direction exploitation du GRE pour contrôle à posteriori,
- Un exemplaire est adressé à la sous-direction chargée du suivi accompagné du PV de comité.

3.1.2. Cas d'avis défavorable :

En cas d'avis défavorable, l'ALE procède à la notification au demandeur de la décision de rejet dans les deux jours ouvrables suivant la réception de la décision du comité.

Les lettres de rejet des demandes de financement doivent être obligatoirement motivées de manière claire et objective. Des copies de lettre de rejet doivent être conservées :

- Au niveau de l'agence,
- Au niveau de la Sous-Direction Exploitation du GRE,
- Au niveau de la Sous-Direction chargée du suivi accompagné du PV du comité.

3.1.3. Cas à soumettre au comité de crédit de GRE :

Les demandes de crédits soumise à l'appréciation du CCT/ALE sont transmises au comité du palier supérieur dans les cas suivants :

- Les crédits sollicités dépassent les côtés délégués aux ALE,
- Un deuxième recours est introduit suite à un double avis défavorable prononcé par le comité ALE.

3.2. Matérialisation de la décision d'octroi de crédit :**3.2.1. L'autorisation d'engagement :**

La décision d'octroi de crédit est matérialisée par une autorisation d'engagement signée nécessairement par le directeur de la structure émettrice ou son remplaçant dûment désigné.

L'autorisation d'engagement est établie par la structure dont relève le dossier sur la base du PV du CCT.

Tous les crédits accordés à un même client doivent être repris sur une seule et même autorisation.

Les crédits accordés antérieurement et toujours en vigueur (encore d'utilisation ou de remboursement) sont repris pour mémoire sur la nouvelle autorisation. Cette dernière annule et remplace la précédente.

3.3 Pouvoir d'engagement :

Les pouvoirs d'engagement concernant les comités de crédit et de trésorerie sont limités par des plafonds d'engagement fixée selon la nature des crédits.

Les pouvoirs d'engagement délégués aux comités agences sont déterminés suivant la classification qui leur est attribuée et sont arrêtés à l'intérieur des fourchettes minimum/maximum reprise ci-après :

Tableau N° 05 : Pouvoirs d'engagements agences

Désignation	Minimum (DA)	Maximum (DA)
Crédit d'exploitation	300 000	5 000 000
Crédit d'investissement	1 000 000	5 000 000

Source : documents interne de la BADR

4) Mise en place des crédits accordés :

La présente partie consiste à traduire dans la pratique la décision prise par la banque d'accorder son concours à sa clientèle par la mise en force du crédit consenti.

4.1 Concrétisation de la décision de financement :

Notification et la saisie de l'autorisation d'engagement : Elle doit être instruite dès la saisie des limites d'engagements, en termes de montant, de validité et de prêt approprié. La saisie des dossiers de prêt s'effectue sur la base des informations contenues dans l'autorisation d'engagement quelle que soit la structure qui l'a établi.

4.2 Instruction du dossier :

Les dossiers de crédit étant gérés par le système d'informatique, indépendamment les uns des autres, tous les prêts doivent faire l'objet de la création d'un dossier même lorsqu'ils concernent un même bénéficiaire.

La création du dossier se traduit par la saisie des données relatives au prêt à mettre en place. Ces données sont à saisir obligatoirement, lorsqu'une donnée obligatoire n'est pas saisie, le système ne permet pas à l'utilisateur de saisir la donnée suivante. Ces données sont comme suit :

- Données générales (le type de prêt, code objet de prêt, capital prêté, durée d'amortissement, type d'amortissement, type de taux, modalités de remboursement, mode de recouvrement des intérêts intercalaires, intérêts et pénalités de retard, date de début d'utilisation, date limite d'utilisation),
- Données particulières (concernent les crédits accordés dans le cadre des différents dispositifs d'aide), données relatives à la période de différé et la perception des frais (durée de la période de différé, taux d'intérêt de différé, capital majoré),
- Données relatives à l'emprunteur et au paiement des échéances (Numéro du client, prélèvement de l'échéance, compte de prélèvement, activité, organe de décision).

4.3 Les garanties :

Les garanties bordant les crédits consentis par la banque peuvent être soit liées par le déblocage de fonds (objet de financement), soit en être indépendantes, on distingue deux catégories de garanties, celle dont le recueil doit avoir lieu antérieurement au déblocage de fonds (garanties et réserves bloquantes et celle qui ne peuvent être recueillies que postérieurement à celui-ci (garanties et réserves non bloquantes).

4.4. Déblocage de fonds :

Le déblocage de fonds consiste à créditer le compte courant du client de manière à permettre le règlement de la dépense liée à l'objet du crédit, il peut être partiel ou total.

Le dernier déblocage (la fin de la période d'utilisation) marque la date de début de prêt dans une phase active de suivi et de gestion. Le remboursement du prêt doit s'effectuer conformément au tableau d'amortissements, le client a toutefois la possibilité de rembourser par anticipation de manière partielle ou intégrale son prêt).

4.5. Les impayés :

Tout crédit non payé (toute échéance non réglée) depuis plus de trois mois à partir de la date de son échéance et les crédits ayant subis une déchéance totale du terme sont considérés comme des impayés classés conformément à la réglementation prudentielle.

Le débiteur qui n'arrive pas pour des raisons fondées à honorer une échéance de crédit peut obtenir sa prorogation, il est tenu pour se faire adresser à son agence une demande écrite justifiant le recours à cette option.

La prorogation doit intervenir dans les 90 jours qui suivent la date d'échéance et ne doit pas excéder une durée de 06 mois.

Section 3 : Étude d'un dossier de crédit bancaire

Tout au long de cette section nous essaierons d'analyser les principales phases dans le conduit opéré par le banquier, pour l'octroi de crédits.

1) Étude et analyse d'une demande de crédit d'investissement

En janvier 2017, l'agence BADR de Reghaia a reçu une demande de financement d'un projet d'investissement dans le cadre des activités agricoles.

1.1 Identification de l'entreprise :

- Secteur d'activité : Agriculteur-Eleveur.
- Activité : Import-export.
- Siège social : Rouiba, Wilaya d'Alger.
- Date de création : 06/06/1993.
- Date d'entrée en relation : 12/01/2015.

1.2 L'objet de crédit :

La EURL BM a sollicité la BADR pour la mise en place d'un crédit à moyen terme (CMT) pour le financement d'un abattoir moderne qui répondra aux normes d'hygiène et du salubrité internationale, cet investissement est d'un montant global de six cent cinquante-cinq millions cinq cent quarante-cinq mille dinars Algérien (655 545 000 DA) sans frais d'assurance.

Les taux de financement de ce crédit sont de 79% de la banque et de 21% du client :

- Investissement : 517 880 550 DA
- Montant de l'apport personnel : 137 664 450 DA

Le crédit sollicité a un taux bonifié de 2% (3,50% à la charge du client), il sera remboursé sur 12 ans avec un différé de 24 mois.

Afin de bénéficier de ce crédit, le client a présenté pour l'étude un dossier comportant :

- Demande de crédit.
 - Cahier des charges.
 - Acte de concession.
 - Situation fiscale et parafiscale.
 - Les bilans des trois dernières années.
 - Facture proforma.
 - Permis de construire.
 - Carte Fellah.
 - Etudes technico-économique du projet.
 - La consultation de la centrale des risques et des impayés.
 - Accusé de réception.
 - Note au comité de trésorerie et de crédit.
- **Garanties proposées :**
- L'ensemble des équipements.
 - Le terrain de 2.450 m² qui abritera toute l'activité.

• **Garanties bloquantes :**

- Hypothèque légale en 1^{er} rang de la concession d'une superficie totale de 13 Ha 81 Ares 25 Centiares élargie aux constructions situé à la Commune et Daïra de Rouiba, wilaya d'Alger.
- Garanties financières de la caisse de garantie des crédits d'investissements (la CGCI).

• **Réserves bloquantes :**

- Versement de l'apport personnel en numéraire.
- Convention de prêt dûment signée et enregistrée.
- Signature chaîne de billets à ordre matérialisant l'échéancier de remboursement.
- Situation fiscale actualités apuré ou avec échéancier.
- Une assurance contre les catastrophes naturelles « CATNAT » au profit de la BADR avec subrogation et tacite reconduction jusqu'à extinction du crédit.

• **Garanties non bloquantes :**

- Nantissement des équipements à financer.

• **Réserves non bloquantes :**

•Une assurance des équipements financiers « DPAMR » au profit de la BADR avec subrogation des équipements avec tacite reconduction jusqu'à extinction du crédit.

1.3. Analyse de la structure financière :

Pour avoir une analyse financière de la EURL BM, il faut d'abord faire collecter les documents comptables nécessaires qui permettent d'élaborer le bilan financier relatif à la situation financière de l'entreprise.

1.3.1 Bilan financier condensé :

Après le dépouillement des bilans, nous avons abouti aux bilans financiers condensés suivant : **Tableau N° 06 : Bilan financier condensé « actifs » des années 2014, 2015, 2016**

ACTIFS			
Années	2014	2015	2016
Actifs fixes	751 068	738 853	793 600
Actifs immobilisés	751 068	738 853	793 600
Actifs circulants	61 264 165	59 090 949	76 502 955
Stocks et encours (VE)	28 927 075	17 019 091	37 744 767
Les créances (VR)	6 300 972	9 975 852	15 080 331
Disponibilités (VD)	26 036 116	32 096 004	23 677 866
Total actifs	62 015 233	59 829 802	77 296 566

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Tableau N° 07 : Bilan financier condensé « passifs » des années 2014, 2015, 2016

PASSIFS			
Années	2014	2015	2016
Capitaux propres	5 608 648	6 320 439	6 716 377
DLMT	10 509 000	10 509 000	22 884 000
DCT	45 897 585	43 000 363	47 696 188
Total Passifs	62 015 233	59 829 802	77 296 566

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

1.3.2 Bilan financier en grandes masses

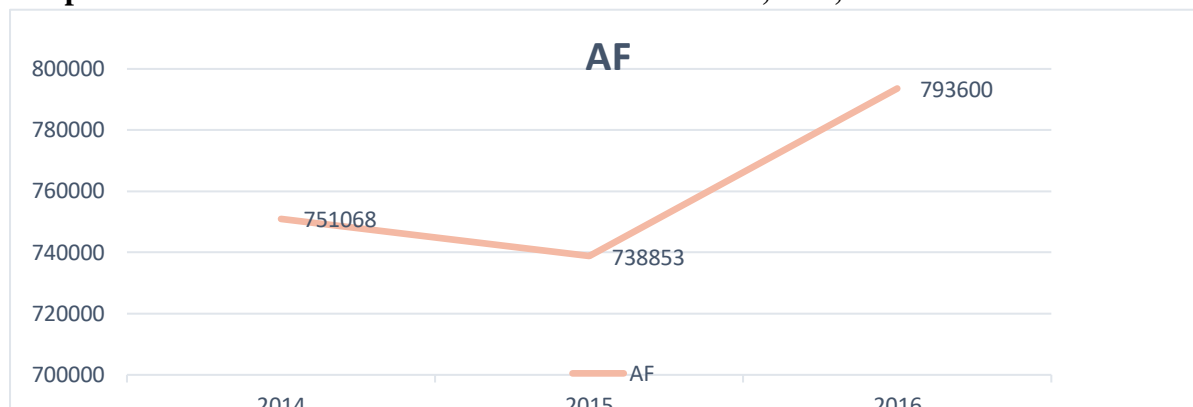
Tableau N° 08 : Masse d'actifs immobilisés des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Actifs immobilisés	751 068	738 853	793 600
Évolution	1,21%	1,23%	1,02%

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Nous remarquons une diminution des actifs immobilisés de 751 068 DA en 2014 à 738 853 DA en 2015, due à la baisse des actifs immobilisés, ainsi nous constatons une augmentation de 793 600 DA en 2016, due à l'augmentation des actifs immobilisés.

Graphe N°01 : Évolution de l'actif fixe des années 2014,2015, 2016

Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N° 08

Tableau N° 09 : Masse d'actifs circulants des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014		2015		2016	
Actifs circulants	61 264 165	98,79%	59 090 949	98,77%	76 502 966	98,97%
VE	28 927 075	46,64%	17 019 091	28,44%	37 744 767	48,83%
VR	6 300 972	10,16%	9 975 852	16,67%	15 080 331	19,50%
VD	26 036 116	41,98%	32 096 004	53,64%	23 677 866	30,63%

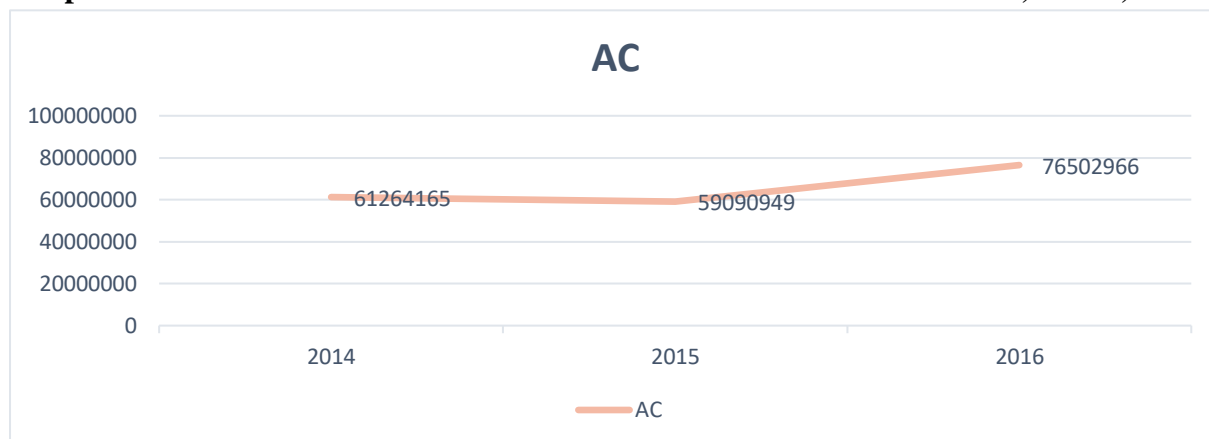
Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Les valeurs d'exploitation (VE) : Nous constatons une diminution du taux des VE de 46,64% en 2014 à 28,44% en 2015, puis une augmentation de 48,83% en 2016. L'augmentation est procurée par la nature de l'activité de l'entreprise qui nécessite la constitution importante des stocks pour faire face aux imprévus.

Les valeurs réalisables (VR) : Les VR sont en hausse passant de 10,16% en 2014 à 16,67% en 2015, soit une hausse de 6,51% due à l'augmentation des créances en 2015 puis atteindre 19,50% du total du bilan en 2016 qui est également due à l'augmentation des créances.

Les valeurs disponibles (VD) : Nous remarquons une augmentation de 41,98% en 2014 à 53,64% en 2015, puis elles connaissent une baisse de 23,01% pour atteindre 30,63% en 2016.

Graphe N°02 : Évolution de l'actif circulant des années 2014, 2015, 2016

Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N° 09

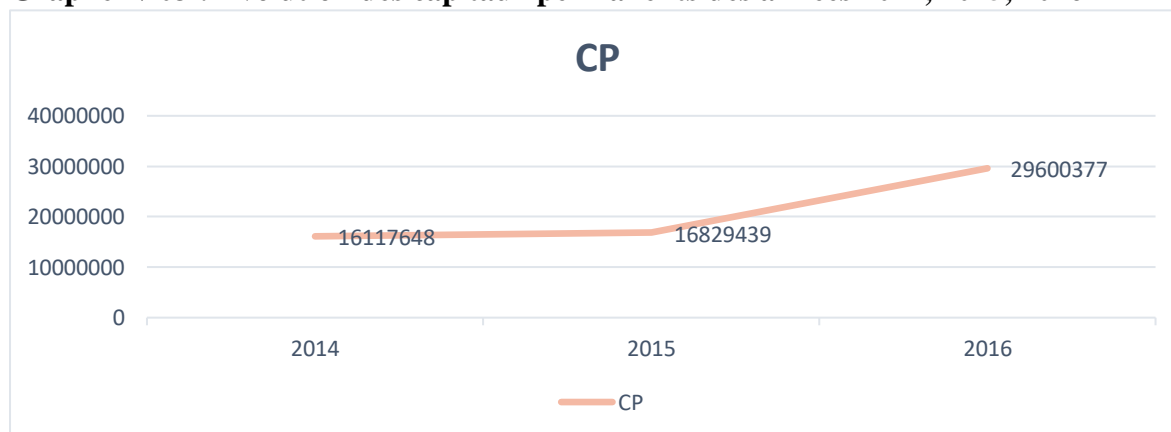
Tableau N°10 : Masse des capitaux permanents des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Capitaux permanents	16 117 648	16 829 439	29 600 377
Évolution	25,99%	28,12%	38,29%

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Les capitaux permanents (CP) sont en augmentation remarquable, ils représentent 25,99% du total du bilan en 2014, 28,12% en 2015 et 38,29% en 2016. L'augmentation des CP explique l'importance du ratio de solvabilité.

Graphe N°03 : Évolution des capitaux permanents des années 2014, 2015, 2016

Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°10

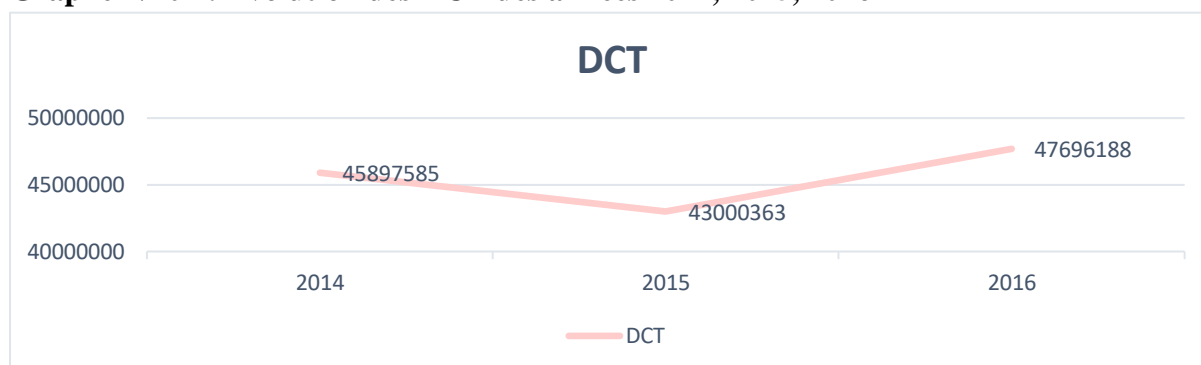
Tableau N°11 : Masse des dettes à court terme des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Dettes à court terme	45 897 585	43 000 363	47 696 188
Évolution	74,01%	71,87%	61,70%

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Les dettes à court terme sont en diminution, elles représentent 74,01% du total passifs en 2014, puis 71,87% en 2015, pour enfin atteindre 61,70%.

Graphes N° 04 : Évolution des DCT des années 2014, 2015, 2016

Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°11

1.3.3 L'analyse de l'équilibre financier des années 2014, 2015, 2016**1.3.3.1 Calcul du fonds de roulement :**

Il peut se calculer par les deux méthodes qui suivent :

$$FR = \text{Capitaux Permanents} - \text{Actifs Immobilisés}$$

$$FR\ 2014 = 16\ 117\ 648 - 751\ 086 = 15\ 366\ 580$$

Tableau N°12 : Calcul du fonds de roulement (FR) par le haut du bilan des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Capitaux permanents	16 117 648	16 829 439	29 600 377
Actifs immobilisés	751 068	738 853	793 600
FR	15 366 580	16 090 586	28 806 777

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

La deuxième méthode : le bas du bilan

$$FR = \text{Actifs Circulants} - \text{DCT}$$

$$FR\ 2014 = 61\ 264\ 165 - 45\ 897\ 585$$

Tableau N°13 : Calcul du fonds de roulement (FR) par le bas du bilan des années 2014, 2015, 2016

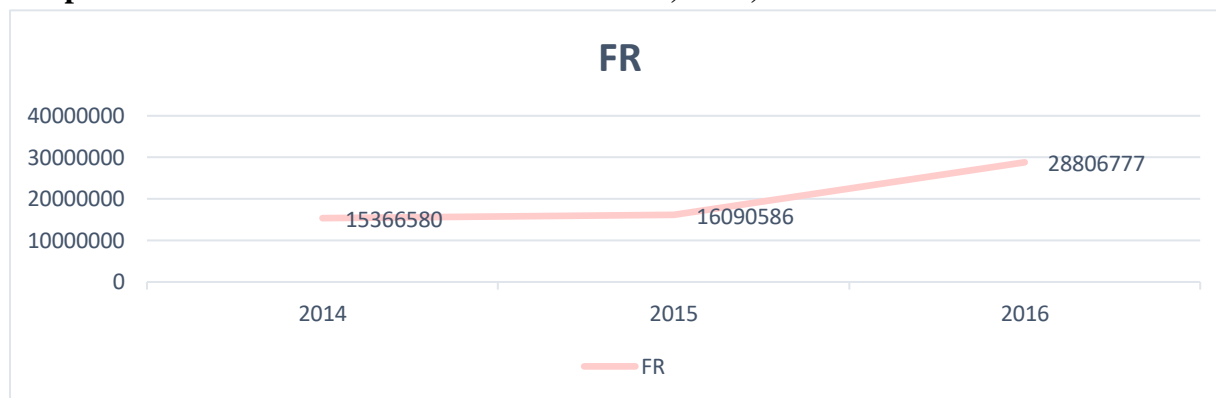
Désignation	2014	2015	2016
Actifs circulants	61 264 165	59 090 049	76 502 955
DCT	45 897 585	43 000 363	47 696 188
FR	15 366 580	16 090 586	28 806 777

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Le fonds de roulement (FR) est positif pendant les trois années, cela signifie que l'entreprise a pu réunir assez de capitaux permanents permettant de financer à la fois l'intégralité des immobilisations et une partie des actifs courants.

En d'autres termes, l'entreprise dispose grâce au FR d'un excédent de ressources stables (ou une marge de sécurité) permettant de financer une partie de son activité à court terme. Dans ce cas, elle est en équilibre financier à long terme.

Graphes N°05 : Évolution du FR des années 2014, 2015, 2016

Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°13

1.3.3.2 Calcul du besoin en fonds de roulement (BFR)

Il peut se calculer comme suit :

$$BFR = (VE + VR) - DCT$$

$$BFR\ 2014 = (28\ 927\ 075 + 6\ 300\ 972) - 45\ 897\ 585 = -10\ 669\ 538$$

Tableau N° 14 : Calcul du besoin en fonds de roulement (BFR) des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Stocks et encours (VE)	28 927 075	17 019 091	37 744 767
Créances (VR)	6 300 972	9 975 852	15 080 331
DCT	45 897 585	43 000 363	47 696 188
BFR	-10 669 538	-16 005 420	5 128 910

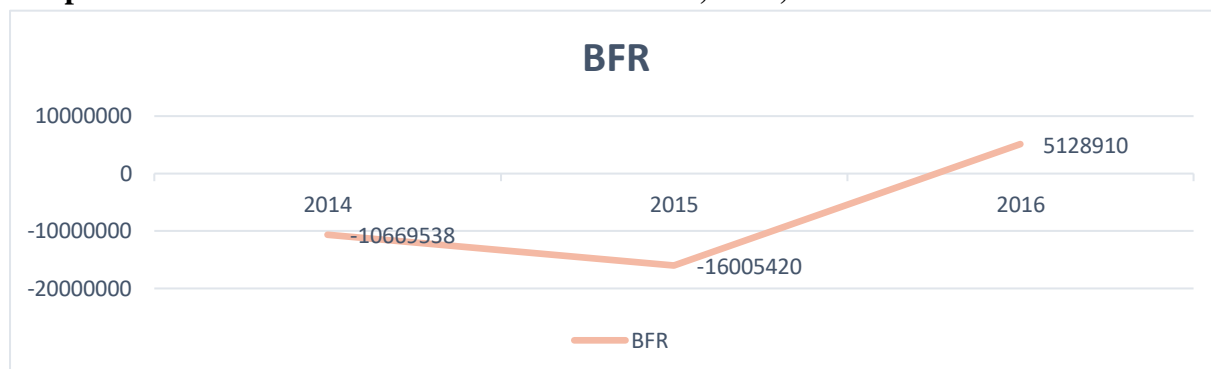
Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est négatif durant les deux années 2014 et 2015 cela signifie que les ressources d'exploitation sont supérieures aux besoins d'exploitation, ce qui montre que le cycle d'exploitation fonctionne bien, en bref l'entreprise peut régler ses fournisseurs après avoir été payée par ses clients. En 2016, le BFR est positif et cela montre un besoin de financement à court terme et signifie que les créances clients et les stocks sont plus importants que les dettes fournisseurs, c'est-à-dire que l'entreprise paye ses fournisseurs

avant d'être payée par ses clients, dans notre cas le BFR positif n'est pas grave car l'entreprise dispose de suffisamment de fonds de roulement ce qui permet de garantir le cycle d'exploitation.

Graphique N° 06 : Évolution du BFR des années 2014, 2015, 2016



Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°14

1.3.3.3 Calcul de la trésorerie :

$$TN = FR - BFR$$

$$TN\ 2014 = 15\ 366\ 580 - (-10\ 669\ 538) = 26\ 036\ 118$$

Tableau N° 15 : Calcul de la trésorerie nette (TN) des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
FR	15 366 580	16 090 586	28 806 777
BFR	-10 669 538	-16 005 420	5 128 910
TN	26 036 118	32 096 006	23 677 867

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

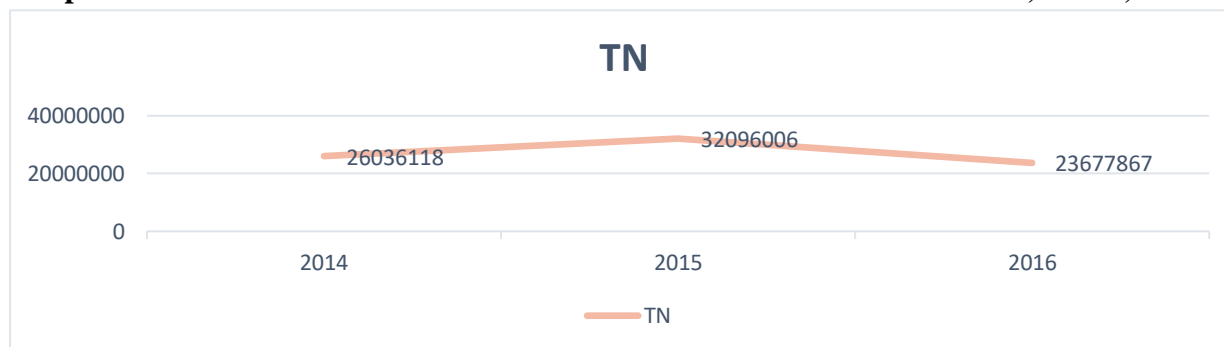
Commentaire :

D'après le calcul de la trésorerie nette, nous constatons que l'entreprise BM dispose d'une trésorerie positive pour les trois années d'un montant de 26 036 118 DA en 2014, 32 096 006 DA en 2015 et 23 677 967 DA en 2016, cela signifie que les ressources de l'entreprise permettent de couvrir l'intégralité de ses besoins.

La situation financière de l'entreprise semble saine étant donné qu'elle se trouve en mesure de financer des dépenses nouvelles sans avoir recours de financement, elle est dans une situation d'équilibre immédiat et dispose d'une marge de sécurité suffisante.

La différence entre le FR et BFR constitue un excédent de liquidité qui se retrouve dans la TN.

Graphes N°07 : Évolution de la trésorerie nette des années 2014, 2015, 2016



Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N° 15

L'entreprise affiche un équilibre de fonds de roulement positif pour les trois exercices et le surplus lui a permis de couvrir son besoin en fonds de roulement (charges d'exploitation courantes) en 2016, ce qui lui a permis de dégager une trésorerie positive. Alors l'entreprise est équilibrée pendant les trois années.

1.3.4 Analyse du compte de résultat :

- Analyse par les soldes intermédiaires de gestion (SIG) :

Tableau N° 16 : Soldes intermédiaires de gestion condensé des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Chiffre d'affaires HT	47 483 387	67 610 116	36 417 162
Production de l'exercice	47 483 387	67 610 116	36 417 162
Consommation de l'exercice	44 698 029	66 773 568	33 055 845
Valeur ajoutée (VA)	2 785 357	836 548	3 361 316
Excédent brut d'exploitation (EBE)	994 229	111 958	282 237
Résultat d'exploitation	933 332	256 608	120 125
Résultat financier	317 683	1 201 453	523 345
Résultat net de l'exercice	615 648	944 845	643 470
Capacité d'autofinancement (CAF)	676 545	1 306 212	794 330

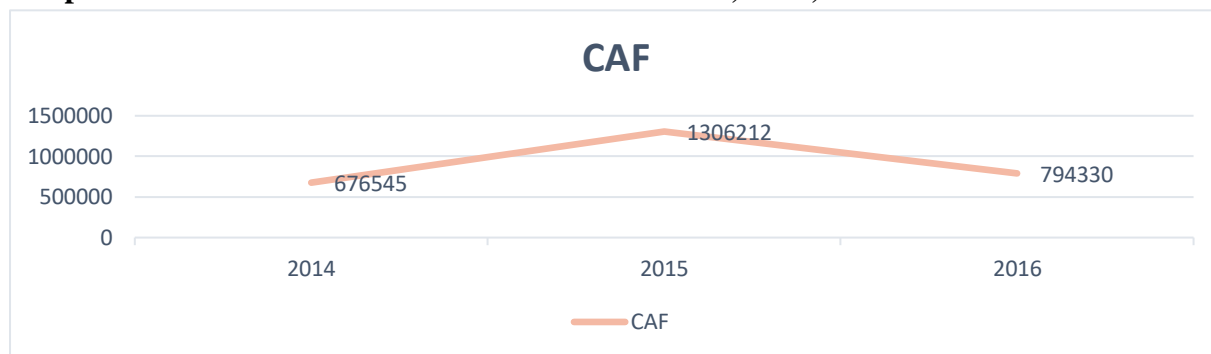
Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Tableau N° 17 : le calcul de la CAF des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
EBE	994 229	111 958	282 237
+autres produits opérationnels	0	0	0
- autres charges opérationnelles	0	-7200	-11 252
+Produits financiers	+163 646	+1 402 892	+852 186
-charges financières	-481 330	-201 438	-328 841
CAF	676 545	1 306 212	794 330

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Graph N° 08 : Évolution de la CAF des années 2014, 2015, 2016



Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°17.

Commentaire :

L'ensemble des soldes intermédiaires de gestion (SIG) ainsi que le chiffre d'affaire (CA), montrent que la totalité des charges de l'entreprise est couverte par les produits réalisés et dégagent par conséquent un excédent qui se traduit par le résultat net positif tout au long des années d'étude.

La capacité d'autofinancement représente les flux de trésorerie dégagés par l'entreprise durant l'exercice. Cette CAF permet de rembourser les annuités du capital emprunté, de financer le BFR. Pour notre cas, nous notons l'augmentation de la CAF en 2015 (1 306 212 DA), puis sa diminution de 794 330 DA en 2016.

1.3.5 Analyse par la méthode des ratios :

Dans cette partie nous allons analyser la situation financière de l'entreprise par la méthode des ratios les plus significatifs.

A) Ratios de la structure financière

- **Ratio de financement permanent** : Il se calcule comme suit :

$$\text{Capitaux permanents} / \text{Actifs Immobilisés}$$

Tableau N° 18 : le calcul de ratio de financement permanent des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Capitaux permanents	16 117 648	16 829 439	29 600 377
Actifs immobilisés	751 068	738 853	793 600
R F Permanent	21,46	22,77	37,3

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation : Ce ratio est supérieur à 1 durant les trois années 2014,2015,2016, ce qui exprime que les actifs immobilisés sont largement couverts par les capitaux permanents et dégagent un FR positif et évolutif.

- **Ratio de financement propre** : Il se calcule comme suit :

$$\text{Capitaux propres} / \text{Actifs immobilisés}$$

Tableau N° 19 : le calcul de ratio de financement propre des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Capitaux propres	5 608 648	6 320 439	6 716 377
Actifs immobilisés	751 068	738 853	793 600
R F Propre	7,47	8,55	8,46

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio est supérieur à 1 pendant les trois années étudiées, ce qui explique que l'entreprise n'a pas utilisé ses propres moyens parfaitement surtout avec la disponibilité des DLMT, ce ratio doit être inférieur à 1.

- **Ratio de financement total :** Il se calcule comme suit :

$$\text{Capitaux propres} / \text{Total Passifs}$$

Tableau N° 20 : le calcul de ratio de financement total des années (RFT) 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Capitaux propres	5 608 648	6 320 439	6 716 377
Total Passifs	62 015 233	59 829 802	77 296 566
Ratio de Financement Total	0,09	0,1	0,08

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Durant les trois années étudiées, l'entreprise a enregistré un ratio inférieur à 0,5, ce qui explique que la part représentée par les ressources propres n'a pas pu estimer dans la structure globale de l'entreprise.

- **Ratio d'autonomie financière :** Il se calcule comme suit :

$$\text{Capitaux propres} / \text{Total des dettes}$$

Tableau N° 21 : le calcul de ratio d'autonomie financière des années (RAF) 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Capitaux propres	5 608 648	6 320 439	6 716 377
Total des dettes	56 406 585	53 509 363	70 580 188
R d'autonomie financière	0,1	0,12	0,1

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio indique que le fond propre est insuffisant durant les trois années d'étude, alors

l'entreprise n'est pas autonome en matière de financement, ce qui signifie que le cycle d'exploitation est financé par les dettes à court terme. Ce ratio doit être supérieur à 0,5.

B) Ratios de solvabilité et liquidité financière

B.1. Ratio de solvabilité financière :

- **Ratio de solvabilité générale** : Il se calcule comme suit :

$$RSG = \text{Total actifs} / \text{Total des dettes}$$

Tableau N° 22 : le calcul de ratio de solvabilité générale des années (RSG) 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Total actifs	62 015 233	59 829 802	77 296 566
Total des dettes	56 406 585	53 509 363	70 580 188
RSG	1,1	1,12	1,1

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio est supérieur à 1 pendant les trois années de l'étude, il atteint les 110% en 2016, donc l'entreprise est solvable, c'est-à-dire elle peut vendre l'ensemble de ses actifs pour faire face à l'ensemble de ses dettes.

- **Ratio d'endettement** : Il se calcule comme suit :

$$\text{Dettes financières} / \text{Capitaux propres}$$

Tableau N°23 : le calcul de ratio de capacité d'endettement des années (RCE) 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Dettes financières	10 509 000	10 509 000	22 884 000
Capitaux propres	5 608 648	6 320 439	6 716 377
Ratio d'endettement	1,87	1,66	3,4

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio est supérieur à 1 sur la période étudiée, ce qui signifie que l'entreprise n'est pas dépendante des tiers, donc elle est dans l'incapacité de s'endetter en cas de besoin.

B.2. Les ratios de liquidité :

- **Ratio de liquidité générale** : Il se calcule comme suit :

$$RLG = \text{Actifs Circulants} / \text{DCT}$$

Tableau N° 24 : le calcul de ratio de liquidité générale des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Actifs Circulants	61 264 165	59 090 949	76 502 966
Dettes à court terme DCT	45 897 585	43 000 363	47 696 188
RLG	1,33	1,37	1,6

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio est supérieur à 1 pendant les trois années de l'étude, ce qui explique que l'actif circulant couvre totalement les dettes à court terme et dégage une marge de sécurité qui atteint les 160 % en 2016. Alors l'entreprise est en bonne liquidité.

- **Ratio de liquidité restreinte** : Il se calcule comme suit :

$$RLR = (\text{Créances} + \text{disponibilités}) / DCT$$

Tableau N° 25 : le calcul de ratio de liquidité restreinte des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Créances + disponibilités	32 337 088	42 071 856	38 758 197
DCT	45 897 585	43 000 363	47 696 188
RLR	0,7	0,98	0,81

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio est inférieur à 1 pendant les trois années de l'étude, cela signifie que l'entreprise est incapable de faire face au remboursement de ses dettes à court terme à partir de ses valeurs réalisables et disponibles. (Pour faire face à ses échéances, l'entreprise peut vendre ses stocks).

- **Ratio de liquidité immédiate** : Il se calcule comme suit :

$$RLI = \text{Disponibilités} / DCT$$

Tableau N° 26 : le calcul de ratio de liquidité immédiate des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Disponibilités	26 036 116	32 096 004	23 677 866
DCT	45 897 585	43 000 363	47 696 188
RLI	0,57	0,75	0,5

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio est inférieur à 1 pendant les trois années de l'étude, cela signifie que l'entreprise est incapable de faire face au remboursement de ses dettes à court terme à partir de ses

disponibilités.

C) Ratios de rentabilité :

- **Ratio de rentabilité économique** : Il se calcule comme suit :

$$RRE = \text{Résultat d'exploitation} / \text{Total actifs}$$

Tableau N°27 : le calcul de ratio de rentabilité économique des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Résultat d'exploitation	933 332	256 608	120 125
Total actifs	62 015 233	59 829 802	77 296 566
RRE	0,01	0,04	0,001

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio mesure la rentabilité des capitaux engagés, nous remarquons que durant toutes les années étudiées, l'entreprise a pu générer des bénéfices à partir des capitaux investis.

- **Ratio de rentabilité financière** : Il se calcule comme suit :

$$RRF = \text{Résultat net} / \text{Capitaux Propres}$$

Tableau N°28 : le calcul de ratio de rentabilité financière des années 2014, 2015, 2016

Désignation	2014	2015	2016
Résultat net	615 648	944 845	643 470
Capitaux Propres	5 608 648	6 320 439	6 716 377
RRF	0,1	0,14	0,09

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio mesure la capacité des capitaux investis (capitaux propres) à dégager un certain niveau de profit, dans notre cas, nous remarquons que l'entreprise a pu générer des bénéfices pendant les trois années de l'étude et cela signifie que les capitaux propres sont rentables.

Conclusion de l'étude :

Après avoir analysé la situation financière de l'entreprise BM par les différents indicateurs financiers, nous avons constaté qu'elle est en bonne santé financière, les actifs immobilisés dans toute la durée de l'étude sont largement couverts par les capitaux permanents et dégagent un FR positif et évolutif. À partir des résultats dégagés par notre étude, l'entreprise est solvable, la liquidité s'appécie d'année en année et les actifs circulants arrivent à couvrir la totalité des dettes à court terme, la rentabilité financière et économique est satisfaisante ce qui explique que l'activité de l'entreprise est stable.

Au terme de notre étude, nous avons abouti à des résultats similaires à ceux obtenus par la banque. À cet effet, nous avons partagé l'avis du chargé d'étude (qui est un avis favorable), ayant pris en charge le traitement de dossier quant à l'octroi de crédit d'investissement sollicité.

2) Étude et analyse d'une demande de crédit d'exploitation

La présente étude de cas porte sur une demande d'une ligne de caution de crédit d'exploitation, La EURL ETPH a mis la demande de crédit accompagnée des documents constitutifs du dossier de crédit pour l'étude.

2.1 Identification de l'entreprise :

L'entreprise de travaux publics et hydrauliques ETPH est créé en 1997, elle est titulaire d'un certificat de qualification et de classification professionnelle catégorie six en travaux publics comme activité principale et en hydraulique comme activité secondaire. Elle active aussi sur le domaine de l'importation des engins et matériels de travaux publics et ainsi que dans le domaine de la promotion immobilière. Son siège social est situé à Ouled Heddadj, wilaya de Boumerdes. La gérance est assurée par Monsieur A.Y.

2.2 L'objet de crédit :

L'entreprise sollicite l'établissement une ligne de caution de bonne exécution d'un montant de cinquante millions de dinars (50 000 000 DA) sous forme de cautions bancaires.

Le financement de cette caution de bonne exécution sera de 80% la banque et de 20% du client :

- Exploitation : 40 000 000 DA
- Montant de l'apport personnel : 10 000 000 DA

Le remboursement de cette caution se fera par des retenues sur chaque situation des travaux des marchés déjà acquis et des marchés futurs.

Les garanties proposées :

- Nantissement des marchés déjà acquis,
- Nantissement du marché à financer.

Constitution du dossier :

- La demande de crédit.
- Situation fiscale et parafiscale.
- Les bilans des trois dernières années.
- Bilan prévisionnel exercice 2023.
- Plan de trésorerie.
- Plan de financement.
- Etats des projets en cours.
- Certificat de qualification et de classification professionnelle.
- Registre de commerce.
- Copies des marchés acquit.
- Contrat de vente immobilière.

- Note au comité de crédit.
- PV de comité d'Agence.
- Accusé de réception.
- Attestation mise à jour CACOBATPH.

2.3 Analyse de la structure financière :

Pour avoir une analyse financière de l'ETPH, il faut d'abord faire collecter les documents comptables nécessaires qui permettent l'élaboration du bilan financier relatif à la situation financière de l'entreprise.

2.3.1 Bilan financier condensé :

Après le dépouillement des bilans, nous avons abouti aux bilans financiers condensés suivant :

Tableau N°29 : Bilan financier condensé « ACTIFS » des années 2020, 2021, 2022

ACTIFS			
Années	2020	2021	2022
Actifs fixes	12 614 039	12 703 471	9 293 900
Actifs immobilisés	12 614 039	12 703 471	9 293 900
Actifs circulants	503 827 820	361 483 858	287 574 666
Stocks et encours (VE)	-	34 991 293	16 200 606
Les créances (VR)	428 130 092	232 756 965	170 609 519
Disponibilités (VD)	75 697 727	93 735 599	100 764 540
Total actifs	516 441 860	374 187 329	296 868 566

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Tableau N°30 : Bilan financier condensé « PASSIFS » des années 2020, 2021, 2022

PASSIFS			
Années	2020	2021	2022
Capitaux propres	206 267 325	187 442 465	227 137 243
DLMT	-	-	-
DCT	310 174 534	186 744 863	69 731 323
Total Passifs	516 441 860	374 187 329	296 868 566

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

2.3.2 Bilan financier en grandes masses

Tableau N°31 : Masse d'actif immobilisé des années 2020, 2021, 2022

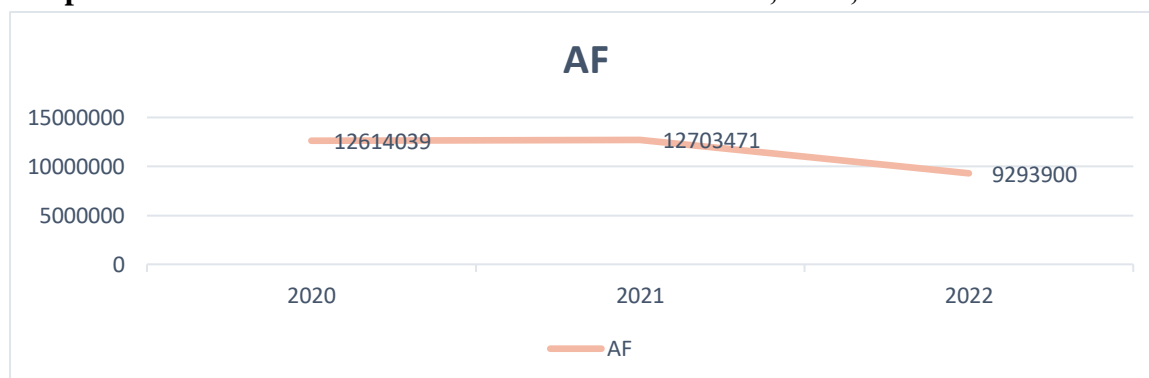
Désignation	2020	2021	2022
Actifs immobilisés	12 614 039	12 703 471	9 293 900
Évolution	2,44%	3,39%	3,13%

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Nous constatons une augmentation légère des actifs immobilisés de 2,44% en 2020 à 3,39% en 2021 suite à l'augmentation des immobilisations de 89432 DA, après nous remarquons une diminution de 3,13% en 2022 due à la diminution des actifs immobilisés.

Graph N° 09 : Évolution de l'actif fixe des années 2020, 2021, 2022



Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°31

Tableau N°32 : Masse d'actif circulant des années 2020, 2021, 2022

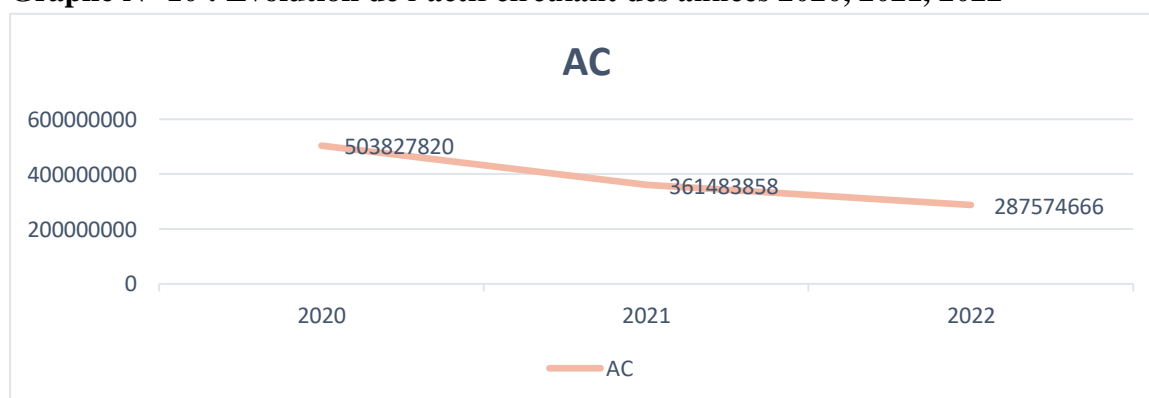
Désignation	2020	2021	2022
Actifs circulants	503 827 820	361 483 858	287 574 666
Évolution	97,55%	96,60%	96,86%

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Nous remarquons une diminution légère de l'actif circulant pendant la période étudiée, le caractère de l'activité de l'entreprise fait de sorte que l'actif circulant représente plus de 96% du total de l'actif durant les trois années.

Graph N° 10 : Évolution de l'actif circulant des années 2020, 2021, 2022



Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°32

Tableau N°33 : Masse des capitaux permanents des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Capitaux permanents	206 267 325	187 442 465	227 137 243
Évolution	39,94%	50,09%	76,51%

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Nous remarquons une diminution des capitaux permanents de 206 267 325 DA en 2020 à 187 442 465 en 2021 due à la diminution des fonds propres et la baisse du capital social. En 2022 nous constatons une augmentation de 227 137 243 DA due à l'augmentation du capital social, les CP sont supérieurs à 50% pendant les années 2021 et 2022 ce qui implique une autonomie financière.

Graph N°11 : Évolution des capitaux permanents des années 2020, 2021, 2022

Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°33

Tableau N°34 : Masse des dettes à court terme des années 2020, 2021, 2022

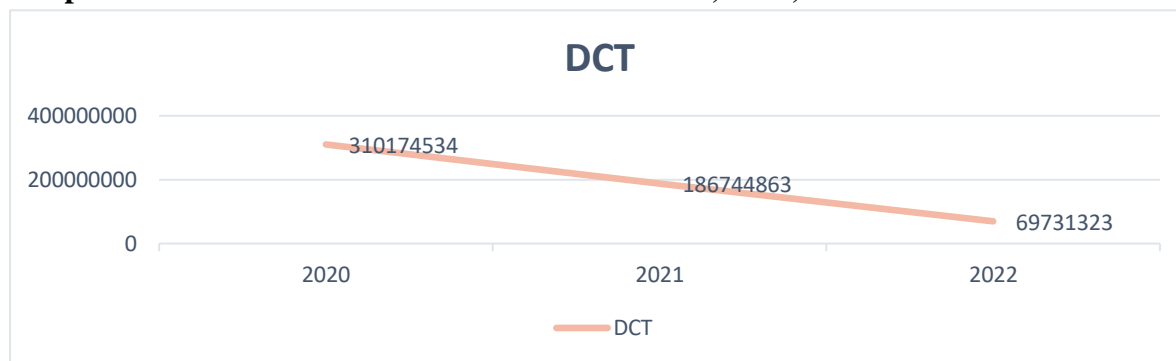
Désignation	2020	2021	2022
Dettes à court terme	310 174 534	186 744 863	69 731 323
Évolution	60,05%	49,90%	23,48%

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Nous remarquons une diminution des dettes à court terme de 60,05% en 2020 à 49,90% en 2021 suivie d'une baisse de 23,48% en 2022.

Graphes N° 12 : Évolution des DCT des années 2020, 2021, 2022



Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°34

2. 3. 3. L'analyse de l'équilibre financier des années 2020, 2021, 2022

2. 3. 3. 1. Calcul du fonds de roulement :

Il peut se calculer par les deux méthodes qui suivent :

$$FR = \text{Capitaux Permanents} - \text{Actifs Immobilisés}$$

$$FR\ 2020 = 206\ 267\ 325 - 12\ 614\ 039 = 193\ 653\ 286$$

Tableau N°35 : Calcul du FR par le haut du bilan des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Capitaux permanents	206 267 325	187 442 465	227 137 243
Actifs immobilisés	12 614 039	12 703 471	9 293 900
FR	193 653 286	174 738 994	217 843 343

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

La deuxième méthode : le bas du bilan

$$FR = \text{Actifs Circulants} - DCT$$

$$FR\ 2020 = 503\ 827\ 820 - 310\ 174\ 534 = 193\ 653\ 286.$$

Tableau N°36 : Calcul du fonds de roulement (FR) par le bas du bilan des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Actifs circulants	503 827 820	361 483 858	287 574 666
DCT	310 174 534	186 744 863	69 731 323
FR	193 653 286	174 738 994	217 843 343

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Nous remarquons que le fonds de roulement est supérieur à 1 durant les trois années étudiées, cela signifie que les ressources stables couvrent les besoins à long terme de l'entreprise et

cette dernière dispose d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Graphe N° 13 : Évolution du FR des années 2020, 2021, 2022



Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N° 36

2.3.3.2 Calcul du besoin en fonds de roulement (BFR)

Il peut se calculer comme suit :

$$BFR = (VE + VR) - DCT$$

$$BFR\ 2020 = (0 + 428\ 130\ 092) - 310\ 174\ 534 = 117\ 955\ 558$$

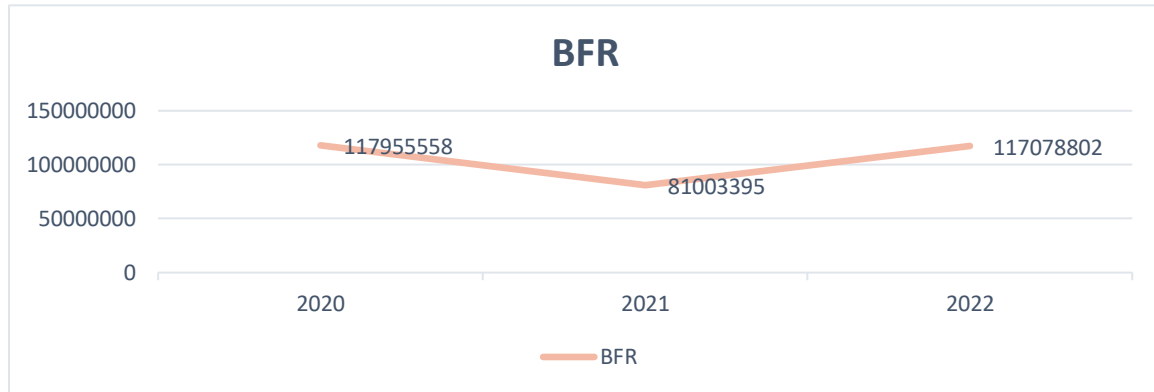
Tableau N°37 : Calcul du besoin en fonds de roulement (BFR) des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Stocks et encours (VE)	-	34 991 293	16 200 606
Créances (VR)	428 130 092	232 756 965	170 609 519
DCT	310 174 534	186 744 863	69 731 323
BFR	117 955 558	81 003 395	117 078 802

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Nous remarquons qu'au bout des trois années étudiées, le BFR est positif, ce qui signifie que les dettes à court terme ne couvrent pas l'intégralité de l'actif circulant, ce dernier sera financé par l'excédent des ressources à long terme qui est le FR.

Graphe N° 14 : Évolution du BFR des années 2020, 2021, 2022

Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N° 37

2.3.3.3. Calcul de la trésorerie :

$$TN = FR - BFR$$

TN 2020 = 193 653 286 – 117 955 558 = 75 697 728.

Tableau N°38 : Calcul de la trésorerie nette (TN) des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
FR	193 653 286	174 738 994	217 843 343
BFR	117 955 558	81 003 395	117 078 802
TN	75 697 728	93 735 599	100 764 541

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Commentaire :

Nous constatons que l'entreprise dispose d'une trésorerie positive pour les trois années étudiées, d'un montant de 75 697 728 DA en 2020, 93 735 599 DA en 2021 et 100 764 541 DA en 2022, ces résultats sont du fait que le BFR est entièrement financé par le FR.

Graphe N°15 : Évolution de la trésorerie des années 2020, 2021, 2022

Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°38

2.3.4. Analyse du compte de résultat

- Analyse par les soldes intermédiaires de gestion (SIG) :

L'ensemble des SIG sont déterminés à partir du compte de résultat.

Tableau N° 39 : Soldes intermédiaires de gestion (SIG) condensé des années 2020, 2021, 2022

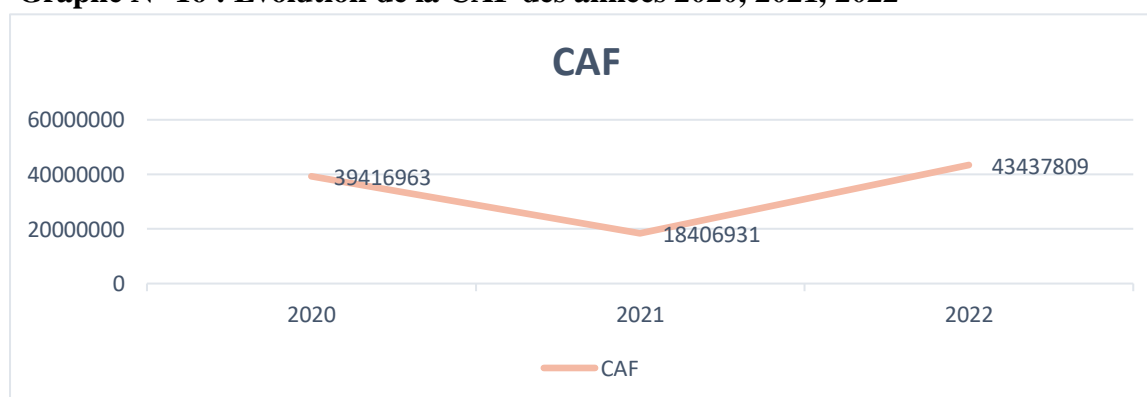
Désignation	2020	2021	2022
Chiffre d'affaires HT	301 989 168	138 768 877	317 724 602
Production de l'exercice	301 989 168	173 760 170	298 933 915
Marge commerciale	243 971 372	135 980 705	237 629 166
Valeur ajoutée (VA)	58 017 796	37 779 465	61 304 748
Excédent brut d'exploitation (EBE)	39 497 054	18 407 554	43 437 809
Résultat d'exploitation	34 569 154	14 602 812	40 028 238
Résultat financier	-	-	-
Résultat net de l'exercice	34 569 154	14 602 812	40 028 238
La CAF	39 416 963	18 406 931	43 437 809

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Tableau N°40 : le calcul de la CAF des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
EBE	39 497 054	18 407 554	43 437 809
+ autres produits opérationnels	+2	+118	+0
-autres charges opérationnelles	-80 093	-741	-0
+ Produits financiers	+0	+0	+0
-charges financières	-0	-0	-0
CAF	39 416 963	18 406 931	43 437 809

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Graphe N° 16 : Évolution de la CAF des années 2020, 2021, 2022

Source : établi par l'étudiante à partir du tableau N°40

Interprétation :

L'ensemble des soldes intermédiaires de gestion (SIG) ainsi que le chiffre d'affaire (CA), montrent que la totalité des charges de l'entreprise est couverte par les produits réalisés et

dégagent par conséquent un excédent qui se traduit par le résultat positif durant les trois années étudiées, 34 469 154 DA en 2020, 14 602 812 DA en 2021 et 40 028 238 DA en 2022.

À partir de la CAF nous pouvons déterminer les flux de la trésorerie annuels. La capacité d'autofinancement réalisée pour les trois années étudiées représente une importante valeur monétaire.

L'ETPH dispose donc des ressources financières qui lui permettent de renouveler ses investissements, de rembourser ses emprunts et de financer son développement dans le futur.

2.3.5 Analyse par la méthode des ratios :

Dans cette partie nous allons analyser la situation financière de l'entreprise de travaux publics et hydrauliques (ETPH) par la méthode des ratios les plus significatifs.

A) Ratios de la structure financière :

- **Ratio de financement permanent** : Il se calcule comme suit :

$$\text{Capitaux permanents} / \text{Actifs Immobilisés}$$

Tableau N°41 : le calcul de ratio de financement permanent des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Capitaux permanents (Capitaux propres + DLMT)	206 267 325	187 442 465	227 137 243
Actifs immobilisés	12 614 039	12 703 471	9 293 900
Ratio de Financement Permanent	16,35	14,75	24,43

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation : Ce ratio est supérieur à 1 pendant les trois années étudiées, ce qui signifie que les actifs immobilisés sur toute la période d'étude sont couverts par les capitaux permanents et dégage un FR positif.

- **Ratio de financement propre** : Il se calcule comme suit :

$$\text{Capitaux propres} / \text{Actif immobilisés}$$

Tableau N°42 : le calcul de ratio de financement propre des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Capitaux propres	206 267 325	187 442 465	227 137 243
Actifs immobilisés	12 614 039	12 703 471	9 293 900
Ratio de Financement Propre	16,35	14,75	24,43

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation : Ce ratio est supérieur à 1 pendant les trois années étudiées, ce qui explique que l'entreprise finance ses immobilisations par ses propres moyens.

- **Ratio de financement total** : Il se calcule comme suit :

$$\text{Capitaux propres} / \text{Total Passifs}$$

Tableau N°43 : le calcul de ratio de financement total des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Capitaux propres	206 267 325	187 442 465	227 137 243
Total Passifs	516 441 860	374 187 329	296 868 566
Ratio de Financement Total	0,39	0,5	0,76

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

En 2020, nous remarquons que l'entreprise a enregistré un ratio inférieur à 0,5 donc la part représentée par les ressources propres n'a pas pu estimer dans la structure globale de l'entreprise, par contre en 2021 et 2022, elle a enregistré un ratio supérieur à 0,5 ce qui signifie que la part représentée par les ressources propres a pu estimer dans la structure globale de l'entreprise.

- **Ratio d'autonomie financière** : Il se calcule comme suit :

$$\text{Capitaux propres} / \text{Total des dettes}$$

Tableau N° 44 : le calcul de ratio d'autonomie financière des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Capitaux propres	206 267 325	187 442 465	227 137 243
Total des dettes	310 174 534	186 744 863	69 731 323
RAF	0,66	1,003	3,25

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Nous remarquons que le ratio d'autonomie financière est supérieur à 0,5 durant les trois années étudiées, cela signifie que les fonds propres sont suffisants durant les trois années, c'est-à-dire l'entreprise peut couvrir ses emprunts bancaires avec ses capitaux propres, donc l'entreprise est financièrement indépendante.

B) Ratios de solvabilité et liquidité financière

B. 1. Ratio de solvabilité financière :

- **Ratio de solvabilité générale** : Il se calcule comme suit :

$$RSG = \text{Total actifs} / \text{Total des dettes}$$

Tableau N° 45 : le calcul de ratio de solvabilité générale des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Total actifs	516 441 860	374 187 329	296 868 566
Total des dettes	310 174 534	186 744 863	69 731 323
Ratio de solvabilité générale	1,66	2,003	4,25

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation : Ce ratio est supérieur à 1 durant les trois années étudiées, cela indique que l'entreprise est solvable, elle peut payer l'ensemble de ses dettes en utilisant l'ensemble de ses actifs, c'est-à-dire elle peut faire face à ses échéances à moins d'un an grâce à ses actifs.

- **Ratio d'endettement :** Il se calcule comme suit :

$$\text{Ratio d'endettement} = \frac{\text{Total des dettes}}{\text{Total actifs}}$$

Tableau N° 46 : le calcul de ratio d'endettement des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Total des dettes	310 174 534	186 744 863	69 731 323
Total actifs	516 441 860	374 187 329	296 868 566
Ratio d'endettement	0,6	0,49	0,23

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

En 2020, nous remarquons un ratio d'endettement trop élevé de 60% ce qui dénote une dépendance de l'entreprise aux crédits par des capitaux extérieurs, puis nous constatons une diminution de ce ratio durant les années 2021 et 2022, ce qui indique que l'entreprise possède une capacité pour souscrire de nouveaux prêts et donc d'investir. Plus ce ratio est faible, l'entreprise est peu endettée.

B. 2. Les ratios de liquidité :

- **Ratio de liquidité générale :** Il se calcule comme suit :

$$\text{RLG} = \frac{\text{Actifs Circulants}}{\text{DCT}}$$

Tableau N° 47 : le calcul de ratio de liquidité générale des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Actifs Circulants	503 827 820	361 483 858	287 574 666
DCT	310 174 534	186 744 863	69 731 323
Ratio de liquidité générale	1,62	1,93	4,12

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio est supérieur à 1 pendant les trois années étudiées, ce qui exprime que l'actif circulant couvre totalement le passif circulant.

- **Ratio de liquidité restreinte :** Il se calcule comme suit :

$$RLR = (Créances + disponibilités) / DCT$$

Tableau N° 48 : le calcul de ratio de liquidité restreinte des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Créances+ disponibilités	503 827 819	326 492 564	271 374 059
DCT	310 174 534	186 744 863	69 731 323
Ratio de liquidité restreinte	1,62	1,74	3,89

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio est supérieur à 1 durant les trois années étudiées, ce qui exprime que l'entreprise est capable de faire face au remboursement de ses dettes à court terme à partir de ses valeurs réalisables et disponibles.

- **Ratio de liquidité immédiate :** Il se calcule comme suit :

$$RLI = Disponibilités / DCT$$

Tableau N° 49 : le calcul de ratio de liquidité immédiate des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Disponibilités	75 697 727	93 735 599	100 764 540
DCT	310 174 534	186 744 863	69 731 323
Ratio de liquidité immédiate	0,24	0,5	1,44

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

L'entreprise a dégagé une liquidité immédiate inférieure à 1 durant les années 2020 et 2021, ce qui signifie que la valeur disponible ne peut pas couvrir les dettes à court terme. Par contre en 2022, l'entreprise présente une liquidité immédiate supérieur à 1, ce qui exprime que la valeur disponible peut couvrir les dettes à court terme.

C) Ratios de rentabilité :

- **Ratio de rentabilité économique :** Il se calcule comme suit :

$$RRE = Résultat d'exploitation / Total actifs$$

Tableau N°50 : le calcul de ratio de rentabilité économique des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Résultat d'exploitation	34 569 154	14 602 812	40 028 238
Total actifs	516 441 860	374 187 329	296 868 566
Ratio de rentabilité économique	0,06	0,03	0,13

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation : Nous remarquons que l'entreprise durant les trois années étudiées, elle peut générer des bénéfices à partir des capitaux investis et cela signifie que l'entreprise n'est pas faible financièrement, ses actifs économiques sont rentables.

- **Ratio de rentabilité financière :** Il se calcule comme suit :

$$RRF = \text{Résultat net} / \text{Capitaux Propres}$$

Tableau N° 51 : le calcul de ratio de rentabilité financière des années 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
Résultat net	34 569 154	14 602 812	40 028 238
Capitaux Propres	206 267 325	187 442 465	227 137 243
Ratio de rentabilité financière	0,16	0,07	0,17

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation : Durant les trois années étudiées l'entreprise dégage des bénéfices, elle atteint un taux idéal de 16% en 2020 et 17% en 2022 ce qui montre qu'elle est très satisfaisante. En 2021, nous remarquons que la rentabilité financière est un peu faible donc l'entreprise peut se refinancer par ses propres moyens.

- **Ratio de rentabilité commerciale :** Il se calcule comme suit :

$$RRC = EBE / CA$$

$$RRC = \text{Résultat net} / CA$$

Tableau N° 52 : le calcul de rentabilité commerciale des années (RRC) 2020, 2021, 2022

Désignation	2020	2021	2022
EBE	39 479 054	18 407 554	43 437 809
Résultat net	34 569 154	14 602 812	40 028 238
Chiffre d'affaires	301 989 168	138 768 877	317 724 602
Ratio de rentabilité commerciale	0,13	0,13	0,13

Source : établi par l'étudiante à base des données fournies par la BADR

Interprétation :

Ce ratio représente combien génère le chiffre d'affaire de bénéfices, dans notre cas, pendant les trois années étudiées le CA génère 13% de bénéfices.

Conclusion de l'étude :

Au cours de cette partie qui porte sur l'analyse de la situation financière de l'entreprise de travaux publics et hydrauliques (ETPH), nous constatons que l'entreprise est équilibrée financièrement durant les trois années, ce qui influence positivement sur le cycle d'exploitation.

À partir des résultats dégagés par notre étude, l'analyse par la méthode des ratios et l'analyse de l'équilibre financier ont permis de constater que l'activité de l'ETPH est stable vu que la totalité des SIG est satisfaisante, ainsi qu'elle dégage une capacité d'autofinancement considérable qui lui permet de s'autofinancer et d'assurer une sécurité financière. En termes de rentabilité, durant cette période étudiée l'entreprise est rentable car elle a réalisé des bénéfices. Ainsi qu'elle est solvable et en bonne liquidité, ses actifs circulants couvrent totalement ses dettes à court terme. Ces résultats permettent de dire que l'ETPH est en situation financière équilibrée.

Compte tenu des différents éléments abordés dans la présente étude et les résultats obtenus nous émettons un avis favorable pour le crédit d'exploitation sollicité.

Conclusion du chapitre II :

Ce chapitre nous a permis de mettre en pratique le bagage intellectuel acquis au cours de nos années d'études, où nous avons utilisé des outils permettant d'étudier la santé financière de deux (02) entreprises, sur leur équilibre financier, leur solvabilité, leur rentabilité et leur liquidité.

Nous pouvons déduire que le dossier d'une demande de crédit est constitué de différents documents nécessaires pour donner une description complète du promoteur et de son projet afin de les analyser par des techniques d'analyse financières, qui sont un moyen d'aide à la prise de décision. Ainsi, la couverture des risques est assurée par les garanties proposées par le client et demandées par le banquier.

Conclusion

Conclusion

Dans ce mémoire qui est le fruit de notre passage au sein de l'agence BADR de Reghaia 618, nous avons essayé de développer à travers les deux chapitres le rôle de l'analyse financière dans la prise de décision d'octroi de crédits au sein de la banque, ainsi que la méthodologie suivie par les prêteurs dans l'étude des dossiers de crédit.

La banque constitue l'élément moteur dans l'économie. La panoplie de crédits dont elle dispose peuvent financer tous besoins que l'entreprise peut exprimer dans le cadre de son activité.

Toute demande de crédit devrait faire objet d'une analyse rigoureuse. Les données financières relatives à l'octroi du crédit bancaire correspondant à une étude sur le passé, le présent et le futur de l'entreprise. Cette démarche permettra au banquier de se faire une idée sur la solvabilité, la liquidité, la rentabilité et la capacité de remboursement de prêt.

L'analyse financière est fondée sur une vision purement technique basée sur l'analyse et l'interprétation des résultats portant sur la lecture des documents comptables. Son objectif essentiel est de porter un jugement de valeur sur la santé financière d'une entreprise.

L'analyse financière détaille la situation financière de la relation exprimant la demande du crédit bancaire afin de découvrir leurs points forts et leurs faiblesses. À cet effet pour éviter toute contrainte du non remboursement du prêt, une bonne connaissance des techniques bancaires, une analyse financière détaillée sur l'entreprise, une analyse sur sa rentabilité, un esprit de synthèse de logique et du raisonnement sont parmi les principales qualités de base des banquiers.

À travers les deux chapitres développés tout au long de notre travail, nous avons étudié théoriquement les différents aspects que nous avons jugés essentiel pour notre thème, nous avons procédé à l'étude pratique dans le but d'analyser la situation financière de deux entreprises qui sollicitent deux types différents de crédits bancaires.

Les outils de mesure sont nombreux et d'usages variés, leur spécificité peut aider à répondre aux besoins particuliers de chacun des intervenants. Nous avons choisi et utilisé les techniques les plus importantes de l'analyse financière qui permettent de procurer les informations nécessaires à la prise de décision dans le but d'analyser la situation financière de deux (02) entreprises qui sollicitent un financement. Cette analyse est basée sur l'étude des documents comptables (bilan et CR) des trois dernières années qui ont été mis à notre disposition.

● Réponse problématique :

À partir de notre analyse concernant les deux (02) cas des entreprises demandeuses de crédits et comme réponse sur notre problématique, nous constatons que : **l'analyse financière est un outil indispensable dans la prise de décision d'octroi de crédits au sein de la banque, à travers les ratios financiers de rentabilité, liquidité et de solvabilité qui permettent d'éclairer la décision.**

Conclusion

● Résultats test hypothèses :

L'étude des deux (02) dossiers de crédits nous a permis de déduire qu'effectivement l'analyse financière est une technique qui permet de mesurer la santé financière de l'entreprise qui sollicite un financement, **ce qui confirme la première hypothèse de notre recherche**, ainsi que les outils de l'analyse financière sont le principal pilier pour soutenir la décision d'octroi de crédit **ce qui confirme la deuxième hypothèse de notre recherche**.

● Résultats théoriques de l'étude :

- L'analyse financière permet de porter un jugement sur la situation financière de l'entreprise dans le but de faciliter la prise de décision.
- L'analyse financière est une étude approfondie sur la situation financière des demandeurs de crédits, elle se fait par deux méthodes efficaces la méthode d'équilibre financier et la méthode des ratios.
- L'analyse financière des états financiers : le bilan, CR et le TFT, de l'entreprise, permet de prévoir la situation financière de l'entreprise et assurer le remboursement des fonds prêtés.
- Les résultats de l'analyse financière peuvent aider les prêteurs à fixer les termes et les conditions du prêt, tels que le montant du prêt, le taux d'intérêt et la durée du prêt.

● Résultats pratiques de l'étude :

- D'après l'analyse financière de la situation financière de la EURL BM qui a sollicité un crédit d'investissement, nous avons jugé qu'elle est appréciable, elle arrive à maintenir son équilibre financier en général et la méthode des ratios nous a montré que la plupart des ratios reflètent des résultats favorables. Les résultats obtenus ont permis d'accorder le financement sollicité.
- Quant à la situation financière de l'entreprise de travaux publics et hydrauliques (ETPH), qui a sollicité un crédit d'exploitation, nous avons jugé qu'elle est appréciable. L'analyse des ratios a montré qu'elle est solvable, rentable, ainsi qu'elle est en bonne liquidité et indépendante financièrement, elle dispose d'une autonomie financière assez satisfaisante pour faire face à ses engagements à court terme. Ces résultats obtenus ont permis d'accorder le crédit d'exploitation sollicité.
- L'analyse financière est parmi les outils essentiels dans la banque que le banquier doit utiliser pour étudier la situation financière d'une entreprise afin de prendre la décision d'octroi de crédit.

Bibliographie

Bibliographie

✓ OUVRAGES :

- ABLE Pauline, **l'importance du diagnostic financier dans une entreprise**, Dunod, Paris, 2010.
- BEGUIN Jean Marc et BENARD Arnaud, **l'essentiel des techniques bancaires**, éditions d'organisations, Paris, 2008.
- BEITONE Alain et coll, **dictionnaires des sciences économiques**, Armand Colin, Paris, 2^{ème} édition, 2007.
- BERNT-ROLLANDE Luc, **principes de technique bancaire**, Dunod, Paris, 27^{ème} édition, 2015.
- CHIHA Khemissi, **gestion et stratégie financière**, Houma, Alger, 2^{ème} édition, 2006
- COHEN Elie, **analyse financière**, Economica, Paris, 6^{ème} édition, 2006.
- DE LA BRUSLERIE Hubert, **analyse financière**, Dunod, Paris, 4^{ème} édition, 2010.
- FRANCK Nicolas, **finance pour non financiers**, Dunod, Paris, 2^{ème} édition, 2016.
- GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, **l'essentiel de l'analyse financière**, Gualino, Paris, 12^{ème} édition, 2014-2015.
- GRANDGUILLOT Béatrice et Francis, **analyse financière**, Gualino, Paris, 24^{ème} édition, 2021.
- HADJ SADOK Tahar, **les risques de l'entreprise et de la banque**, Dahleb, Alger, 2007.
- MAKHLOUF Farid et REBAINE N, **introduction à l'analyse financière**, pages bleues, Alger, 2008.
- MANNAI Samir et SIMON Yves, **techniques financières internationales**, Economica, Paris, 7^{ème} édition, 2002.
- MARION Alain, **analyse financière concepts et méthodes**, Dunod, Paris, 6^{ème} édition, 2015.
- MEYER Gilles, **analyse financière**, Hachette, Paris, 2018.
- MISSOUM Rafik, **analyse financière**, pages bleues, Alger, 2018.
- PETIT-DUTAILLIS GEORGES, **le risque du crédit bancaire**, Dunod, Paris, 1999.
- PEYRARD Josette et coll, **analyse financière**, Vuibert, Paris, 9^{ème} édition, 2006.
- SYLVIE de Coussergues et BORDEAUX Gautier, **gestion de la banque : du diagnostic à la stratégie**, Dunod, Paris, 7^{ème} édition, 2013.

✓ MEMOIRES :

- ADOUANE Abdelhakim et TAFOUKT Hichem, **le financement bancaire d'un projet d'investissement**, mémoire de master en sciences financières et comptabilité, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Abderrahmane MIRA de Bejaia, Algérie, 2022.

Bibliographie

- AOUES Mélissa et CHALAL Meriem, **étude d'un dossier de crédit d'exploitation**, mémoire de master en sciences de gestion, option management bancaire, faculté des Sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université de Mouloud MAMMARI de Tizi Ouzou, Algérie, 2022.
- BOUHRIZ DAIDJ Aicha, **innovation technologique des services bancaires**, mémoire de magister en droit bancaire et financier, faculté de droit et de science politique, université de Oran, 2014.
- BOULAHIA Soumia, **le financement bancaire des PME en Algérie**, mémoire de fin d'études BSB, école supérieure de banque, Algérie, 2016.
- COULIBALY Souleymane, **le financement bancaire des projets d'investissements**, mémoire de fin de cycle de master en sciences financières et comptabilité, spécialité finance et banques, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Mouloud MAMMARI de Tizi Ouzou, Algérie, 2017-2018.
- DJENADI Abdelkader et CHEMOUN Nabil, **analyse financière des entreprises**, mémoire de master en sciences commerciale, option finance, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Mouloud MAMMARI de Tizi Ouzou, Algérie, 2015.
- GHERAB Lynda, HADJ AHMED Lila, **l'analyse financière comme instrument d'aide à la prise de décisions dans l'entreprise**, mémoire de master en sciences financières et comptabilité, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Mouloud MAMMARI de Tizi Ouzo, Algérie, 2020.
- KHELIFATI Thiziri et MOUHOU Sarah, **gestion des risques des crédits bancaires et les moyens de couvertures**, mémoire de master en sciences de gestion, option finance d'entreprise, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, université Abderrahmane MIRA de Bejaia, Algérie, 2022.

✓ LOIS ET REGLEMENTS :

- L'article 644 du code civil algérien, 1980.
- L'article 407 et 409 du code de commerce algérien, 2007.
- L'article 68 de l'ordonnance n° 03/11 relative à la monnaie et au crédit en Algérie, 2003.

✓ SITES INTERNET :

- <https://static.societegenerale.fr>.
- L-Expert-comptable.com

✓ AUTRES DOCUMENTS :

- OUALI Nadja, « **cours économie bancaire** », 3^{ème} années licence économie monétaire et bancaire, université Abderrahmane MIRA de Bejaia, Algérie, 2020-2021.
- Documents interne de la BADR.

Annexes

ANNEXES

Annexe N° 01 : Présentation de l'actif du bilan

ACTIFS	Exercice N			Exercice N-1
	Montant brut	Amortissement et provision	Montant net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Installations, machines et outillage				
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en concession				
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres des filiales				
Titres mis en équivalence (1) /				
Entreprise associées				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIFS NON COURANTS				
ACTIFS COURANTS				
Stocks et encours				
Marchandises, Matières et fournitures				
Produits Finis et encours				
Autres stocks				
Créances et emplois assimilés				
Clients				
Autres débiteurs				
Impôts et assimilés				
Groupe et associés				
Autre créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie				
TOTAL ACTIFS COURANTS				
TOTAL GENERAL ACTIFS				

ANNEXES

Annexe N° 02 : Présentation du Passif du bilan

PASSIFS	N	N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis		
Capital non appelé		
Primes d'émissions		
Réserves / Réserves (Consolidées) (1)		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net de l'exercice / Résultat net part du groupe (1)		
Report à nouveau		
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
TOTAL I		
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts et dettes financières		
Impôts différés et provisionnés		
Autres dettes non courantes		
Provisions à long terme		
Produits constatés d'avance à long terme		
TOTAL PASSIFS NON COURANTS II		
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et comptes rattachés		
Autres crédateurs		
Impôts et d'autres dettes parafiscales		
Groupe et associés		
Autres dettes courantes		
Trésorerie Passive		
TOTAL PASSIFS COURANTS III		
TOTAL GENERAL PASSIFS		

ANNEXES

Annexe N° 03 : Compte de résultat (par nature)

Désignation	N	N-1
Chiffre d'affaires		
Ventes de marchandises		
Ventes de produits finis		
Ventes de travaux		
Prestations de services		
Autres ventes		
Variation stocks produits finis et en cours		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
I-Production de l'exercice		
Achats consommés		
Services extérieurs et autres consommations		
II-Consommation de l'exercice		
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)		
Charges de personnel		
Impôts, taxes et versements assimilés		
IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		
Autres produits opérationnels		
Autres charges opérationnelles		
Dotations aux amortissements		
Dotations aux provisions et pertes de valeur		
Reprise sur pertes de valeur et provisions		
V-RESULTAT OPERATIONNEL		
Produits financiers		
Charges financières		
VI-RESULTAT FINANCIER		
VII-RESULTAT AVANT IMPOTS (V+VI)		
Impôts exigibles		
Impôts différés (variations)		
VII-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)		
XI-RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)		
Dont part des minoritaires (1)		
Part du groupe (1)		

ANNEXES

Annexe N° 04 : Compte de résultat (par fonction)

Désignation	N	N-1
Chiffres d'affaires		
Cout de ventes		
Marge brute		
Autres produits opérationnels		
Couts commerciaux		
Charges administratives		
Autres charges opérationnelles		
Résultat opérationnel		
Fournir les délais de charges par nature (frais de personnel, dotations aux amortissements)		
Produit financier		
Charges financières		
Résultat financier		
Résultat avant impôt		
Impôts exigibles		
Impôts différés		
Résultat net de l'exercice		
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)		
Résultat net de l'ensemble consolidé (1)		
Dont part des minoritaires (1)		
Part du groupe (1)		

(1) à utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

ANNEXES

Annexe N° 05 : Flux de trésorerie méthode directe

Désignation	Exercice N	Exercice N-1
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Encaissements reçus des clients		
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		
Intérêts et autres frais financiers payés		
Impôts sur les résultats payés		
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires		
Flux de trésorerie lié à des éléments extraordinaires (à préciser)		
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)		
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Décaissements sur acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles		
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles		
Décaissements sur acquisition d'immobilisations financières		
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières		
Intérêts encaissés sur placements financiers		
Dividendes et quote part de résultats reçus		
Flux de trésorerie net provenant des activités s'investissement (B)		
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		
Encaissements suite à l'émission d'actions		
Dividendes et autres distributions effectués		
Encaissements provenant d'emprunts		
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées		
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)		
Incidences des variations des taux de change sur liquidités et quasi-liquidités		
Variation de trésorerie de la période (A+B+C)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		
Variation de trésorerie de la période		
Rapprochement avec le résultat comptable		

ANNEXES

Annexe N° 06 : Flux de trésorerie méthode indirecte

Désignation	Exercice N	Exercice N-1
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'exercice		
Ajustements pour :		
- Amortissements et provisions		
- Variation des impôts différés		
- Variation des stocks		
- Variation de clients et autres créances		
- Variation des fournisseurs et autres dettes		
- Plus au moins-values de cession, nettes d'impôts		
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)		
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement		
Décaissements sur acquisition d'immobilisations		
Encaissements sur cession d'immobilisations		
Incidence des variations de périmètre de consolidation (1)		
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements (B)		
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires		
Augmentation de capital en numéraire		
Emission d'emprunts		
Flux de trésorerie liés aux opérations de financements (C)		
Variation de trésorerie de la période (A+B+C)		
Trésorerie d'ouverture		
Trésorerie de clôture		
Incidence de variation de cours des devises (1)		
Variation de trésorerie		

(1) A utiliser uniquement pour la présente d'états financiers consolidés

ANNEXES

Annexe N° 07 : Bilan « Actif » de l'entreprise BM, Exercice 2015.

Exercice clos le		31/12/15		
BILAN (ACTIF)				
ACTIF	2015			2014
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles	937 199	198 346	738 853	751 068
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT	937 199	198 346	738 853	751 068
ACTIF COURANT				
Stocks et encours	17 019 091		17 019 091	28 927 075
Créances et emplois assimilés				
Clients	2 541 349		2 541 349	1 521 352
Autres débiteurs				
Impôts et assimilés	7 434 503		7 434 503	4 779 620
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	32 096 004		32 096 004	26 036 116
TOTAL ACTIF COURANT	59 090 949		59 090 949	61 264 165
TOTAL GENERAL ACTIF	60 028 148	198 346	59 829 802	62 015 233

ANNEXES

Annexe N° 08 : Bilan « passif » de l'entreprise BM, Exercice 2015.

Exercice clos le	31/12/15		
BILAN (PASSIF)			
	2015	2014	
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	5 000 000	5 000 000	
Capital non appelé			
Primes et réserves - Réserves consolidés (1)			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net du groupe (1)	944 845	615 648	
Autres capitaux propres - Report à nouveau	375 593	(-7 000)	
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I	6 320 439	5 608 648	
PASSIFS NON-COURANTS			
Emprunts et dettes financières	10 509 000	10 509 000	
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL II	10 509 000	10 509 000	
PASSIFS COURANTS:			
Fournisseurs et comptes rattachés	853 831	2 588 936	
Impôts	154 732	401 118	
Autres dettes	41 991 800	42 907 531	
Trésorerie passif			
TOTAL III	43 000 363	45 897 585	
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	59 829 802	62 015 233	

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

ANNEXES

Annexe N° 09 : Bilan « Actif » de l'entreprise BM, Exercice 2016.

Exercice clos le		31/12/16			
BILAN (ACTIF)					
ACTIF	Montants Bruts	2016		2015	
		Amortissements	Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS					
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif					
immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Bâtiments					
Autres immobilisations corporelles	1 142 806	349 206	793 600	738 853	
Immobilisations en concession					
immobilisations en cours					
Immobilisations financières					
Titres mis en équivalence					
Autres participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres actifs financiers non courants					
Impôts différés actif					
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 142 806	349 206	793 600	738 853	
ACTIF COURANT					
Stocks et encours	37 744 767		37 744 767	17 019 091	
Créances et emplois assimilés					
Clients	6 418 524		6 418 524	2 541 349	
Autres débiteurs	163 125		163 125		
Impôts et assimilés	8 498 682		8 498 682	7 434 503	
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres actifs financiers courants					
Trésorerie	23 677 866		23 677 866	32 096 004	
TOTAL ACTIF COURANT	76 502 905		76 502 905	59 090 949	
TOTAL GENERAL ACTIF	77 645 772	349 206	77 296 566	59 829 802	

ANNEXES

Annexe N° 10 : Bilan « Passif » de l'entreprise BM, Exercice 2016.

Exercice clos le		31/12/16	
BILAN (PASSIF)			
	2016	2015	
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	5 000 000	5 000 000	
Capital non appelé			
Primes et réserves - Réserves consolidés (1)			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net du groupe (1)	643 470	944 845	
Autres capitaux propres - Report à nouveau	1 072 907	375 593	
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I	6 716 377	6 320 439	
PASSIFS NON-COURANTS			
Emprunts et dettes financières	22 884 000	10 509 000	
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL II	22 884 000	10 509 000	
PASSIFS COURANTS:			
Fournisseurs et comptes rattachés	4 558 719	853 831	
Impôts	369 173	154 732	
Autres dettes	42 770 296	41 991 800	
Trésorerie passif			
TOTAL III	47 696 188	43 000 363	
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	77 296 566	59 829 802	

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

ANNEXES

Annexe N° 11 : Le compte de résultat de la EURL BM Exercice 2015.

		Exercice du 01/01/15 au 31/12/15			
		COMPTES DE RESULTAT			
RUBRIQUES	2015		2014		
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	
Ventes de marchandises		67 610 116		47 483 387	
Produits fabriqués					
Production vendue					
Prestations de services					
Vente de travaux					
Produits annexes					
Rabais, remises, ristournes accordés					
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes		67 610 116		47 483 387	
Production stockée ou déstockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
I-Production de l'exercice		67 610 116		47 483 387	
Achats de marchandises vendues	60 341 176		39 570 000		
Matières premières	5 419 504		3 540 763		
Autres approvisionnements					
Variations des stocks					
Achats d'études et de prestations de services					
Autres consommations	8 120		3 750		
Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats					
Services extérieurs					
Sous-traitance générale					
Locations	15 000				
Entretien, réparations et maintenance					
Primes d'assurances					
Personnel extérieur à l'entreprise					
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	318 970		25 970		
Publicité					
Déplacements, missions et réceptions					
Autres services	670 796		1 557 545		
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs					
II-Consommations de l'exercice	66 773 568		44 698 029		
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)		836 548		2 785 357	

... la suite sur la page suivante

		Exercice du 01/01/15 au 31/12/15			
		COMPTES DE RESULTAT ...			
RUBRIQUES	2015		2014		
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	
Charges de personnel			833 938		
Impôts et taxes et versements assimilés	948 507		957 190		
IV-Excédent brut d'exploitation	111 958			994 229	
Autres produits opérationnels					
Autres charges opérationnelles	7 200				
Dotations aux amortissements	137 449		60 897		
Provision					
Pertes de valeur					
Reprise sur pertes de valeur et provisions					
V-Résultat opérationnel	256 608			933 332	
Produits financiers		1 402 892		163 646	
Charges financières	201 438		481 330		
VI-Résultat financier		1 201 453	317 683		
VII-Résultat ordinaire (V+VI)		944 845		615 648	
Eléments extraordinaires (produits) (*)					
Eléments extraordinaires (charges) (*)					
VIII-Résultat extraordinaire					
Impôts exigibles sur résultats					
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire					
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		944 845		615 648	

(*) A détailler sur état annexe à joindre

ANNEXES

Annexe N° 12 : Le compte de résultat de la EURL BM, Exercice 2016.

Exercice du 01/01/16 au 31/12/16				
COMPTE DE RESULTAT				
RUBRIQUES	2016		2015	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises		36 417 162		67 610 118
Produits fabriqués				
Production vendue				
Prestations de services				
Vente de travaux				
Produits annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés				
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes		36 417 162		67 610 116
Production stockée ou déstockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
I-Production de l'exercice		36 417 162		67 610 116
Achats de marchandises vendues	30 129 551		60 341 176	
Matières premières	2 590 000		5 419 504	
Autres approvisionnements				
Variations des stocks				
Achats d'études et de prestations de services				
Autres consommations			8 120	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats				
Sous-traitance générale				
Locations			15 000	
Services extérieurs				
Entretien, réparations et maintenance				
Primes d'assurances				
Personnel extérieur à l'entreprise				
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	90 000		318 970	
Publicité	24 110			
Déplacements, missions et réceptions	75 344			
Autres services	146 840		670 796	
<small>Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs</small>				
II-Consommations de l'exercice	33 055 845		66 773 568	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)		3 361 316		836 548

Exercice du 01/01/16 au 31/12/16				
COMPTE DE RESULTAT ./. .				
RUBRIQUES	2016		2015	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Charges de personnel	2 493 288			
Impôts et taxes et versements assimilés	585 791		948 507	
IV-Excédent brut d'exploitation		282 237	111 958	
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles	11 252		7 200	
Dotations aux amortissements	150 860		137 449	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provisions				
V-Résultat opérationnel		120 125	256 608	
Produits financiers		852 186		1 402 892
Charges financières	328 841		201 438	
VI-Résultat financier		523 345		1 201 453
VII-Résultat ordinaire (V+VI)		643 470		944 845
Eléments extraordinaires (produits) (*)				
Eléments extraordinaires (charges) (*)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigibles sur résultats				
<small>Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire</small>				
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		643 470		944 845

(*) A détailler sur état annexe à joindre

ANNEXES

Annexe N° 13 : Bilan « Actif » de l'ETPH, Exercice 2021

Exercice clos le 31/12/21		BILAN (ACTIF)		
ACTIF	Montants Bruts	2021	2020	
		Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles	184 700 034	171 996 563	12 703 471	12 614 039
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT	184 700 034	171 996 563	12 703 471	12 614 039
ACTIF COURANT				
Stocks et encours	34 991 293		34 991 293	
Créances et emplois assimilés				
Clients	215 954 175		215 954 175	393 211 106
Autres débiteurs	1 315 043		1 315 043	415 222
Impôts et assimilés	15 487 747		15 487 747	34 503 764
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	93 735 599		93 735 599	75 697 727
TOTAL ACTIF COURANT	361 483 858		361 483 858	503 827 820
TOTAL GENERAL ACTIF	546 183 892	171 996 563	374 187 329	516 441 860

Annexe N° 14 : Bilan « Passif » de l'ETPH, Exercice 2021

Exercice clos le 31/12/21		BILAN (PASSIF)	
	2021	2020	
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	172 839 653	171 698 170	
Capital non appelé			
Reserves et réserves - Réserves consolidées (1)			
Part de réévaluation			
Part d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	14 602 812	34 569 154	
Autres capitaux propres - Report à nouveau			
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I	187 442 465	206 267 325	
PASSIFS NON-COURANTS			
Emprunts et dettes financières			
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL II			
PASSIFS COURANTS:			
Fournisseurs et comptes rattachés	151 230 162	254 716 193	
Impôts	35 119 553	54 999 914	
Autres dettes	395 148	458 426	
Trésorerie passif			
TOTAL III	186 744 863	310 174 534	
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	374 187 329	516 441 860	

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

ANNEXES

Annexe N° 15 : Bilan « Actif » de l'ETPH, Exercice 2022

Exercice clos le		31/12/22		
BILAN (ACTIF)				
ACTIF	2022		2021	
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles	184 700 034	175 406 134	9 293 900	12 703 471
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT	184 700 034	175 406 134	9 293 900	12 703 471
ACTIF COURANT				
Stocks et encours				
	16 200 606		16 200 606	34 991 293
Créances et emplois assimilés				
Clients	156 585 786		156 585 786	215 954 175
Autres débiteurs	1 365 506		1 365 506	1 315 043
Impôts et assimilés	12 658 227		12 658 227	15 487 747
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	100 764 540		100 764 540	93 735 599
TOTAL ACTIF COURANT	287 574 666		287 574 666	361 483 858
TOTAL GENERAL ACTIF	472 274 701	175 406 134	296 868 566	374 187 329

Annexe N° 16 : Bilan « Passif » de l'ETPH, Exercice 2022

Exercice clos le		31/12/22	
BILAN (PASSIF)			
		2022	2021
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		187 109 004	172 839 653
Capital non appelé			
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		40 028 238	14 602 812
Autres capitaux propres - Report à nouveau			
	Part de la société consolidante (1)		
	Part des minoritaires (1)		
TOTAL I		227 137 243	187 442 465
PASSIFS NON-COURANTS			
Emprunts et dettes financières			
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL II			
PASSIFS COURANTS:			
Fournisseurs et comptes rattachés		35 418 367	151 230 162
Impôts		23 362 093	35 119 553
Autres dettes		10 950 861	395 148
Trésorerie passif			
TOTAL III		69 731 323	186 744 863
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)		296 868 566	374 187 329

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

ANNEXES

Annexe N° 17 : Le compte de résultat de l'ETPH, Exercice 2021.

Exercice du		01/01/21	au	31/12/21	2020	
COMPTE DE RESULTAT						
RUBRIQUES	2021		2020		DEBIT	CREDIT
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	(en Dinars)	(en Dinars)
Produits de marchandises						
Production vendue						
Produits fabriqués						
Prestations de services						301 989 168
Vente de travaux				138 768 877		
Produits annexes						
Rabais, remises, ristournes accordés						301 989 168
Produit d'affaires net des Rabais, remises, ristournes				138 768 877		
Production stockée ou déstockée				34 991 293		
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						301 989 168
-Production de l'exercice				173 760 170		
Achats de marchandises vendues					60 401 910	
Matières premières	70 851 630				9 041 403	
Autres approvisionnements	8 418 658					
Variations des stocks						
Achats d'études et de prestations de services					24 350	
Autres consommations	28 854					
Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats						
Sous-traitance générale	44 887 592				167 767 516	
Locations	720 000				224 400	
Services extérieurs						
Entretien, réparations et maintenance	236 003				464 270	
Primes d'assurances	534 788				627 230	
Personnel extérieur à l'entreprise						
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	135 000				120 000	
Publicité	366 180				338 000	
Déplacements, missions et réceptions	420 168				264 110	
Autres services	9 381 828				4 698 179	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs						
II-Consommations de l'exercice	135 980 705				243 971 372	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)				37 779 465		58 017 796
Charges de personnel	14 529 952				14 964 939	
Impôts et taxes et versements assimilés	4 841 958				3 573 802	
IV-Excédent brut d'exploitation				18 407 554		39 479 054
Autres produits opérationnels				118		2
Autres charges opérationnelles	741				80 093	
Dotations aux amortissements	3 804 118				4 829 808	
Provision						
Pertes de valeur						
Reprise sur pertes de valeur et provisions						
V-Résultat opérationnel				14 602 812		34 569 154
Produits financiers						
Charges financières						
VI-Résultat financier						
VII-Résultat ordinaire (V+VI)				14 602 812		34 569 154
Eléments extraordinaires (produits) (*)						
Eléments extraordinaires (charges) (*)						
VIII-Résultat extraordinaire						
Impôts exigibles sur résultats						
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire						
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE				14 602 812		34 569 154

(*) A détailler sur état annexe à joindre

ANNEXES

Annexe N° 18 : Le compte de résultat de l'ETPH, Exercice 2022

RUBRIQUES		2022		2021	
		DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Exercice du 01/01/22 au 31/12/22					
COMPTE DE RESULTAT					
Ventes de marchandises					
Production vendue	Produits fabriqués				
	Prestations de services				
	Vente de travaux				138 768 877
Produits annexes			317 724 602		
Rabais, remises, ristournes accordés					
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes					138 768 877
Production stockée ou déstockée			317 724 602		34 991 293
Production immobilisée		18 790 687			
Subventions d'exploitation					
I-Production de l'exercice					173 760 170
Achats de marchandises vendues					
Matières premières		128 177 561		70 851 630	
Autres approvisionnements		12 094 908		8 418 658	
Variations des stocks					
Achats d'études et de prestations de services					
Autres consommations		26 814		28 854	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats					
Services extérieurs	Sous-traitance générale	91 907 246		44 887 592	
	Locations	835 000		720 000	
	Entretien, réparations et maintenance	248 000		236 003	
	Primes d'assurances	799 074		534 788	
	Personnel extérieur à l'entreprise				
	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	675 000		135 000	
Publicité				366 180	
Déplacements, missions et réceptions				420 168	
Autres services		2 865 560		9 381 828	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs					
II-Consommations de l'exercice		237 629 166		135 980 705	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)			61 304 748		37 779 465
Charges de personnel		12 561 623		14 529 952	
Impôts et taxes et versements assimilés		5 305 315		4 841 958	
IV-Excédent brut d'exploitation			43 437 809		18 407 554
Autres produits opérationnels					118
Autres charges opérationnelles				741	
Dotations aux amortissements		3 409 570		3 804 118	
Provision					
Pertes de valeur					
Reprise sur pertes de valeur et provisions					
V-Résultat opérationnel			40 028 238		14 602 812
Produits financiers					
Charges financières					
VI-Résultat financier					
VII-Résultat ordinaire (V+VI)			40 028 238		14 602 812
Éléments extraordinaires (produits) (*)					
Éléments extraordinaires (charges) (*)					
VIII-Résultat extraordinaire					
Impôts exigibles sur résultats					
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire					
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE			40 028 238		14 602 812

ANNEXES

Annexe N° 19 : Accusé de réception d'un dossier de crédit

BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
ACCUSE DE RECEPTION D'UN DOSSIER DE CREDIT

Groupe Régional d'Exploitation de : le

Agence Locale d'Exploitation de Indices :

Reçu de : (1)

Pour le compte de : (2)

Nature du crédit sollicité Exploitation Investissement

Montant du crédit sollicité : DA.

Délai de réponse fixé pour le dossier :

30 jours calendaires : dossiers relevant des pouvoirs Agences

35 jours calendaires : dossiers relevant des pouvoirs Régionaux

45 jours calendaires : dossiers relevant des pouvoirs Centraux

Cher client,

Le présent document vous permet de protester auprès de la Direction du Réseau d'Exploitation (DRE) en cas de non réception de la réponse de la Banque dans les délais fixés.

Coordonnées de la Direction :

Téléphone : 021- 98-92-04 Fax : 023-51-15-31

Il est précisé que les délais de réponse ne commencent à courir qu'à partir de la réception de l'intégralité des documents et informations réclamés (y compris les compléments).

L'accusé de réception ne vaut pas engagement, de quelque nature que ce soit, en matière d'octroi de crédit.

Banque de l'Agriculture et du Développement Rural

ANNEXES

Annexe N° 20 : Lettre d'acceptation

BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

« LETTRE D'ACCEPTATION »

- Agence domiciliaire :
- Numéro du Compte client :
- Numéro de dossier :
- Nom ou Raison sociale de l'emprunteur :
- Adresse du siège social de l'emprunteur : à rajouter
- Activité :

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande de financement, nous avons le plaisir de vous informer que notre Etablissement est disposé à vous octroyer le crédit suivant :

- Type de prêt :
- Montant :
- Taux :
- Date limite d'utilisation :
- Durée d'amortissement :
- Période de différé (éventuel) :

Cependant, nous attirons votre aimable attention, sur le fait que ce crédit ne pourra connaître un début d'utilisation, que lorsque les réserves bloquantes, citées ci-dessous, auront été levées :

-
-
-
-
-

Dans l'attente, de vous lire, veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

ANNEXES

Annexe N° 21 : Lettre de refus

BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

« LETTRE DE REFUS »

- Agence domiciliaire :
- Numéro du Compte client.....
- Nom ou Raison sociale de l'emprunteur :
- Adresse du siège social de l'emprunteur ; à rajouter.....
- Activité.....

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande de financement, nous avons le regret de vous informer que notre Etablissement n'a pas convenance à vous octroyer le crédit demandé pour les motifs ci-après :

-
-
-
-

Pour toute information complémentaire, nous vous prions de bien vouloir vous rapprocher de nos services.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

ANNEXES

1. Rappel des engagements en cours :

Autorisation d'engagement ⁽¹⁾ du
Comité de crédit ⁽²⁾

Type de prêt ou de crédit	Montant (4)	Validité "5"	Date limite d'utilisation "6"	Durée d'amortissement "8"	Différé partiel "7"	Différé total "7"	Taux ou marge "7"	Taux commission d'engagement

(1) Reprendre la date du dernier ticket d'autorisation
(2) le comité de crédit ayant sanctionné le dossier

2. Garanties détenues et comptabilisées:

Nature	Valeur	Observations (*)

(*) Il y a lieu de préciser si la valeur de la garantie est évaluée sur la base d'une expertise réalisée par la banque

3. Situation financière du groupe d'appartenance

Désignation	Engagements BADR		Engagements Confrères (*)	Observations
	Engagements	Garanties		
Entreprise A				
Entreprise B				
Entreprise C				
Entreprise ...				
TOTAL GROUPE				

(*) A confirmer par la consultation de la centrale des risques et des impayés.

4. Structure de financement (*)

Désignation	Autofinancement	Concours bancaire	Observation
Rubrique 1			
Rubrique 2			

TOTAL			

(*) Réservées aux crédits à moyen et long terme

ANNEXES

Annexe N° 23 : Procès-verbal du comité de crédit

PROCES VERBAL DU COMITE DE CREDIT
N° DU

COMITE : (1)

EMPRUNTEUR : - COTE DE RISQUE

CODE ACTIVITÉ :

A.L.E. - N° COMPTE

- POSITIONS DES COMPTES AU :
.....
.....
.....
.....

- Groupe d'affaires :
St6 1
St6 2

AUTORISATION PRECEDENTE			ENCOURS DES CREDITS		AUTORISATION SOLLICITEE		
TYPE DE CREDIT	MONTANT	ECHEANCE	TYPE DE CREDIT	MONTANT	TYPE DE CREDIT	MONTANT	ECHEANCE
GARANTIES DETENUES EN PORTEFEUILLE				GARANTIES PROPOSEES :			
				GARANTIES EXIGEEES			

DECISION / AVIS DU COMITE DE CREDIT